

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II
DECISIONS

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
VD2022-058	Décision relative à un marché public n°V2B0011AI "Extension du groupe scolaire Delteil Michelet Assistance à maîtrise d'ouvrage bureaux d'études" Lots 1, 2, 3 - Attribution	315
VD2022-061	Décision relative au renouvellement de l'adhésion et de la cotisation 2022 au Réseau Français des Villes Éducatrices	317
VD2022-063	Décision relative au marché n°7D0036 - Prestation d'assurance pour les besoins de la Ville de Montpellier - Lot n°2 - Assurance Flotte automobile et risques annexes - Avenant de majoration n°1	319
VD2022-071	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à 3 associations dans le domaine de l'énergie pour 2022	321
VD2022-077	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation juridique pour le lot 2 - Prestations de conseil juridique et de représentation juridique en matière de droit de la commande publique et droit de la construction (juridictions des 1er et 2d degrés) - Autorisation de signature	323
VD2022-086	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre n°V2B0006EM - Achat d'épicerie salée sucrée et denrées alimentaires - Attribution	325
VD2022-092	Décision d'ester en justice "Instance n°2200559-1 Comité de quartier les Aubes"	327
VD2022-093	Décision relative à la réforme et à la cession des véhicules et matériels -Autorisation	329
VD2022-094	Décision relative à la cotisation à des organismes nationaux pour l'année 2022 - Technologies de l'Information et de la Communication - Acceptation de versement	331
VD2022-098	Décision relative au marché n°V1D0024ST - Intervention de sécurité sur la ville de Montpellier - Lots 1 et 2 - Attribution	333
VD2022-102	Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' pour les 12-13 et 16 février et les 16 et 23 mars 2022 - Autorisation de signature	336
VD2022-103	Décision relative aux travaux de restructuration et d'extensions du groupe scolaire Delteil/Michelet - Demande d'autorisation d'urbanisme - Autorisation de signature	338
VD2022-105	Décision relative à un avenant n°1 au marché de Maîtrise d'Œuvre n°V0B0069GC - Restauration des murs de soutènement de l'avant-place du Peyrou - Autorisation de signature	340
VD2022-106	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété LAURENT et NIEDDU - Parcelle de terrain nu cadastrée PT 703 et 704 - 795 rue de Celleneuve à Saint Hilaire.	342
VD2022-108	Décision relative à la demande de subvention FIPD dans le cadre de l'extension du programme de vidéoprotection et de vidéo verbalisation urbaines - Année 2022	345
VD2022-109	Décision relative à un accord cadre V2B0009EM pour l'achat d'électroménager brun - Attribution	347
VD2022-110	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI HEYDY - Maison d'habitation cadastrée KY 466 - 1224 Rue Paul Rimbaud	349
VD2022-111	Décision relative au marché n°V1C0014DF - Mise en place d'une notation financière pour la Ville de Montpellier - Attribution	352
VD2022-114	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Ville / SARL JCL Etablissement "La Diligence" - Terrasse intérieure Hôtel de Varennes - Autorisation de signer la convention	355

PARTIE II
DECISIONS

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
VD2022-115	Décision d'ester en justice "requête n°2200532-3 TA - Ressources Humaines"	357
VD2022-116	Décision relative au marché n°V2B0010EM - Achat de matériel professionnel de sonorisation, audio, projection - Attribution	359
VD2022-117	Décision relative à l'accord cadre à bons de commande n°V1D0034ZO - Achat de foin et luzerne pour les animaux du parc de Lunaret (lots 1 et 2) - Attribution	361
VD2022-118	Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel de Montpellier - Constitution partie civile"	363
VD2022-120	Décision d'ester en justice "Constitution partie civile - agression personnel communal - école Jeanne Deroin/Spinoza"	365
VD2022-122	Décision d'ester en justice "Cour de Cassation - Monsieur Embarek Marmi"	367
VD2022-124	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' pour le 13 février 2022	369
VD2022-125	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DU VENT DANS LA VOIX ' pour le 8 février 2022	371
VD2022-126	Décision relative à l'avenant portant modification des modalités de cession d'un contrat d'emprunt consenti auprès de DEPFA ACS DAC	373
VD2022-127	Décision relative à l'avenant n°1 du marché V0D0041AI - LOT 8 : Centre Municipal Garosud - Modification des ' prestations mensuelles (A) '	375
VD2022-128	Décision relative à une rétrocession de concession trentenaire - Acte 47504 - Cimetière Saint-Lazare	377
VD2022-129	Décision relative à Emprunt de 10 millions d'euros auprès d'ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels	379
VD2022-130	Décision d'ester en justice "requête n°2200730-3 TA - Ressources humaines".	381
VD2022-132	Décision relative au marché d'entretien préventif et curatif du matériel de restauration collective et de buanderie n°V1D0035PA	383
VD2022-133	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' pour le 5 mars 2022	386
VD2022-134	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Centre International de Musique Médiévale ' pour les 9 février, 2, 21, 22, et 24 mars, 6, 7, et 8 avril 2022	388
VD2022-135	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' NUANCES ' pour le 13 mars 2022	390
VD2022-136	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' pour le 10 avril 2022	392
VD2022-138	Décision d'ester en justice "Requête n°2200964-5 TA - groupement d'associations AutreCOM "	394
VD2022-139	Décision relative au marché n° V1B0028ED - Etude prévisionnelle sur la démographie scolaires - Attribution	396
VD2022-140	Décision relative au contrat de location ACM / Ville de Montpellier 122 square de Cos à Montpellier Autorisation de signer le contrat de location	398

PARTIE II
DECISIONS

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
VD2022-141	Décision relative à une demande d'autorisation d'urbanisme pour la mise en place de deux containers pour la création d'un local de stockage de matériel et de réception des équipes - Gymnase Spinosi	400
VD2022-142	Décision relative à une demande d'autorisation d'urbanisme pour la mise en place d'un container pour la création d'un local de stockage de matériel - Stade Astruc	402
VD2022-143	Décision relative au marché n°V2B0014DU "Création, entretien et maintenance de patrimoine électrique extérieur" - Attribution	404
VD2022-144	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de matériel de nettoyage V2B0015EM Attribution	406
VD2022-145	Décision relative à la convention de mise à disposition de la parcelle CD 818 Ville - FDI PROMOTION Autorisation de signer la convention de mise à disposition	408
VD2022-146	Convention de mise à disposition à titre gratuit Ville - Régie des Eaux Montpellier Méditerranée Métropole Parcelles HZ 82 ET HZ 83 Autorisation de signer la convention	410
VD2022-147	Décision relative aux travaux de remise en état des bâtiments communaux de la Ville de Montpellier - Opérations programmées pour l'année 2022 - Demande d'autorisations d'urbanisme - Demandes de subventions -Autorisation de signature	412
VD2022-148	Décision relative à l'autorisation de passer commande auprès de l'UGAP pour un Conseil en stratégie - Étude stratégique de la Mission Grand Cœur - Marché V2B0028VI	414
VD2022-149	Décision d'ester en justice "Requêtes Cour d'Appel de Montpellier n° RG 18/06227 et n° RG 19/05784 - Consorts DORMEAU TEISSIER"	416
VD2022-150	Décision relative à un accord cadre n°V1B0076EM - Achat d'équipements de protection deux roues - Attribution	418
VD2022-151	Décision relative au renouvellement de l'adhésion au Centre de Formation des Maires et Elus Locaux CFMEL - Exercice 2022	420
VD2022-152	Décision relative à la convention d'occupation temporaire du Festival International des Sports Extrêmes (FISE) du 25 au 29 mai 2022 entre la Ville de Montpellier Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Hurricane	422
VD2022-153	Décision relative au bail commercial de Madame MACCAGNAN - Ville de Montpellier Local situé 3 place Renaudel Autorisation de signer le bail	424
VD2022-154	Décision relative à la convention de mise à disposition de la parcelle SD 191 à titre gratuit Ville / EIFFAGE Route Méditerranée Autorisation de signer la convention	426
VD2022-155	Décision d'ester en justice "Requête n°2201124-1 TA - Bernard VATON"	428
VD2022-156	Décision d'ester en justice "Requêtes n°2201188-3 et n°2201189-3 – Ressources Humaines"	430
VD2022-158	Décision relative au renouvellement de cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2022- Thématique " Ecologie Urbaine"- Direction Paysage et Biodiversité	432
VD2022-159	Décision relative au marché n°V9B0081AI - Réfection de la toiture de l'église Sainte Eulalie Mission de maîtrise d'œuvre - Avenant n° 2 - Autorisation de signature	434
VD2022-160	Décision d'ester en Justice "Requête SCI Méditerranée - Cour de Cassation"	436

PARTIE II
DECISIONS

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
VD2022-161	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' JORDELAN ' pour les 25 avril et 2 et 8 mai 2022.	438
VD2022-162	réhabilitation du Skate-park de Grammont et installation d'un site de BMX Freestyle Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole Avenant n° 2 au marché de fournitures, lot 1 Modules de Saut n°2928-F-2-19.01 - Autorisation de signature	440
VD2022-163	Décision d'ester en justice "Requête n°2201115-3 TA - Ressources Humaines"	442
VD2022-164	Décision relative à une demande de subvention auprès du Ministère de l'Éducation Nationale de la Jeunesse et des Sports pour l'acquisition de capteurs de CO2 en milieu scolaire	444
VD2022-165	Décision relative au marché n°V1B0073TM - Travaux et maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs - Attribution	446
VD2022-166	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public - Mise à disposition du local place Albert 1er	448
VD2022-167	Décision d'ester en justice "Requête n°2201203-3 TA - Ressources Humaines"	450
VD2022-168	Décision d'ester en justice "Requête n°2200353-4 - LAFONTAINE Stéphane"	452
VD2022-169	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété VICENTE Rose-Blanche - Lot n°3 - Parcelles SE n°141-218-83 - 500 rue du Mas Rouge	454
VD2022-170	Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2022 - LA BANQUE POSTALE - Financement à court terme	457
VD2022-171	Décision relative à la mise en place d'une ligne de trésorerie 2022 - CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON - Financement à court terme	460
VD2022-172	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'acquisition d'une imprimante couleur jet d'encre de production avec contrat de maintenance associé V2B0023EM Attribution	463
VD2022-173	Convention de prêt à usage - Ville / Monsieur José LOMBARD - Parcelle EX 480 Autorisation de signer la convention	465
VD2022-174	Décision relative aux travaux. Opérations programmées au titre de l'année 2022. Demande de permis de construire parcelle cadastrée RK 17 Administration des cimetières	467
VD2022-178	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CHŒUR D'O ' pour le 21 mars 2022.	469
VD2022-179	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' pour le 5 mars 2022.	471
VD2022-180	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DANTE ALIGHIERI ' pour le 11 mars 2022.	473
VD2022-181	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' JORDELAN ' pour les 15 et 19 mars 2022	475
VD2022-182	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CHŒUR D'O ' pour le 21 mars 2022	477
VD2022-183	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' pour le 20 mars 2022.	479

PARTIE II
DECISIONS

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
VD2022-184	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DU VENT DANS LES VOIX ' pour les 12 et 22 mars 2022	481
VD2022-185	Convention d'occupation précaire Ville / M. CHEBAI Maison située 1083 avenue du Pic Saint Loup Autorisation de signer la convention	483
VD2022-186	Décision d'ester en justice "Requête Tribunal Judiciaire - Société BAKOZT"	485
VD2022-187	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' DANTE ALIGHIERI ' pour le 23 avril 2022	487
VD2022-188	Décision d'ester en justice "requête n°2201446-3 TA - Ressources Humaines"	489
VD2022-189	Décision relative au marché n° V1B0077ST Gestion de l'animal domestique en ville Résiliation lot n°1 : Identification, stérilisation, surveillance sanitaire et soins à la population animale	491
VD2022-190	Décision relative au marché n° V1B0053ST - Acquisition de vêtements, de chaussures et d'équipements pour la réserve communale de sécurité civile et les agents de protection des écoles de la ville de Montpellier Lot 1 et Lot 2- Attribution	493
VD2022-191	Décision d'ester en justice "Requête Cour d'Appel de Montpellier - MOUDAT Jean Marcel Antoine"	496
VD2022-192	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre n°V2B0021EM passé selon une procédure adaptée pour l'achat de boissons Attribution	498
VD2022-193	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre n° G1D0013EM passé selon une procédure adaptée pour l'achat de pièces détachées pour tous types de véhicules et d'engins Attribution	500
VD2022-194	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'CONSPECTUS' pour le 20 avril 2022	504
VD2022-196	Décision relative au marché public V1C0021EN ' Réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le quartier Près d'Arènes ' Attribution	506
VD2022-197	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'ASSOCIATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC' pour le 9 avril 2022	508
VD2022-199	Décision d'ester en justice "Requête n°2201680-3 TA - Ressources Humaines"	510
VD2022-200	Décision relative au renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés - Année 2022	512
VD2022-201	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'IRCL' pour le 13 avril 2022	514
VD2022-202	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'CANTUSCANTI' pour le 13 mai 2022	516
VD2022-203	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'LES VENTS DE MERIC' pour les 9 avril et 1er octobre 2022	518
VD2022-204	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ASSOCIATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC ' pour les 22 et 23 octobre 2022	521
VD2022-205	Décision relative à la réforme et à la cession des véhicules et matériels - Autorisation	522

PARTIE II
DECISIONS

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
VD2022-206	Décision relative à l'accord cadre n°V2C0002PB. - Prestations d'entretien d'espaces verts par Eco pâturage - Attribution	525
VD2022-207	Décision d'ester en justice "Requête n°2201642-3 TA - Ressources humaines"	527
VD2022-208	Décision relative au renouvellement de l'adhésion au GIP Cafés Culture au titre de l'année 2022 - Autorisation de signature	529
VD2022-209	Décision relative au marché n°V1D0041AI - Rénovation des piliers et vitraux de la nef centrale de l'église Saint-Roch - Attribution	531
VD2022-210	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'JORDELAN' pour les 5 avril et 1er mai 2022	210
VD2022-211	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' SOLI NITOREM' pour le 23 avril 2022	535
VD2022-212	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'ASSOCIATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC' pour les 22 et 23 octobre 2022	537
VD2022-218	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'ECUME' pour le 19 avril 2022	539
VD2022-219	Décision relative au renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) Année 2022	541
VD2022-220	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "DU VENT DANS LA VOIX" pour le 19 avril 2022	543
VD2022-221	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Les vents de Méric" pour le 9 avril et 1er octobre 2022	545
VD2022-222	Décision relative au marché n°V2C009DS - Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes - FISE Montpellier 2022 - Attribution	547
VD2022-223	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'ARS MUSICA' pour les 17-18-19 et 20 mai 2022	549
VD2022-224	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'CORALEN' pour le 15 mai 2022	551
VD2022-225	Décision relative à la demande de subvention Appel à Manifestation d'Intérêt "La région vous protège" Dans le cadre de l'acquisition de deux postes Police Municipale mobiles	553
VD2022-226	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'JORDELAN' pour le 18 avril 2022	555
VD2022-228	Décision relative au marché n°V2B0016AI - Maîtrise d'œuvre-rénovation du Kiosque Bosc Attribution	557
VD2022-229	Décision relative à la modification de la régie de recettes temporaire "cartes été jeunes" Pôle Sports	559
VD2022-230	Décision relative à la modification de la régie d'avances ' coupons sport-culture ' Pôle Sports	562
VD2022-231	Décision d'ester en justice "Requêtes n°2201940-1,2201941-1, 2201942-1 - SCI DU PASCALET, SARL CLH et Monsieur Loubnane HAIDAR	565

PARTIE II
DECISIONS

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	Page
VD2022-232	Droit de préemption urbain - Propriété VIVIER - 30 cours Gambetta - cadastre HW 99 - Lot 20 - Exercice du droit de préemption	567
VD2022-233	Décision relative à la mise en place d'un self à l'école maternelle Jean Cocteau - demande de subvention.	570
VD2022-234	Décision relative à des travaux de menuiserie dans les écoles (2ème tranche) - Amélioration du confort thermique- Demandes d'autorisations d'urbanisme - Demandes de subventions	572
VD2022-236	Décision relative à la rénovation des toitures de l'école élémentaire Paul BERT et de l'école maternelle Pablo PICASSO - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subvention	574
VD2022-239	Décision d'ester en justice "requête n°2202075-1 TA - Madame ZBAIRI Kadidja	576
VD2022-240	Décision d'ester en justice "requête n°2202076-1 TA - Association Vigilance Verte Montpellier Nord et Monsieur Thierry TEULADE	578
VD2022-241	Décision d'ester en justice "requête n°2202141-1 TA- Monsieur Marouan MRARDA	580
VD2022-243	Décision relative à l'installation de nichoirs à chiroptères et à chouettes effraies Gymnase Roger Couderc - Mairie de proximité Tastavin - Maison Pour Tous Albert Camus - Demandes d'autorisations d'urbanisme	582
VD2022-245	Décision d'ester en justice "Requête n°2202050-1 TA - Olivia SALES"	584
VD2022-246	Décision d'ester en justice "Requête n°2202174 TA - Ressources Humaines"	586
VD2022-247	Décision d'ester en justice "Requête 2202047-3 TA- Ressources Humaines"	588
VD2022-248	Décision relative à l'autorisation d'occupation du domaine public par la société France TV Studios	590
VD2022-249	Décision relative à la démolition d'un bâtiment 53 avenue du Marché Gare dans le cadre de l'opération de construction d'une cité de l'alimentation - Demandes d'autorisations d'urbanisme	592
VD2022-251	Décision d'ester en justice "requête n°2105811-3 TA- Ressources Humaines"	594
VD2022-253	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier ' pour le 10 mai 2022.	596
VD2022-256	Décision relative au marché n°V2D0001AI "Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMP et escaliers mécaniques de l'Hôtel de Ville et des bâtiments de la Ville" - Attribution	598



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un marché public
n°V2B0011AI
"Extension du groupe scolaire Delteil Michelet
Assistance à maîtrise d'ouvrage bureaux
d'études" Lots 1, 2, 3 - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1^{ière} Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale ;

Considérant :

- Que la Ville a besoin de confier des missions à des bureaux d'études spécialisés dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération portant sur l'extension du groupe scolaire Delteil Michelet ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée sous la référence V2B0011AI « Extension du Groupe Scolaire Delteil Michelet Assistance à Maîtrise d'Ouvrage » conformément aux articles L 2123-1 et R 2123-1 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché ordinaire. Le marché est alloti en trois lots : lot 1 « Bureau d'études Géomètre/VRD », lot 2 « Bureau d'études Fluides », lot 3 « Bureau d'études Economiste » ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix des prestations 40% ;

- Qu'après analyse, l'entreprise BOTTRAUD BARBAROUX ET ASSOCIES (BBASS) (205 avenue des Gardians 34 160 CASTRIES) présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1, que l'entreprise BUREAU D'ETUDES DURAND (90, avenue Maurice Planès 34 070 MONTPELLIER) présente une offre économiquement avantageuse pour le lot 2 et que l'entreprise ACEEC (501, rue Denis Papin 34 000 MONTPELLIER) présente une offre économiquement avantageuse pour le lot 3 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché V2B0011AI « Extension du Groupe Scolaire Delteil Michelet Assistance à Maitrise d'Ouvrage » à : l'entreprise BOTTRAUD BARBAROUX ET ASSOCIES (BBASS) pour un montant global et forfaitaire de 15 780€ pour le lot 1 « Bureau d'études Géomètre/VRD », l'entreprise BUREAU D'ETUDES DURAND pour un montant global et forfaitaire de 46 752€ pour le lot 2 « Bureau d'études fluides », l'entreprise ACEEC pour un montant global et forfaitaire de 24 000€ pour le lot 3 « Bureau d'études économiste ».

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans le délai global d'exécution prévisionnel des prestations de l'opération de 33 mois. L'exécution des prestations des lots débute à compter de la date de notification du contrat ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 04 AVR. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 04 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au renouvellement de l'adhésion
et de la cotisation 2022 au Réseau Français des
Villes Éducatrices

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération en date du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre (alinéa 24) ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville de Montpellier est adhérente du Réseau Français et de l'Association Internationale des Villes Educatrices. Créé en 1998, le Réseau Français des Villes Educatrices (RFVE) regroupe 140 villes et communautés de communes sur l'ensemble du territoire. Son objectif est de promouvoir les orientations définies dans la Charte des Villes Educatrices et de développer, en confrontant leurs expériences, une capacité collective à s'exprimer sur des orientations ou décisions nationales pouvant avoir une influence sur les politiques développées par les villes ;
- que le RFVE promeut une conception globale de l'éducation, dépassant le domaine strictement scolaire et développant une approche transversale de la question éducative. Pour le RFVE, la ville doit être un agent Co éducateur à travers la citoyenneté, la démocratie participative, les projets culturels, la planification urbaine ou la politique environnementale qu'elle développe ;
- que la Ville de Montpellier adhère au RFVE depuis 2007. La mise en œuvre de son Projet Educatif de Territorial (PEdT) et les débats autour de la réforme des rythmes scolaires l'ont amenée à prendre part de manière plus significative dans les échanges du réseau. A ce titre, elle siège parmi les 140 communes et communautés de communes qui composent ce réseau et qui sont investies dans une démarche éducative locale dépassant le domaine strictement scolaire ;

- que ce réseau facilite l'échange d'informations, la confrontation d'expériences. Il permet de développer une capacité collective d'analyse et d'expression sur les orientations nationales pouvant avoir une influence sur les politiques développées par les Villes. Il est donc proposé de renouveler notre adhésion à cet organisme pour l'exercice 2022.

DECIDE


ARTICLE 1 : D'accepter le renouvellement de cette adhésion pour l'année 2022 et le versement à l'organisme ci-dessus pour un montant total de 1 725 Euros sur les crédits inscrits au budget 2022 de la Ville, chapitre 932.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 AVR. 2022**

Monsieur le Maire



Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **22 AVR. 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

22 AVR. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au marché n°7D0036 -
Prestation d'assurance pour les besoins de la Ville
de Montpellier - Lot n°2 - Assurance Flotte
automobile et risques annexes - Avenant de
majoration n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine de « l'Administration Générale et notamment les assurances » ;
- VU la décision n° VD2018-047 attribuant le lot n°2 - Flotte automobile et risques annexes du marché de service n°7D0036 relatif à la prestation d'assurance pour les besoins de la Ville de Montpellier au groupement Assurances Sécurité - GMF pour un montant total estimé figurant à l'acte d'engagement de 430 319,45 € HT pour une durée de 5 ans ;

CONSIDÉRANT :

- que le contrat conclu avec ces sociétés fixait une prime annuelle globale (calculée sur la base de prix unitaires par type de véhicule), indexée chaque année sur l'indice SRA publiée par l'INSEE et l'assiette de prime constituée par la flotte de véhicules, à 86 063,89 € HT ;
- que par un courrier en date du 15 septembre 2021, le cabinet de courtage Assurances sécurités informait Montpellier Méditerranée Métropole que les résultats techniques du contrat étaient très dégradés. En effet, le rapport sinistre à prime s'élevait à 166 % depuis la prise d'effet du contrat ;

- qu'après négociation avec la compagnie GMF, une augmentation du taux de prime de 55% à compter du 1er janvier 2022 est proposée ;
- que cette augmentation demeure acceptable attendu que la sinistralité de Montpellier Méditerranée Métropole et le montant des sommes versées par la compagnie d'assurance au titre du contrat ont effectivement subi une augmentation significative depuis la conclusion du contrat ;
- que la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant 1 au marché n° 7D0036 – lot 2 – Flotte automobile et risques annexes avec le groupement Assurances Sécurité - GMF, augmentant la prime de 55% (indice SRA compris). Les nouveaux montants de prime par type de véhicule pour 2022 sont listés dans l'avenant

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses seront imputées au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 AVR, 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 25 AVR, 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Énergie et Moyens Techniques
Service Énergie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion
à 3 associations dans le domaine de l'énergie pour
2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;

Considérant :

- Que la Ville adhère à des associations pour la mise en œuvre de sa politique énergétique par le versement de diverses cotisations depuis de nombreuses années,
- Qu'il faut confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2022 :
 - ALEC - Agence Locale de l'Énergie et du Climat Montpellier Métropole ;
 - ENERGY-CITIES ;
 - ENVIROBAT OCCITANIE - Centre de ressources, de réflexions, d'actions collaboratives et innovantes

DECIDE

Article 1 : D'accepter le versement des cotisations aux associations suivants :

ASSOCIATIONS	MONTANTS
ALEC - Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Métropole	1 895 €
Energy Cities	2 500 €
ENVIROBAT OCCITANIE - Centre de ressources, de réflexions, d'actions collaboratives et innovantes	2 400 €

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée pour le montant total de 6 795 € sur les crédits inscrits au budget 2022 de la Ville.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les ré-adhésions et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **12 AVR 2022**
Madame l'Adjointe au Maire

[Signature]
Agnès SAURAT

Publiée le : **12 AVR 2022**

Notifiée le : **12 AVR. 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Procédures**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché
n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique
et de représentation juridique pour le lot 2 -
Prestations de conseil juridique et de
représentation juridique en matière de droit de la
commande publique et droit de la construction
(juridictions des 1er et 2d degrés) - Autorisation
de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, de la Réussite scolaire et de l'Administration générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 attribuant le marché V0D0023JM- Prestation de conseil juridique et de représentation en justice, attribuant le lot 2 « Droit de la commande publique et droit de la construction » au groupement JPh MENEAU/ VEDESI, pour un cout horaire de 100 € H.T et pour une durée de 1 an, renouvelable 3 fois un an ;

Considérant :

- qu'à la suite de l'apport par Maître Meneau de l'intégralité de son fonds libéral à la SELARL ACOCE (société d'exercice libérale dont il est l'actionnaire majoritaire) et la reprise de tous les collaborateurs et moyens matériels par ACOCE; il est nécessaire de passer un avenant de transfert pour le marché V0D0023JM afin de modifier la composition du groupement en substituant la SELARL ACOCE au cabinet JPh MENEAU ;

DECIDE


ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché V0D0023JM Prestation de conseil juridique et de représentation en justice, pour le lot 2 « Droit de la commande publique et droit de la construction » avec le groupement ACOCE/VEDESI. Cet avenant est sans incidence financière.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 MARS 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE




Publiée le : 17 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**- Décision relative à l'attribution d'un accord cadre
n°V2B0006EM - Achat d'épicerie salée sucrée et
denrées alimentaires - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances.

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'épicerie salée sucrée et denrées alimentaires conformément aux besoins exprimés par les services de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V2B0006EM) a été lancée en date du 12 janvier 2022, sous forme d'un Accord Cadre, pour un montant total maximum de 80 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution d'un an à compter de sa notification.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique pour 30% et le prix des prestations pour 70 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise SARL WILKASH Promocash, BLE, 371 avenue du Marché Gare, 34070 Montpellier, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Achat d'épicerie salée sucrée et denrées alimentaires » n°V2B0006EM, à la société SARL WILKASH Promocash, pour un montant total maximum de 80 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution d'un an à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tout chapitre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11 MARS 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 11 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

11 MARS 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Instance n°2200559-1
Comité de quartier les Aubes"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

-la décision n°437455 du Conseil d'Etat du 31 janvier 2022 annulant le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1901102 du 7 novembre 2019 qui a rejeté la requête du comité de quartier les Aubes et autres sollicitant l'annulation de l'arrêté du Maire de Montpellier du 27 août 2018 délivrant un permis de construire à la SCI Boulevard Ernest Renan à Montpellier et a renvoyé l'affaire devant le Tribunal Administratif de Montpellier ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans l'instance n°2200559-1 contre le Comité de quartier les Aubes et Autres ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet CGCB et Associés ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 MARS 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 17 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la réforme et à la cession des véhicules et matériels -Autorisation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers, jusqu'à 4 600 € ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine des Finances ;

Considérant :

- Que la Commission de Réforme du 14 février 2022 de la Ville de Montpellier a validé la réforme et la cession de matériels et de véhicules ;
- Qu'à la suite de l'inadaptation des matériels aux nouvelles missions du Service Police Municipale (DSTP), il convient de céder 10 caméras piétons (caméra mobile d'intervention sécurisé), 10 harnais et 10 kits voiture neufs, dont la photo est jointe en annexe. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères, mise à prix 80 € chacun, par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE** ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériel stocké au Service Administratif (Pôle Culture et Patrimoine) il convient de réformer un piano, dont la photo est jointe en annexe. Ce type de matériel n'est plus conforme aux normes de sécurité, il sera récupéré par l'université **Paul Valéry** pour une remise en état par des étudiants spécialisés ;

DECIDE

Article n°1 : - D'accepter les réformes et cessions des véhicules et matériels précités telles qu'autorisées par la Commission de Réforme du 14 février 2022 (cf. rapport p.j.);

- D'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service Police Municipale de la DSTP, par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE ;
- D'autoriser le don d'un piano du Service Administratif (Pôle Culture et Patrimoine) à l'université Paul Valéry.

Article n°2 : De dire que les recettes seront imputées sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 70878 et 775 tous chapitres.

Article n°3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les destinataires précités.

Article n°4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 MARS 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 15 MARS 2022
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

15 MARS 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la cotisation à des organismes
nationaux pour l'année 2022 - Technologies de
l'Information et de la Communication -
Acceptation de versement**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Séverine SAINT-MARTIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au maire déléguée au « Renouveau démocratique et innovation sociale » ;

Considérant :

- Que depuis plusieurs années la Ville adhère à l'ADULLACT par le versement d'une cotisation ;
- Que la Ville a acquis le logiciel SEDIT Marianne comme solution de gestion des Ressources Humaines auprès de la société BERGER LEVRAULT et qu'elle est adhérente au Club des Utilisateurs de SEDIT Marianne afin d'intégrer et d'utiliser ledit logiciel au mieux de ses performances, de discuter et d'orienter les choix stratégiques de l'éditeur ;
- Qu'il convient de confirmer notre adhésion auprès de ces organismes pour l'exercice 2022 ;
- Que le montant de la cotisation annuelle s'élève respectivement à 4500 euros et 600 euros.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accepter le versement de la cotisation de 4 500 euros à l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) et de 600 euros au Club des Utilisateurs de SEDIT Marianne (CUSMA).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense d'un montant total de 5 100 € sera imputée sur le budget de la Ville, Chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire avec les organismes susnommés.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN



Publiée le : 29 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1D0024ST -
Intervention de sécurité sur la ville de
Montpellier - Lots 1 et 2 - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Sébastien COTE Adjoint à la « Protection de la Population, à la Tranquillité Publique et aux Affaires Militaires » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de confier un accord cadre mono-attributaire portant sur les prestations d'intervention de sécurité sur la ville de Montpellier ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée en date du 22 octobre 2021 conformément aux dispositions des articles R 2123-1 et R.2123-3 3° du Code de la Commande Publique ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un seuil annuel maximum, passé à prix unitaires en application des articles L.2125-1 1° et R2162-1 à R2162-6 ainsi que des articles R2162-13 et R2162-14 sur la mise en œuvre des accords-cadres ;

- Que les prestations sont réparties en deux lots suivants :

- Lot n° 1 : Télésurveillance des bâtiments communaux
Le seuil annuel maximum est de 2 000 000 € H.T.
Le montant sera identique pour les périodes de reconduction.
- Lot n° 2 : Mission de surveillance sur le site du centre municipal de Garosud.
Le seuil annuel maximum est de 200 000 € H.T.
Le montant sera identique pour les périodes de reconduction.

- Que le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché, renouvelable tacitement trois fois 1 an.

- Qu'après analyse pour le lot n°1 « Télésurveillance des bâtiments communaux », l'entreprise de sécurité privée, membre d'un groupement, citée ci-dessous présentent l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :

- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60%
- Montant des prestations : 40%

- Groupement GIP CONNECT/GIP SECURITE - 34970 LATTES

- Qu'après analyse pour le lot n°2 « Mission de surveillance sur le site du centre municipal de Garosud », l'entreprise de sécurité privée, mandataire de groupement, désigné ci-dessous présente l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :

- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60%
- Montant des prestations : 40%

- GIP SECURITE – 34970 LATTES

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot n°1 du marché relatif aux prestations de télésurveillance des bâtiments communaux au Groupement GIP CONNECT/GIP SECURITE, conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché, avec reconduction, sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un seuil annuel maximum de 2 000 000 € H.T.


ARTICLE 2 : D'attribuer le lot n°2 du marché relatif aux missions de surveillance du site de Garosud à GIP SECURITE, conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché, avec reconduction, sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un seuil annuel maximum de 200 000 € H.T.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville ;

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 MARS 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire


Sébastien COTE



Publiée le : 14 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' pour les 12-13 et 16 février et les 16 et 23 mars 2022 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « CONSPECTUS » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 12-13 et 16 février et les 16 et 23 mars 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 106,60€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 07 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 08 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier
Service Architecture**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative aux travaux de restructuration
et d'extensions du groupe scolaire
Delteil/Michelet - Demande d'autorisation
d'urbanisme - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n°V2020-005-alinéa 26 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, déléguée à la Ville éducative et à la réussite scolaire ;

CONSIDERANT :

- que la Ville de Montpellier est fortement engagée dans une démarche d'amélioration de l'accueil des enfants dans les écoles ;
- que dans le cadre d'un programme ambitieux en vue de garantir la réussite à tous les jeunes Montpelliérains, la Ville de Montpellier attache une importance particulière à la rénovation et l'entretien de ses bâtiments scolaires ;
- qu'il est nécessaire, pour mener à bien cette opération, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la réalisation des travaux qui s'effectueront sur les bâtiments du groupe scolaire Joseph Delteil/Jules Michelet sis Rue des Araucarias – 34080 MONTPELLIER :
 - Opération de restructuration et extensions des écoles élémentaire Delteil et maternelle Michelet
 - Autorisation d'urbanisme : Permis de Construire
 - Montant estimé de l'opération : 2 916 000 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : Dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 MARS 2022
Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 08 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Coeur
Service Patrimoine Historique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un avenant n°1 au marché de
Maîtrise d'Œuvre n°V0B0069GC - Restauration
des murs de soutènement de l'avant-place du
Peyrou - Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Boris BELLANGER en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Boris BELLANGER dans le domaine « Quartier Centre et Patrimoine Historique » ;
- VU la décision n°VD2021-194 attribuant le marché n°V0B0069GC relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour la restauration des murs de soutènement de l'avant-place du Peyrou à l'entreprise SELARL EUPALINOS, pour un montant de 39 145 euros HT et pour une durée de 24 mois.

Considérant :

- Qu'à l'issue des études de diagnostic réalisées dans le cadre du marché initial, il s'avère que les ouvrages sont en bien plus mauvais état que ce qui était escompté ;
- Qu'il s'avère en conséquence nécessaire de réaliser des prestations d'étude complémentaires afin de déterminer plus finement la nature des pathologies et définir ainsi précisément, et en concertation avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles, les méthodes de traitement et de restauration des ouvrages ;
- Que par application de l'article R2194-2 du Code de la commande publique, il convient de modifier le marché initial ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°V0B0069GC relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour la restauration des murs de soutènement de l'avant-place du Peyrou avec l'entreprise SELARL EUPALINOS, avenant n°1 d'un montant de 11 535 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 50 680 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 mars 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire


Boris BELLANGER



Publiée le : 22 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété LAURENT et
NIEDDU - Parcelle de terrain nu cadastrée PT
703 et 704 - 795 rue de Celleneuve à Saint Hilaire.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par la DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 26 janvier 2017 approuvant l'instauration d'un périmètre d'étude sur le secteur des Grèzes ;
- VU la décision du 25 juin 2021 relative à la signature d'une convention de mandat d'étude confiée à la SA3M sur le secteur Bouisses Grèzes ;

- VU l'estimation des services fiscaux.

CONSIDÉRANT :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 20 décembre 2021, Maître Régis MERLE notaire à Mèze (34), a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente par Mesdames Brigitte LAURENT et Elisabeth NIEDDU, d'un terrain nu de 2.461 m², situé 795 rue de Celleneuve à Saint Hilaire, cadastré section PT 703 et 704, au prix de 180.000 € en ce compris 10.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur ;
- que cette propriété est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- que dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et le rééquilibrage de développement de la ville vers le Nord et l'Ouest, la Ville de Montpellier a décidé de lancer une réflexion sur le secteur des Bouisses Grèzes ;
- que l'objectif municipal sur ce quartier est de préserver la biodiversité et de renforcer la dimension agricole du site, gage d'une souveraineté alimentaire. La réalisation de ces études doit contribuer à la modération de la consommation foncière, voire à la réduction des extensions urbaines initialement envisagées, afin de renforcer la présence de la nature dans la ville et de limiter l'étalement urbain. Ce projet d'Agriparc des Bouisses s'inscrit dans une trajectoire de reconnexion croissante de l'agriculture au projet urbain, et doit révéler ce poumon vert aux portes de la Ville pour en faire un lieu de balade et de découverte de la biodiversité, d'agriculture et de loisirs verts ouvert à tous les habitants.
- que cet espace d'au moins cent hectares mêlant forêt urbaine et agriculture de proximité, doit être repensé collectivement pour accompagner la conception du nouveau « quartier parc » dont la concertation publique a été initiée et engagée par une visite du lieu le 20 novembre 2021.
- que la propriété LAURENT et NIEDDU est située dans le secteur délimité pour le projet susmentionné.
- que la maîtrise foncière de cette parcelle de 2.461 m² s'avère nécessaire dans le cadre de la réalisation de ce projet et qu'elle viendra compléter les acquisitions déjà réalisées par la Ville, 5.183 m², sur le secteur qui borde la rue de Celleneuve à Saint Hilaire.
- qu'il paraît nécessaire, dans ces conditions, pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien dans le cadre du projet porté par la Ville, projet conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé pour mettre notamment en œuvre, un projet urbain, pour permettre de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser.
- que ce terrain est classé en zone à urbaniser du Plan Local d'Urbanisme AU0, zone inconstructible en l'état, excepté pour les équipements publics et les extensions mesurées de bâtiments existants.
- que le prix proposé paraît excessif.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Mesdames Brigitte LAURENT et Elisabeth NIEDDU, portant sur un terrain nu de 2.461 m², situé 795 rue de Celleneuve à Saint Hilaire, à Montpellier, cadastré section PT 703 et 704, au prix révisé de 71.525 € en ce compris 10.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur.

ARTICLE 2 : dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme,

ARTICLE 3 : de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27.

ARTICLE 4 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 09 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE

Publiée le : 09 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la demande de subvention
FIPD dans le cadre de l'extension du programme
de vidéoprotection et de vidéo verbalisation
urbaines - Année 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser au nom de la Commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Sébastien COTE en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Sébastien COTE dans le domaine de la Protection de la Population, de la Tranquillité Publique et des Affaires Militaires ;

Considérant :

- Que par délibération V2022-022 en date du 01 février 2022 la Ville de Montpellier a validé l'extension du programme de vidéoprotection et de vidéo verbalisation urbaines 2022 relative à l'implantation de 21 nouvelles caméras ;
- Que cette extension du parc de caméras est éligible à une subvention notamment dans le cadre du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD) auprès des services de l'Etat.

DECIDE :

Article 1 : De solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment auprès du Fonds Interministériel pour la Prévention de la Délinquance (FIPD), dans le cadre de l'extension du programme de vidéoprotection et de vidéo verbalisation urbaines 2022.

Article 2 : D'inscrire les recettes au budget de la Ville de Montpellier.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 MARS 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Sebastien COTE

Publiée le : 14 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un accord cadre V2B0009EM
pour l'achat d'électroménager brun - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans le domaine des Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'électroménager brun conformément aux besoins exprimés par les services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V2B0009EM) a été lancée en date du 25 janvier 2022, sous forme d'un Accord Cadre, pour un montant total maximum de **85 000 € HT**. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de deux ans à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique pour **30%** et le prix des prestations pour **70%** ;
- Qu'après analyse, l'entreprise **AUDIO TECHNIC**, 3 rue Gaston Plante, 34790 GRABELS, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

DECIDE

Article 1 - D'attribuer le marché « Achat d'électroménager brun » n°V2B0009EM, à la société **AUDIO TECHNIC**, pour un montant total maximum de **85 000 € HT**. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de deux ans à compter de sa notification ;

Article 2 - De dire que la dépense sera imputée sur les budgets investissement et fonctionnement de la Ville, tout chapitre ;

Article 3 - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 MARS 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 15 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

15 MARS 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SCI HEYDY -
Maison d'habitation cadastrée KY 466 - 1224 Rue
Paul Rimbaud

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;

- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- VU l'estimation des services fiscaux du 14 mars 2022.

CONSIDERANT :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 24 février 2022, Maître GOUJON-VANSUYT notaire à Juvignac, a déposé une déclaration d'intention d'aliéner (DIA) concernant la vente par la SCI HEYDY d'une maison d'habitation située 1224 rue Paul Rimbaud, cadastrée section KY 466 au prix de 1 390 000 € ;
- que la propriété de la SCI HEYDY est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- que la DIA précise en observation que cette vente sera réitérée simultanément et concomitamment avec la vente de la parcelle voisine cadastrée section KY 267 ;
- que ces deux parcelles forment un ensemble jouxtant la parcelle communale cadastrée section KY 266 ;
- que l'acquisition de ces parcelles est nécessaire pour réaliser un projet de renouvellement urbain créant une véritable articulation au carrefour de deux quartiers de la Ville dénommés « Petit Bard » et « Pergola » ;
- que la réalisation d'un aménagement urbain interviendra en réponse à la percée architecturale réalisée en symétrie de l'autre côté de la rue Paul Rimbaud,
- qu'il est nécessaire dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption urbain conformément aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de constituer une réserve foncière, et d'assurer la cohérence des projets urbains engagés aux alentours,
- que le prix proposé est excessif,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI HEYDY constituant une maison d'habitation située 1224 rue Paul Rimbaud et cadastrée section KY 466 au prix de 410 340 € (quatre cent dix mille euros et trois cent quarante euros),

ARTICLE 2 : dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R213-11 du Code de l'Urbanisme,

ARTICLE 3 : les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget communal,

ARTICLE 4 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 01 AVR. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE

Publiée le : 04 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au marché n°V1C0014DF - Mise
en place d'une notation financière pour la Ville de
Montpellier - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN dans les domaines des Finances, de l'Evaluation des politiques publiques, des Ressources humaines et du Dialogue social ;

Considérant :

- que pour obtenir une opinion indépendante de sa situation financière, s'engager dans la diversification de ses financements court terme et long terme par des émissions obligataires adaptées et participer de la démarche de transparence financière et de qualité financière et comptable, il convient d'obtenir la notation financière de la collectivité par une agence internationale de notation ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2123-1 et R. 2123-1 1°, R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée et à tranches, conformément aux articles R.2113-4 à R.2113-6 du Code de la Commande Publique, pour une durée de un an reconductible 2 fois un an pour chaque tranche (excepté la tranche optionnelle 1 qui, si elle est affermée, démarrera à la date d'affermissement jusqu'à la fin de l'année en cours d'exécution de la tranche ferme ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Note méthodologique de déroulement des missions et organisation de l'équipe : 45 points
 - Calendrier : 15 points
 - ° Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire total de toutes les tranches tel que mentionné à l'acte d'engagement : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise Moody's France SAS, sise 96 boulevard Haussmann, 75008 Paris présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché Mise en place d'une notation financière pour la Ville de Montpellier à l'entreprise Moody's France SAS, pour un montant, décomposé ainsi :

Tranche		Durée	Prix annuel HT
Tranche ferme	Notation privée suivie	1 an reconductible 2 fois un an	20 000
Tranche optionnelle 1	Conversion en notation publique pour terminer l'année	démarré à la date d'affermissement jusqu'à la fin de l'année en cours d'exécution de la tranche ferme	0
Tranche optionnelle 1 bis	Conversion en notation publique pour un an à l'issue une année tranche ferme ou tranche optionnelle 1	1 an reconductible 2 fois un an	20 000
Tranche optionnelle 2	Notation annuelle programme NEU CP	1 an reconductible 2 fois un an	1 500
Tranche optionnelle 3	Notation annuelle programme moyen et long terme	1 an reconductible 2 fois un an	1 500

Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la fin d'exécution de la dernière tranche affermée. Sa durée est d'un an reconductible 2 fois un an pour chaque tranche (excepté la tranche optionnelle 1 qui, si elle est affermée, démarrera à la date d'affermissement jusqu'à la fin de l'année en cours d'exécution de la tranche ferme);

ARTICLE 2 : de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 MARS 2022

Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 15 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

15 MARS 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à une convention d'occupation
temporaire du domaine public - Ville / SARL JCL
Etablissement "La Diligence" - Terrasse
intérieure Hôtel de Varennes - Autorisation de
signer la convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;
- VU la décision n°2012/0280 du 9 juillet 2012 autorisant la signature de la convention d'occupation de la terrasse intérieure de l'hôtel de Varennes du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2015 ;
- VU la décision n°2015/0279 du 21 juillet 2015 autorisant le renouvellement de la convention d'occupation de la terrasse intérieure de l'hôtel de Varennes du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2018 ;
- VU la décision n°VD2018-260 du 13 septembre 2018 autorisant le renouvellement de la convention d'occupation de la terrasse intérieure de l'hôtel de Varennes du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2021 ;
- VU le projet de régularisation et de renouvellement de la convention d'occupation de la terrasse intérieure de l'hôtel de Varennes du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2024 ;

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire de la terrasse intérieure de l'hôtel de Varennes, d'une superficie de 38 m², partie intégrante de l'hôtel de Varennes situé 2 place Pétrarque à Montpellier ;
- Que la société SARL JCL « La Diligence » souhaite poursuivre l'utilisation de la terrasse afin de valoriser le restaurant par son espace extérieur ;

DECIDE

ARTICLE 1 : de conclure avec la SARL JCL « La Diligence » une nouvelle convention d'occupation du domaine public pour la mise à disposition de la terrasse d'une superficie de 38 m² située au sein de l'hôtel de Varennes, 2 place Pétrarque.

ARTICLE 2 : De dire que cette convention d'occupation du domaine public est consentie pour une durée de 3 ans, à compter rétrospectivement du 1^{er} juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2024, moyennant une redevance annuelle de 1 500 euros payable trimestriellement et d'avance à la Trésorerie principale municipale.

ARTICLE 3: Madame l'Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la sobriété énergétique est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le '18 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : '18 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "requête n°2200532-3
TA - Ressources Humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n°2200532-3 déposée par Madame Evelyne REMY le 28 janvier 2022 devant le Tribunal Administratif de Montpellier contre le tableau d'avancement 2021 de la Ville de Montpellier pour l'accès au grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2200532-3 le 28 janvier 2022 par Madame Evelyne REMI.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MARS 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **11 MARS 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

11 MARS 2022



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V2B0010EM -
Achat de matériel professionnel de sonorisation,
audio, projection - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel professionnel de sonorisation, audio, projection conformément aux besoins exprimés par les services de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V2B00010EM) a été lancée en date du 26 janvier 2022, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande, pour un montant total maximum de 85 000 € HT. Il s'agit d'un accord cadre unique conclu pour une période d'exécution de deux ans à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique pour 40% et le prix des prestations pour 60% ;
- qu'après analyse, l'entreprise TEXEN, 290 rue de MASCARAN, BP 30029, ZI Vallée du Salaison, 34741 VENDARGUES CEDEX 1, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Achat de matériel professionnel de sonorisation, audio, projection » n°V2B0010EM, à la société TEXEN, pour un montant total maximum de 85 000 € HT. Il s'agit d'un accord cadre unique conclu pour une période d'exécution de deux ans à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tout chapitre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 MARS 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN




Publiée le : 15 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

15 MARS 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'accord cadre à bons de commande n°V1D0034ZO - Achat de foin et luzerne pour les animaux du parc de Lunaret (lots 1 et 2) - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 24 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;

Considérant :

Que le parc de Lunaret doit acheter du foin et de la luzerne pour les animaux dont il assure les soins et le bien-être,

Que pour répondre à ces besoins, il est nécessaire de faire appel à des prestataires extérieurs, le parc de Lunaret n'étant pas en mesure d'assurer lui-même cette prestation.

Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert n°V1D0034ZO Achat de foin et de luzerne pour les animaux du parc de Lunaret a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché alloti à bons de commande pour une durée initiale d'un an renouvelable 3 fois par tacite reconduction à compter de la date de notification du présent marché ;

Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour les deux lots:

Prix : 60%

Valeur technique : 40%

Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 février 2022 a retenu l'entreprise LAUGIER RAPHELE, domiciliée 5288 route départementale-443 mas Laget Hameau Raphele les Arles- 13280 MOULES présentant une offre économiquement avantageuse, pour le lot n°1 ;

Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17 février 2022 a retenu l'entreprise LAUGIER RAPHELE, domiciliée 5288 route départementale-443 mas Laget Hameau Raphele les Arles- 13280 MOULES présentant une offre économiquement avantageuse, pour le lot n°2;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché d'achat de foin et de luzerne pour les animaux du parc de Lunaret – n°V1D0034ZO sous la forme d'un accord cadre à bons de commande à l'entreprise LAUGIER RAPHELE, domiciliée 5288 route départementale-443 mas Laget Hameau Raphele les Arles- 13280 MOULES, pour un montant maximum annuel de 60 000 € HT pour le lot n°1 (foin).

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période initiale d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction.

D'attribuer le marché d'achat de foin et de luzerne pour les animaux du parc de Lunaret – n°V1D0034ZO sous la forme d'un accord cadre à bons de commande à l'entreprise LAUGIER RAPHELE, domiciliée 5288 route départementale-443 mas Laget Hameau Raphele les Arles- 13280 MOULES, pour un montant maximum annuel de 40 000 € HT pour le lot n°2 (luzerne).

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période initiale d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10.03.22
Monsieur l'Adjoint au Maire
Eddine ARIZTEGUI

Publiée le : 11.03.2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Tribunal
Correctionnel de Montpellier - Constitution
partie civile"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- la procédure pénale devant le Tribunal correctionnel de Montpellier à l'encontre d'un agent de la Ville relative à la fourniture frauduleuse de documents administratifs dans le cadre de ses missions ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à se constituer partie civile devant le Tribunal correctionnel de Montpellier dans la procédure pénale visant un agent de la Ville de Montpellier et concernant la fourniture frauduleuse de documents administratifs ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Florian MEDICO, Avocat ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MARS 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **11 MARS 2022**

Notifiée le :

11 MARS 2022

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Constitution partie
civile - agression personnel communal - école
Jeanne Deroin/Spinoza"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

-**VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;

-**VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;

-**VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

-la procédure pénale relative à une agression à l'encontre d'agents communaux par des individus au sein de l'école maternelle et élémentaire Jeanne Deroin/Spinoza en date du 22 novembre 2021 ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à se constituer partie civile dans la procédure pénale concernant l'agression d'employés de la Ville de Montpellier au sein de l'école maternelle et élémentaire Jeanne Deroin/Spinoza ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Luc ABRATKIEWICZ, Avocat ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MARS 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **11 MARS 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

11 MARS 2022



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Cour de Cassation -
Monsieur Embarek Marmi"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- Considérant**
- la déclaration de pourvoi déposée devant la cour de Cassation par Monsieur Embarek Marmi contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier n°RG 21/00902 du 4 novembre 2021 ordonnant l'expulsion de Monsieur Embarek Marmi de la parcelle cadastrée DN 87 sise à Montpellier, propriété de la Ville de Montpellier.
 - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Cour de Cassation suite à la déclaration de pourvoi déposée par Monsieur Embarek Marmi.

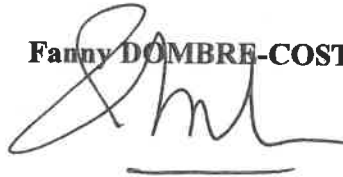
ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats Lyon-Caen et Thiriez.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MARS 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **11 MARS 2022**

Notifiée le : **11 MARS 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Chœur Universitaire de Montpellier
Méditerranée ' pour le 13 février 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 13 février 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 28 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 28 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
DU VENT DANS LA VOIX ' pour le 8 février
2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

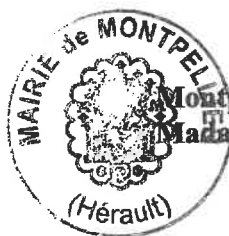
- Que l'association « DU VENT DANS LA VOIX » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 8 février 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 21 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 22 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à l'avenant portant modification
des modalités de cession d'un contrat d'emprunt
consenti auprès de DEPFA ACS DAC**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts. Les contrats pourront intégrer les caractéristiques suivantes : la faculté de changer les taux, de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, de recourir à des tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et (ou) de consolidation, d'allonger la durée du prêt, de procéder à un différé d'amortissement limité à 5 ans maximum, de modifier la périodicité et le profil du remboursement, de réaliser les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et à l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur ASLANIAN Adjoint délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social ;
- **VU** le projet d'avenant au contrat, en date du 18 février 2022, rédigé par DEPFA ACS DAC ;

CONSIDERANT :

- que pour régulariser la cession effective, il convient de conclure un avenant au contrat d'emprunt.

DECIDE

ARTICLE 1 :

- En date du 20 décembre 2006, la Ville de Montpellier a consenti un emprunt à hauteur de 15 000 000 euros auprès de DEPFA ACS DAC ;
- En date du 19 novembre 2021, la banque BAWAG P.S.K a acquis 100% des actions de la banque DEPFA BANK plc et de sa filiale DEPFA ACS DAC ;
- En date du 26 novembre 2021 un contrat de cession a été conclu entre DEPFA ACS DAC et BAWAG P.S.K, emportant la totalité de ses droits et obligations ;

La cession effective de Depfa à Bawag est intervenue au 30 novembre 2021. Pour autant au regard des contraintes de l'article 12.2 dans sa version initiale, l'emprunteur a été contraint de régler l'échéance du 27 décembre 2021 à Depfa.

ARTICLE 2 : Le contrat d'emprunt initial prévoit, notamment dans son article 12.2, que le prêteur aura la faculté de céder ou de transférer tout ou partie de ses droits pour un montant minimum de cinq millions d'euros (5 000 000 €).

A la date de cession du 30 novembre 2021, le capital restant dû de cet emprunt est inférieur à cinq millions d'euros (5 000 000 €) et ne permet pas la cession au regard des termes du contrat.

ARTICLE 3 : Le présent avenant supprime le seuil prévu à l'article 12.2 de cinq millions d'euros pour la cession ou le transfert de tout ou partie de ses droits permettant ainsi de régulariser la cession du contrat de DEPFA ACS BANK DAC à BAWAG P.S.K.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à cette cession.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 MARS 2022

Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 15 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

15 MARS 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Moyens Généraux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'avenant n°1 du marché
V0D0041AI - LOT 8 : Centre Municipal Garosud
- Modification des ' prestations mensuelles (A) '

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE Première Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, réussite scolaire et administration générale » ;
- VU la décision n°2021-497 attribuant le marché n°V0D0041AI « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie des sites dépendant de la mairie de Montpellier » et son lot 8 « Centre Municipal Garosud » à l'entreprise HYGIE SPHERE 809 rue Favre de Saint Castor 34187 Montpellier cedex 4 sur la base d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une durée d'exécution de 1 an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans à compter de la notification du marché ;

CONSIDÉRANT :

- qu'à la suite de l'intégration du Pôle Littoral au sein du Centre Municipal Garosud, et l'arrivée de 56 nouvelles personnes de ce pôle réparties sur 365m², cette nouvelle organisation rend nécessaire l'intervention d'une personne supplémentaire de la société de nettoyage 2 heures par jour entraînant une augmentation du forfait de nettoyage dans les prestations régulières mensuelles (A) d'un montant de 866 € HT conformément au devis en date du 14 janvier 2022 ;
- qu'il convient donc d'établir un avenant n°1 au lot 8 du marché V0D0041AI autorisant l'augmentation du forfait mensuel de nettoyage dans les prestations régulières mensuelles (A) d'un montant de 866 € HT, avec

la société HYGIE SPHERE, 809 rue Favre de Saint Castor 34187 Montpellier cedex 4. Les fréquences par catégories de famille restent identiques au CCTP et cette prestation supplémentaire ne modifie pas l'économie du marché.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au lot 8 du marché V0D0041AI : augmentation du forfait de rémunération pour des prestations régulières mensuelles (A) d'un montant de 866 € HT avec la société HYGIE SPHERE portant le nouveau forfait de rémunération pour des prestations régulières mensuelles (A) de 6 698,13 € HT à 7 564,13 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Ville,

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la décision.

Montpellier, le 17 MARS 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 17 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative à une rétrocession de concession trentenaire - Acte 47504 - Cimetière Saint-Lazare

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK dans le domaine de la relation aux usagers ;

Considérant :

- La demande formulée par Madame Maria MARTINEZ, domiciliée 16 rue Bonnard, 34000 Montpellier, concessionnaire de la concession référencée Acte 47504, située au cimetière Saint Lazare à la section R, au numéro 16 du 5^{ème} rang, acquise le 15 février 2021, d'une durée de 30 ans, au prix de 1 080 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- Qu'elle avait acquis une autre concession dans le même cimetière ;
- Qu'à sa demande, il sera mis fin à ce contrat de concession le 15/03/2022 ;
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête ;

DECIDE

ARTICLE 1 : la Ville reprendra cette concession trentenaire au montant de 1 041.00 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 15/02/2021 pour une durée de 30 ans et pour un montant de 1 080 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat. La somme de 1 080,00 € correspond à 30 ans d'usage, soit 360 mois. Il restera 347 mois à courir, soit $1080/360 \text{ mois} \times 347 = 1\,041.00 \text{ €}$ à rembourser.

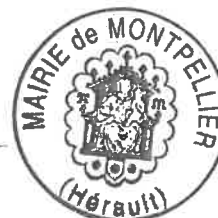
ARTICLE 2 : de dire que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 65888 Fonction 930.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Radia TIKOUK



Publiée le : 18 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

18 MARS 2022



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à Emprunt de 10 millions
d'euros auprès d'ARKEA Banque Entreprises et
Institutionnels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts. Les contrats pourront intégrer les caractéristiques suivantes : la faculté de changer les taux, de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, de recourir à des tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et (ou) de consolidation, d'allonger la durée du prêt, de procéder à un différé d'amortissement limité à 5 ans maximum, de modifier la périodicité et le profil du remboursement, de réaliser les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et à l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN 10^{ème} Adjoint délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social ;
- VU la proposition financière établie par ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels en réponse à la consultation de la Ville de Montpellier concernant le financement de ses dépenses d'investissement ;

CONSIDERANT :

- que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier, il convient de conclure un contrat d'emprunt,
- qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels répond correctement à la demande.

DECIDE

ARTICLE 1 :

De contracter auprès d'ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, dont le siège est situé Allée Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon, et l'adresse postale est située Immeuble Altaïr – 3 avenue d'Alphasis – CS 96856 – 35760 SAINT GREGOIRE, un emprunt d'un montant total de 10 000 000 € (Dix millions d'Euros) dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti pour une durée 20 ans à compter de la date de versement des fonds fixée au 30/04/2022.

ARTICLE 3 :

Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

Taux fixe :	1.08%
Durée	20 ans
Périodicité des échéances :	Trimestrielle
Profil d'amortissement :	Linéaire
Base de calcul :	30 / 360
Typologie Gissler :	1A
Remboursement anticipé :	Possible à chaque date d'échéance, moyennant un préavis d'un mois et le paiement d'une indemnité actuarielle
Commission d'engagement :	0.10 % du montant soit 10 000 euros.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 MARS 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 15 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture : 15 MARS 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "requête n°2200730-3
TA - Ressources humaines".

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

-la requête n°2200730-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Viviane GREL contre la décision du 28 décembre 2021 par laquelle la commune a refusé de reconnaître imputable au service les soins prescrits à Madame GREL pour la période comprise en le 1er juillet 2020 et le 1er juillet 2021.

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2200730-3 le 15 février 2022 par Madame Viviane GREL ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MARS 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **11 MARS 2022**

Notifiée le : **11 MARS 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Politique Alimentaire
Service Intendance et Maintenance**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché d'entretien préventif
et curatif du matériel de restauration collective et
de buanderie n°V1D0035PA**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Marie Massart en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie Massart dans les domaines de la « politique alimentaire et de l'agriculture urbaine » ;

Considérant :

- Que plusieurs services de la ville utilisent dans leurs établissements du matériel professionnel de restauration collective et de buanderie tels que fours, sauteuses, armoires frigorifiques, lave-vaisselle, lave-linge, sèche-linge, etc. ;
- Que ces matériels doivent être entretenus de manière préventive et curative afin d'assurer la continuité du service public à la Cuisine Centrale, dans les restaurants scolaires, les écoles, les crèches et halte-garderie et le parc zoologique de Lunaret ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique et composé de 5 lots pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 40%
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 03/03/2022 a :

- classé les offres et choisi les entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses de la façon suivante :

Lots	Désignation	Candidat retenu	Adresse
1	Matériel professionnel de la Direction de la Politique Alimentaire à la Cuisine Centrale	SALAGER -SERRA	8, ZA les Baronnes 34730 Prades-le-Lez
2	Matériel professionnel de la Direction de la Politique Alimentaire dans les restaurants scolaires	SALAGER -SERRA	8, ZA les Baronnes 34730 Prades-le-Lez
3	Matériel professionnel de la Direction de l'Enfance dans les crèches et halte-garderies	SALAGER -SERRA	8, ZA les Baronnes 34730 Prades-le-Lez
4	Petit matériel de la Direction Enfance dans les crèches et halte-garderies, Direction Education dans les écoles maternelles et élémentaires, Direction du parc zoologique de Lunaret	SALAGER -SERRA	8, ZA les Baronnes 34730 Prades-le-Lez
5	Matériel professionnel de la Direction de l'Education dans les écoles maternelles et élémentaires	ECO SUD SYSTEMES	ZA la Louvade - 114 rue Merlot – 34130 Mauguio

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer les marchés aux entreprises suivantes pour les montants maximums suivants :

Lots	Désignation	Candidat retenu	Adresse
1	Matériel professionnel de la Direction de la Politique Alimentaire à la Cuisine Centrale Montant maxi HT/an: 100 000 € Montant maxi HT sur 4 ans : 400 000 €	SALAGER -SERRA	8, ZA les Baronnes 34730 Prades-le-Lez
2	Matériel professionnel de la Direction de la Politique Alimentaire dans les restaurants scolaires Montant maxi HT/an: 200 000 € Montant maxi HT sur 4 ans : 800 000 €	SALAGER -SERRA	8 ZA les Baronnes 34730 Prades-le-Lez
3	Matériel professionnel de la Direction de l'Enfance dans les crèches et halte-garderies Montant maxi HT/an: 72 000 € Montant maxi HT sur 4 ans : 288 000 €	SALAGER -SERRA	8 ZA les Baronnes 34730 Prades-le-Lez

4	<p>Petit matériel de la Direction Enfance dans les crèches et halte-garderies, Direction de l'Education dans les écoles maternelles et élémentaires, Direction du parc zoologique de Lunaret</p> <p>Montant maxi HT/an: 48 000 €</p> <p>Montant maxi HT sur 4 ans : 192 000 €</p>	<p>SALAGER -SERRA</p>	<p>8 ZA les Baronnes</p> <p>34730 Prades-le-Lez</p>
5	<p>Matériel professionnel de la Direction de l'Education dans les écoles maternelles et élémentaires</p> <p>Montant maxi HT/an: 20 000 €</p> <p>Montant maxi HT sur 4 ans : 80 000 €</p>	<p>ECO SUD SYSTEMES</p>	<p>ZA la Louvade - 114 rue Merlot - 34130 Mauguio</p>

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois, soit une durée maximale de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 04 AVR. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Marie MASSART

Publiée le : 04 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
CONSPECTUS.' pour le 5 mars 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « CONSPECTUS » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 5 mars 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15,20 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 21 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Agnès Robin".

Agnès ROBIN

Publiée le : 22 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Centre International de Musique Médiévale '
pour les 9 février, 2, 21, 22, et 24 mars, 6, 7, et 8
avril 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « Centre International de Musique Médiévale » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 9 février, 2, 21, 22, et 24 mars, 6, 7, et 8 avril 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 351€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 MARS 2022

Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 22 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
NUANCES ' pour le 13 mars 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « NUANCES » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 13 mars 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,40 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 22 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Chœur Universitaire de Montpellier
Méditerranée ' pour le 10 avril 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 10 avril 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21 MARS 2022

Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 22 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2200964-5
TA - groupement d'associations AutreCOM "

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- la requête n°2200964-5 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 février 2022 par le groupement d'associations désigné « AutreCOM » comprenant l'association Saint Jean Environnement, l'association SOS-Lez Environnement, l'association Paysages de France, l'association Action Climat Montpellier, Alternatiba et l'association Vélocité Grand Montpellier contre l'arrêté ministériel du 02 septembre 2021 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagements du contournement Ouest de Montpellier, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Juvignac, Montpellier et Saint-Jean-De-Védas et classement ou déclassement des voies concernées par l'aménagement ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2200964-5 par le groupement d'associations désigné « AutreCOM » comprenant l'association Saint Jean Environnement, l'association SOS-Lez Environnement, l'association Paysages de France, l'association Action Climat Montpellier, Alternatiba et l'association Vélocité Grand Montpellier ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet CGCB et Associés ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **10 MARS 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **11 MARS 2022**

Notifiée le :

11 MARS 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n° V1B0028ED -
Etude prévisionnelle sur la démographie scolaires
- Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ière} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville éducative, de la réussite scolaire et de l'administration générale ;

Considérant :

- que la Ville de Montpellier souhaite pérenniser une étude sur la démographie scolaire dégagant des orientations en matière de prévision d'effectifs et de rationalisation des équipements scolaires. Cette étude prospective permet notamment d'évaluer les besoins en équipements scolaires par rapport à l'évolution prévisible de la population et de l'urbanisation à venir, d'adapter les capacités des écoles par rapport aux besoins prévisionnels et les périmètres scolaires pour équilibrer les effectifs des écoles.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L.2123-1 et R.2123-1 1° du code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 12 mois reconductible sur 3 ans pour un montant total maximum de 84 000 € H.T.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - La valeur technique (60%) : les dispositions générales prises pour assurer le bon déroulement de la prestation ; la méthodologie spécifique élaborée pour l'exécution et le déroulement de l'étude ; La composition de l'équipe affectée à l'étude.
 - Le prix des prestations (40%)

qu'après analyse, l'entreprise SAS IAD Territoire Digital, 11B rue Christian Huygens, 25000 Besançon, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché N° V1B0028ED Etude prévisionnelle sur la démographie scolaire à l'entreprise SAS IAD Territoire Digital pour un montant minimum de 1 000 € H.T. et maximum de 21 000 € H.T. par an.

Le marché prend effet à compter du 1^{er} avril 2022. Sa durée est de 12 mois avec une reconduction de 3 ans. Le montant total maximum est de 84 000 € H.T. sur la période d'exécution.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, sur l'exercice 2022.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le
Madame la Première Adjointe

- 7 AVR. 2022

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : - 8 AVR. 2022

Notifiée le :

- 8 AVR. 2022

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au contrat de location ACM /
Ville de Montpellier
122 square de Cos à Montpellier
Autorisation de signer le contrat de location**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT

- Que le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance est un dispositif qui scelle le partenariat local entre différents acteurs de la sécurité et de la prévention de la délinquance sur la Ville de Montpellier ;
- Que dans le cadre de ses missions, une implantation sur le territoire montpelliérain est hautement nécessaire au CLSPD afin de lui permettre d'avoir une vue précise des problématiques rencontrées par les administrés et d'y remédier au plus vite ;
- Que la Ville a sollicité l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole – ACM Habitat pour une mise à disposition de locaux ;
- Que l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole – ACM Habitat a répondu favorablement en mettant à disposition des locaux situés :
 - 122 square de Cos à Montpellier (référence de l'UG 22771), d'une superficie de 57, 35 m² moyennant un loyer annuel HT de 3 950, 27 euros + TVA, charges en sus.

DECIDE

ARTICLE 1 : de conclure avec l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole – ACM Habitat un contrat de location pour la mise à disposition de locaux situés 122 square de Cos à Montpellier ;

ARTICLE 2 : De dire que ce contrat de location est consenti pour une durée d'un an à compter du 1^{er} avril 2022, avec possibilité de reconduction tacite par périodes successives d'un an, moyennant un loyer annuel HT de 3 950, 27 euros + TVA, charges en sus ;

ARTICLE 3 : Madame l'adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la sobriété énergétique est autorisée à signer le contrat de location visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 28 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une demande d'autorisation
d'urbanisme pour la mise en place de deux
containers pour la création d'un local de stockage
de matériel et de réception des équipes - Gymnase
Spinosi**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, délégué à la Ville sportive.

CONSIDERANT :

- qu'il est envisagé la mise en place de deux containers dont la surface totale sera inférieure à 20 m² afin de créer un local de stockage sur la partie arrière du gymnase Spinosi et un local permettant d'accueillir les équipes adverses ;
- que cet aménagement répondra à la demande de l'association Handball Féminin Montpellier (HB3F) qui a exprimé un besoin de rangement pour leurs matériels pédagogiques et de réception des équipes ;
- que le coût de ces travaux est estimé à 5 000 € HT et qu'ils seront réalisés avant la prochaine rentrée sportive ;
- qu'il est nécessaire de déposer une demande d'autorisation d'urbanisme auprès des services compétents.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2022, section investissement, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.



Montpellier, le 28 MARS 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire


Herve MARTIN

Publiée le : 28 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une demande d'autorisation
d'urbanisme pour la mise en place d'un container
pour la création d'un local de stockage de
matériel - Stade Astruc**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, délégué à la Ville sportive.

CONSIDERANT :

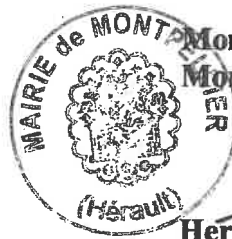
- qu'il est envisagé la mise en place d'un container de 19 m² afin de créer un local de stockage à côté du club house ;
- que cet aménagement répondra à la demande de l'association Arceaux qui a exprimé un besoin de rangement pour leurs matériels pédagogiques ;
- que le coût de ces travaux est estimé à 6 500 € HT et qu'ils seront réalisés avant la prochaine rentrée sportive ;
- qu'il est nécessaire de déposer une demande d'autorisation d'urbanisme auprès des services compétents.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2021, section investissement, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.



Montpellier, le 28 MARS 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire


Hervé MARTIN

Publiée le : 28 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V2B0014DU
"Création, entretien et maintenance de
patrimoine électrique extérieur" - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER en qualité d'Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER en qualité d'Adjoint au maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de réaliser des travaux de création, d'entretien et de maintenance du patrimoine électrique extérieur ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre sans minimum avec un maximum de 89 000 € HT pour une durée de 2 ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique 40%
 - ° Prix des prestations au regard du Détail Estimatif Quantitatif 60%
- qu'après analyse, l'entreprise CITEOS SAS TRAVESSET, 242 avenue du progrès, 34820 TEYRAN, présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Création, entretien et maintenance de patrimoine électrique extérieur » à l'entreprise CITEOS-SAS TRAVESSET, pour un montant maximum de 89 000 € HT pour une durée de 2 ans. Le marché prend effet à compter de la date de notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier,

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 14 AVR. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Roger-Yannick CHARTIER

Publiée le : 19 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution d'un accord cadre
passé selon une procédure adaptée pour l'achat
de matériel de nettoyage
V2B0015EM
Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques et ressources humaines et dialogue social ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel de nettoyage conformément aux besoins exprimés par les Services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V2B0015EM) a été lancée en date du 28 janvier 2022, sous forme d'un Accord Cadre, pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 87 000 € HT, pour une période d'exécution à partir de sa notification jusqu'au 07 juin 2022.

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour **60%** et le prix des prestations pour **40%** ;
- Qu'après analyse, la Société IGUAL, 175 rue Gustave Courbet – ZAE du Larzat, 34750 VILLENEUVE LES MAGUELONE, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

DECIDE

ARTICLE 1 - D'attribuer le marché « Achat de matériel de nettoyage » n°V2B0015EM à la société IGUAL pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 87 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution à partir de sa notification jusqu'au 07 juin 2022 ;

ARTICLE 2 - De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;

ARTICLE 3 - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 04 AVR 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 04 AVR 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la convention de mise à
disposition de la parcelle CD 818
Ville - FDI PROMOTION
Autorisation de signer la convention de mise à
disposition

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée CD 818 située 40 rue Proudhon ;
- Que dans le cadre du projet de renouvellement urbain du centre-ville agrandi, la Société FDI PROMOTION a acquis auprès de la Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole, les parcelles CD 816 et CD 817, riveraines de la parcelle municipale CD 818, pour réaliser un programme d'habitation ;
- Que la Société FDI PROMOTION a besoin pour la bonne réalisation de son projet d'une zone permettant à la fois le stationnement du personnel du chantier ainsi que la mise en place des installations de chantier (salle de réunion, vestiaires, etc..) ;
- Que la Société FDI PROMOTION sollicite la Ville pour occuper l'emprise de la parcelle CD 818, restant propriété de la Ville, afin de faciliter l'exécution du programme de construction jusqu'à la fin du mois de février 2023, moyennant un loyer annuel de 15 061 euros ;

- Que la parcelle CD 818 appartenant à la Ville est non utilisée à ce jour car elle est destinée à devenir un cheminement piétonnier à la fin du programme de construction ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De conclure avec la Société FDI PROMOTION, une convention de mise à disposition pour l'emprise de la parcelle CD 818, restant la propriété de la Ville, située 40 rue Proudhon à Montpellier.

ARTICLE 2 : De dire que cette convention de mise à disposition est consentie à compter de la date de signature de la convention jointe en annexe jusqu'au 28 février 2023, moyennant un loyer annuel de 15 061 euros.

ARTICLE 3 : Madame l'Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la sobriété énergétique est autorisée à signer la convention de mise à disposition visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès SAURAT



Publiée le : 18 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

18 MARS 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition à titre gratuit
Ville - Régie des Eaux Montpellier Méditerranée
Métropole
Parcelles HZ 82 ET HZ 83
Autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire des parcelles HZ 82 et HZ 83 situées respectivement 439 et 459 rue Fontcouverte à Montpellier, relevant de son domaine privé et constituant une réserve foncière municipale ;
- Que la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole doit réaliser des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable de la rue Fontcouverte ;
- Que la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Ville pour la mise à disposition des parcelles cadastrées HZ 82 et HZ 83 afin d'y stationner les engins du chantier à compter du 14 mars 2022 jusqu'au 31 juillet 2022 ;
- Que la Ville de Montpellier souhaite répondre favorablement à cette demande à titre gratuit compte tenu de l'utilité publique de ces travaux ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De conclure avec la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole une convention de mise à disposition des parcelles cadastrées HZ 82 et HZ 83, relevant du domaine privé de la Ville, situées respectivement 439 et 459 rue Fontcouverte à Montpellier ;

ARTICLE 2 : De dire que cette convention de mise à disposition est consentie à titre gratuit compte tenu de l'utilité publique de ces travaux, pour la période du 14 mars 2022 au 31 juillet 2022 ;

ARTICLE 3: Madame l'Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la sobriété énergétique est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 28 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative aux travaux de remise en état
des bâtiments communaux de la Ville de
Montpellier - Opérations programmées pour
l'année 2022 - Demande d'autorisations
d'urbanisme - Demandes de subventions
-Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n°V2020-005-alinéa 25 et 26 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT, déléguée au Patrimoine Municipal et à la Sobriété Energétique ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens, la Ville de Montpellier poursuit en 2022 la valorisation de son patrimoine, en procédant à l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux ;
- Qu'il est prévu, pour l'année 2022, d'effectuer des travaux de réfection, d'aménagement et démolition de certains bâtiments dont la Ville est propriétaire ;
- Que pour mener à bien ces opérations, il est nécessaire de déposer auprès des Services compétents, diverses autorisations d'urbanisme et patrimoniales. Ces travaux, précisés ci-dessous, s'effectueront sur les bâtiments suivants :

Site	Travaux prévus	Autorisations d'urbanisme / code patrimoine
Kiosque Bosc Esplanade Charles de Gaulle	Rénovation	Permis de construire + demandes d'autorisation au titre du code du patrimoine si requis
La Panacée 14 rue école de la pharmacie	Travaux de toiture	Déclaration préalable de travaux
Centre Rabelais 27-29 boulevard Sarraill	Reprise de fissures / restauration façade	Permis de construire
Parc de la Guirlande : MPT Sarrazin, buffet d'eau, ... 2 place Agrippa d'Aubigné	Travaux de confortement	Permis de construire ou déclaration préalable de travaux, permis de démolir si nécessaire
Hôtel de Ville 1 place Georges Frêche	Travaux d'aménagement et de modification	Autorisation de travaux
Eglise Notre Dame des tables Place Notre Dame	Reprise structurelle de la tribune d'orgue, restauration du maître autel + travaux divers	Permis de construire

Le montant total estimé des travaux s'élève à 4 370 000 € TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : De lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de ces travaux.

ARTICLE 3 : Dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier.

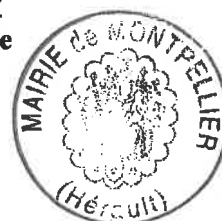
ARTICLE 4 : De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ces projets.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes à ces opérations.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 18 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

18 MARS 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à l'autorisation de passer
commande auprès de l'UGAP pour un Conseil en
stratégie - Étude stratégique de la Mission Grand
Cœur - Marché V2B0028VI**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de rendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint délégué au quartier Centre et au Patrimoine historique.

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de la mise en place d'une organisation rationnelle, lisible et cohérente, la Mission Grand Cœur est rattachée au Pôle Développement Urbain et qu'il convient d'analyser la stratégie à mettre en place pour cette Mission afin de répondre efficacement aux objectifs du projet politique ;
- qu'à cet effet, il apparaît opportun de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services adaptés aux besoins de la Ville de Montpellier.


DECIDE


ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour un conseil en stratégie – étude stratégique de la Mission Grand Cœur pour un montant total de 59 070,49 € HT, numérotation de marché V2B0028VI.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28/03/2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Boris BELLANGER



Publiée le : 29 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requêtes Cour
d'Appel de Montpellier n° RG 18/06227 et n° RG
19/05784 - Consorts DORMEAU TEISSIER"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDERANT :

- L'appel n° RG 18/06227déposé par les consorts DORMEAU/TEISSIER contre le Jugement du Tribunal Judiciaire du 25 septembre 2018 n° RG 18/01781 constatant la vente intervenue entre les consorts DORMEAU/TEISSIER et la Ville de Montpellier de l'immeuble situé 190 et 298 rue Georges AURIC suite au droit de préemption exercé par la Ville et fixant une indemnité mensuelle d'occupation due à compter du 15 janvier 1998 à la somme de 5 238.80€;

- L'appel n° RG 19/05784 déposé par les consorts DORMEAU/TEISSIER contre le jugement du Tribunal Judiciaire du 11 juillet 2019 n° RG 18/00647 déboutant Les consorts DORMEAU/TEISSIER de leurs prétentions visant la nullité de l'acte de vente concernant l'immeuble situé 190 et 298, rue Georges Auric 34000, moyennant le prix principal de 500 000 € au profit de la Ville de Montpellier dans le cadre d'une préemption ;

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Cour d'Appel de Montpellier suite aux appels déposés par les consorts DORMEAU TEISSIER contre les jugements du Tribunal judiciaire n°RG18/01781 du 25 septembre 2018 et RG n°18/00647 du 11 juillet 2019.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 MARS 2022
Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 17 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un accord cadre
n°V1B0076EM - Achat d'équipements de
protection deux roues - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'équipements de protection deux roues conformément aux besoins exprimés par les Services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V1B0076EM) a été lancée en date du 31 janvier 2022, sous forme d'un Accord Cadre, pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 40 000 € HT, pour une période d'exécution de 4 ans à partir de sa notification sans toutefois dépasser la date butoir du 31 décembre 2025 ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 50%, le prix des prestations pour 40% et le délai réduit de livraison pour 10% ;

- Qu'après analyse, la Société YAM 34, 250 rue de la Jasse, 34130 MAUGUIO, a présenté une offre économiquement intéressante au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Achat d'équipements de protection deux roues » n°V1B0076EM à la société YAM 34 pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 40 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de 4 ans à partir de sa notification sans toutefois dépasser la date butoir du 31 décembre 2025 ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

MAIRIE de MONTPELLIER
Montpellier, le 04 AVR. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire
Michel ASLANIAN

Publiée le : 04 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au renouvellement de l'adhésion
au Centre de Formation des Maires et Elus
Locaux CFMEL - Exercice 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité de d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux « Finances » ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion dont elle est membre ;

CONSIDERANT :

- Que dès 1986, conscients des défis engendrés par la décentralisation et des besoins des élus locaux face aux transferts de compétences, une majorité de communes et le Département de l'Hérault créent un établissement public sous la forme d'un syndicat mixte : le Centre de Formation des Maires et Elus Locaux (CFMEL) ;
- Que les missions dévolues au CFMEL sont les suivantes :
 - organiser des journées d'information et de formation des élus (une cinquantaine par an) sur des thèmes intéressant les collectivités locales : urbanisme, finances, marchés publics, fonctionnement du conseil municipal, etc. ;
 - proposer des réunions de formation à la carte pour les communes de plus de 10 000 habitants ;
 - apporter une assistance en matière administrative, juridique et analyse financière pour le compte des communes ;
 - assurer une veille juridique constante à travers les questions des parlementaires via la mise à jour régulière de fiches pratiques ;

- Qu'à ce jour, le Centre de Formation des Maires et Elus Locaux regroupe le conseil départemental et :
 - 339 communes du département ;
 - 10 établissements publics locaux ;
- Que le CFMEL propose des missions intéressantes pour la Ville de Montpellier et que celle-ci adhère à des organismes par le versement de cotisations ;
- Qu'il est proposé de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier au CFMEL pour l'année 2022 par le versement d'une cotisation d'un montant de 27 806,33 € ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accepter le versement de la cotisation au Centre de formation des Maires et Elus Locaux au titre de l'année 2022 pour un montant total de 27 806,33 € TTC.

ARTICLE 2 : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2022 en nature 6281, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 04 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la convention d'occupation
temporaire du Festival International des Sports
Extrêmes (FISE) du 25 au 29 mai 2022 entre la
Ville de Montpellier, r Montpellier Méditerranée
Métropole et la Société Hurricane**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;

CONSIDERANT :

- que la Ville est sollicitée par la Société HURRICANE, titulaire exclusif de tous les droits d'exploitation du FISE, pour organiser le 25ème Fise World du 25 au 29 mai 2022 ;
- qu'il est nécessaire de mettre à disposition de la Société Hurricane les emprises sur le domaine public, dont le Lez, les rives du Lez, la place Georges Frêche, la salle Jacques 1er d'Aragon, dans le cadre d'une convention fixant le montant d'une redevance d'occupation du domaine public selon la tarification en vigueur ;
- que la société Hurricane s'acquittera d'une redevance pour l'occupation du domaine public pour les espaces commerciaux et la mise à disposition de matériels selon la tarification en vigueur ;
- que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent, en complément des installations mises en place par la Société Hurricane, à intervenir chacune dans leur domaine de compétence.

DECIDE

ARTICLE 1 : de passer une convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Hurricane, fixant les modalités d'occupation temporaire du domaine public ;

ARTICLE 2 : d'autoriser l'occupation du domaine public, l'établissement d'une redevance pour les espaces commerciaux proposés sur le site, et la mise à disposition de matériels selon les tarifications en vigueur ;

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 MARS 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire


Hervé MARTIN



Publiée le : 17 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au bail commercial de Madame
MACCAGNAN - Ville de Montpellier
Local situé 3 place Renaudel
Autorisation de signer le bail

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire du cinéma Nestor Burma, situé 2 rue Marcel Albert dans le quartier Celleneuve;
- Que cet outil culturel de proximité, plébiscité par les habitants du quartier, est géré par une équipe municipale dont les locaux devenus trop exigus sont installés en face, 4 rue Marcel Albert ;
- Qu'un local situé 3 place Renaudel, en face du cinéma, est libre de toute occupation et qu'il correspond en tout point aux critères de recherche de l'équipe de locaux plus spacieux,
- Que la Ville de Montpellier souhaite saisir cette opportunité en devenant locataire de ces locaux qui permettraient de proposer une offre culturelle plus importante et une présence de la collectivité dans ce quartier ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : Signer un bail avec Madame MACCAGNAN Marie-France, domiciliée Domaine de bel Abord 91380 Chilly Mazarin, propriétaire du local situé 3 place Renaudel à Montpellier ;

ARTICLE 2 : La location concerne un local d'une superficie de 90, 70 m² situé au rdc de l'immeuble sis 3 place Renaudel 34080 Montpellier, cadastré LM 171 ;

ARTICLE 3 : Le contrat de location est accepté et consenti pour une durée de 9 années à compter du 1^{er} avril 2022 jusqu'au 31 mars 2031.

ARTICLE 4 : Le montant mensuel du loyer est de 1 200 (Mille Deux Cent) euros et 200 (deux cent) euros correspondant à une provision des charges, impôts et taxes. Son paiement interviendra chaque mois à terme à échoir. Les montants du dépôt de garantie s'élèvent à 2 000 euros (Deux Mille) euros, les frais de rédaction du bail à 1200 (Mille Deux Cent) euros TTC et les honoraires à 5 500 (Cinq Mille Cinq Cent) euros et seront pris en charge par la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 5 : La dépense afférente à la location de ce local est inscrite au budget de la Ville et sera imputée au CRB V14200, section fonctionnement.

ARTICLE 6 : Madame l'Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la sobriété énergétique est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 18 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

18 MARS 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à la convention de mise à
disposition de la parcelle SD 191 à titre gratuit
Ville / EIFFAGE Route Méditerranée
Autorisation de signer la convention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle SD 191 située rue du Mas rouge à Montpellier, relevant de son domaine privé et constituant une réserve foncière municipale ;
- Que la Société Eiffage Route Méditerranée doit réaliser des travaux d'aménagement extérieur du futur collège « Port Marianne » situé à proximité de la parcelle communale ;
- Que la Société Eiffage Route Méditerranée a sollicité la Ville pour la mise à disposition de la parcelle cadastrée SD 191 afin d'y installer sa base de vie de chantier (bungalow, sanitaires, zone de stockage) à compter de la date de signature de la convention jointe en annexe jusqu'au 31 août 2022 ;
- Que la Ville de Montpellier souhaite répondre favorablement à cette demande à titre gratuit compte tenu de l'utilité publique de ces travaux ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : de conclure avec la Société EIFFAGE Route Méditerranée une convention de mise à disposition de la parcelle cadastrée SD 191, relevant du domaine privé de la Ville, située rue du Mas rouge à Montpellier ;

ARTICLE 2 : De dire que cette convention de mise à disposition est consentie à titre gratuit compte tenu de l'utilité publique de ces travaux, à compter de la date de signature de la convention jointe en annexe jusqu'au 31 août 2022 ;

ARTICLE 3 : Madame l'Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la sobriété énergétique est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 28 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2201124-1
TA - Bernard VATON"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

CONSIDERANT

- Que la requête n°2201124-1 déposée par Monsieur Bernard VATON devant le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'annulation de la décision en date du 3 septembre 2021 par lequel le Maire de la commune de Montpellier ne s'est pas opposé à la déclaration préalable déposée par la SCI History and the Beach portant sur le réaménagement de quatre appartements et un bureau au 1 rue de la Victoire de la Marne, ensemble la décision implicite de rejet du recours gracieux en date du 3 janvier 2022 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2201124-1 par Monsieur Bernard VATON;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet CGCB et Associés ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 MARS 2022
Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 17 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requêtes n°2201188-3
et n°2201189-3 - Ressources Humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDERANT

- Que la requête n°2201188-3 en référé déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Lila HOCINE tendant à la suspension de la décision du 4 février 2022 notifié le 25 février 2022 portant placement en disponibilité d'office du 30 avril 2021 jusqu'à la date de reprise sur un poste à temps complet sur un autre poste ;
- Que la requête n°2201189-3 déposée devant le Tribunal Administratif par Madame Lila HOCINE contre la décision du 4 février 2022 notifié le 25 février 2022 portant placement en disponibilité d'office du 30 avril 2021 jusqu'à la date de reprise sur un poste à temps complet sur un autre poste ;

-Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°2201188-3 et n°2201189-3 Madame Lila HOCINE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 MARS 2022
Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 17 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de cotisations
à des organismes nationaux pour l'année 2022-
Thématique " Ecologie Urbaine"- Direction
Paysage et Biodiversité**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier, notamment celle D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la Nature en Ville et à la Biodiversité ;

Considérant :

- que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le biais du versement de cotisations, depuis de nombreuses années ;
- que dans la thématique « Ecologie Urbaine », la Ville de Montpellier souhaite confirmer l'adhésion aux organismes associatifs suivants au titre de l'année 2022 :

Organisme	Montant
ICLEI- Conseil International pour les Initiatives Environnementales Locales	2 250 €
Agropolis International	20 000 €
Plante et Cité	3 090 €
ANEV- Association Nationale des Elus du Vin	800 €
CNVVF- Conseil National des Villes et Villages fleuris	1 500 €
TOTAL	27 640 €

DECIDE

Article 1 : D'accepter le renouvellement des adhésions et le versement des cotisations aux organismes ci-dessus, pour un montant total de 27 640 € ;

Article 2 : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget primitif 2022 de la Ville, section fonctionnement, chapitre 935 ;

Article 3 : D'autoriser toute personnes ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 28.03.2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Stéphane JOUAULT

Publiée le : 28 MARS 2022
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V9B0081AI -
Réfection de la toiture de l'église Sainte Eulalie
Mission de maîtrise d'œuvre - Avenant n° 2 -
Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du patrimoine municipal et de la sobriété énergétique ;
- VU la décision n°VD2019-593 du 13 décembre 2019 relative à l'attribution du marché « Réfection de la toiture de l'église Sainte Eulalie-Mission de maîtrise d'œuvre » n°V9B0081AI au groupement conjoint Marilyn GOBIN/SARL CALDER/Marc CUSY porté par le mandataire Marilyn GOBIN architecte pour un forfait de rémunération provisoire s'élevant à 51 000 € HT sur la base du taux de rémunération (t) fixé à 12,00 % pour un coût prévisionnel des travaux porté à 425 000 € HT ;
- VU la décision n° VD2022-060 en date du 10 février 2022 concernant l'avenant n°1 de transfert ayant pour objet la cession du contrat à l'Atelier Marilyn Gobin Architecte du Patrimoine (AMGAP).

Considérant :

- Que le marché V9B0081AI « Réfection de la toiture de l'église Sainte Eulalie-Mission de maîtrise d'œuvre » a été lancé pour une durée d'exécution de 60 mois (48 mois+12 mois de GPA) ;
- Le présent avenant n°2 a pour objet : d'approuver l'avant-projet définitif (APD) en date du 4 mars 2021, de fixer le coût prévisionnel définitif des travaux, de fixer le forfait de rémunération définitif du maître d'œuvre.
- Que la part de l'enveloppe prévisionnelle du maître d'ouvrage affectée aux travaux a été fixée à 425 000 Euros H.T.
- Qu'à l'issue de l'APD, le coût prévisionnel C des travaux a fait l'objet d'une nouvelle estimation par le maître d'œuvre d'un montant de 740 000 € HT en raison :

-d'une part, après mise aux points techniques et contraintes patrimoniales édictées par la DRAC, l'exécution du marché de travaux, en phase chantier a rencontré des difficultés matérielles de nature imprévisible qui nécessitent des sujétions techniques complémentaires. Ces adaptations techniques à l'existant ne pouvaient pas être connues et être réalisées au préalable.

-d'autre part, la pénurie et la forte hausse des prix des matériaux (bois et métal) frappent de plein fouet le secteur du bâtiment, en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, augmentant ainsi le coût d'achat des matières premières du marché de travaux. Le prix des bois de charpente, des structures métalliques de l'oculus ainsi que les panneaux en bois des protections en ont directement subi les conséquences.

- Que certaines mises au point ont été faites au stade des études de projets ce qui a entraîné la hausse de l'enveloppe budgétaire : l'adjonction de la réfection des charpentes des coursives (volonté de la DRAC), ou encore l'augmentation du prix du bâchage pendant les travaux, conséquence de la modification du mode d'avancement sur la couverture (découverte travée par travée).

-Qu'il est demandé au maître d'œuvre d'orchestrer ces travaux supplémentaires, ce qui entraîne une augmentation de ses honoraires, objet du présent avenant n°2 ;

- Que ces éléments précités entraînent une augmentation du contrat de maîtrise d'œuvre de 37 800 € HT portant ainsi le montant du marché à 88 800 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché V9B0081AI « Réfection de la toiture de l'église Sainte Eulalie-Mission de maîtrise d'œuvre » du groupement conjoint Atelier Marilyn Gobin Architecte du Patrimoine (AMGAP)/SARL CALDER/Marc CUSY porté par le mandataire Atelier Marilyn Gobin Architecte du Patrimoine (AMGAP) d'un montant de 37 800 € HT portant le forfait de rémunération définitif à 88 800 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 12 AVR. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 12 AVR. 2022

Notifiée le :

12 AVR. 2022

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en Justice "Requête SCI
Méditerranée - Cour de Cassation"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

CONSIDERANT

- que le pourvoi déposé devant la Cour de Cassation par la SCI Méditerranée contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier du 3 septembre 2021 rejetant ses demandes en opposition à exécution du titre de perception émis le 6 mars 2019 à son encontre et en reversement de l'astreinte mise à sa charge par le titre de perception émis le 6 mars 2019 à son encontre et ce consécutivement à la non-exécution de justice dans le cadre de travaux réalisés sans autorisation 4 rue des écoles centrales à Montpellier et 3 rue Germain à Montpellier;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Cour de Cassation suite au dépôt du Pourvoi n° T 21-86.396 par la SCI Méditerranée.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats Lyon-Caen et Thiriez.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 MARS 2022
Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-GOSTE

Publiée le : 17 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
' JORDELAN ' pour les 25 avril et
2 et 8 mai 2022.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « JORDELAN » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 25 avril, 2 et 8 mai 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 122€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20 AVR. 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 21 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire – Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

21 AVR. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**réhabilitation du Skate-park de Grammont et
installation d'un site de BMX Freestyle
Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage
Ville de Montpellier - Société d'Aménagement de
Montpellier Méditerranée Métropole
Avenant n° 2 au marché de fournitures, lot 1
Modules de Saut
n°2928-F-2-19.01 - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, délégué à la Ville Sportive,
- Vu la décision n° VD/2018/291 du 27 septembre 2018 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation du skate-park de Grammont et l'installation d'un site de BMX Freestyle avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).
- Vu la décision n°VD2019-337 du 5 juillet 2019 d'attribuer le Lot 1 du marché de fourniture, livraison et pose des modules de saut et des équipements de protection associés à l'entreprise SAS HURRICANE, pour un montant total de 654 361 € HT pour le lot 1, dont 491 094 € HT pour la tranche ferme et 163 267 € HT pour les tranches optionnelles,
- Vu la décision n° VD2019-559 du 4 décembre 2019 de valider la commande supplémentaire d'un escalier d'accès à la plateforme du « Tricks Learning » par un avenant n° 1 d'un montant de 11 275 € HT ;

Considérant :

- Que, pour permettre la création du site d'entraînement provisoire de BMX Freestyle, seule la tranche ferme du marché confié à la SAS Hurricane a été affermie,
- Que la Collectivité n'a pour autant pas renoncé à la commande des modules complémentaires couverts par les tranches optionnelles du marché,
- Que ces modules complémentaires seront mis en œuvre dans le cadre de la création du site définitif d'entraînement de BMX Freestyle, dont le planning prévisionnel est désormais sécurisé,
- Qu'il est nécessaire pour permettre la commande des modules complémentaires à la SAS Hurricane de porter la date limite d'affermissement des tranches n°1 à n°9 à 39 mois,
- Qu'il est nécessaire pour permettre la commande du transfert des modules mis en œuvre dans le cadre du site provisoire vers le site définitif dans une temporalité cohérente avec le planning prévisionnel du site définitif de porter la date d'affermissement de la tranche n°10 à 48 mois à compter de la notification du marché,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché de fournitures, livraison et pose des modules de saut et des éléments de protection du site provisoire de pratique et d'entraînement de BMX Freestyle avec l'entreprise SAS Hurricane, portant les dates limite d'affermissement des tranches n° 1 à 9 à 39 mois et de la tranche n° 10 à 48 mois à compter de la date de notification du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 04 AVR. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire


Hervé MARTIN

Publiée le : 04 AVR 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2201115-3
TA - Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

-la requête n°2201115-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Valérie GAYSSOT contre la décision implicite de rejet s'opposant au retrait de son placement en maladie ordinaire et contre la décision de la commune de la placer en congé de maladie ordinaire d'office à compter du 2 décembre 2020 pour une durée de six mois ;

-qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2201115-3 par Madame Valérie GAYSSOT.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 24 MARS 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 24 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à une demande de subvention
auprès du Ministère de l'Éducation Nationale de
la Jeunesse et des Sports pour l'acquisition de
capteurs de CO2 en milieu scolaire**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n° VD2020-005 celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention –alinéa 25 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE-COSTE, déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale ;

CONSIDERANT :

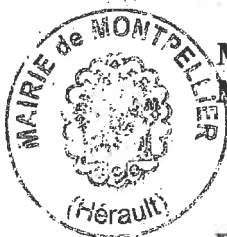
- Qu'en soutien aux dispositifs de lutte contre la transmission du SARS-CoV2, l'Etat a décidé de participer au financement de l'acquisition de capteurs de CO2 en milieu scolaire ;
- Que la ville a fait l'acquisition de 572 de capteurs de CO2 pour un montant de 122 050.50 € HT ;
- Que le Ministère de l'Education Nationale de la Jeunesse et des Sports peut octroyer des subventions aux collectivités locales pour l'acquisition de ce type d'équipement.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser le dépôt d'un dossier de demande de subvention auprès du Ministère de l'Education Nationale de la Jeunesse et des Sports au titre de l'acquisition par la ville de Montpellier de capteurs de CO2 pour les écoles maternelles et élémentaires.

ARTICLE 2 : de dire que la recette sera imputée au budget de la ville.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.



Montpellier, le - 7 AVR. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : - 8 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

8 AVR. 2022
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V1B0073TM -
Travaux et maintenance d'arrosage des sols
sportifs et éducatifs - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, adjoint délégué à la Ville sportive ;

Considérant :

- qu'il a lieu de procéder à des travaux et maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2123.1 et R.2123-1 1° du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire de travaux passé en procédure adaptée sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 44 000 € HT pour une durée d'un an, reconductible 1 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard du DQE remis par les entreprises : 40%

- qu'après analyse, l'offre du candidat DEBART IRRIGATION/Sarl DMD (Cotraitants) sise 942 rue de l'Industrie 34070 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° V1B0073TM « Travaux et maintenance d'arrosage des sols sportifs et éducatifs » à l'entreprise DEBART IRRIGATION/Sarl DMD (Cotraitants), sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 44 000€ HT. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an reconductible 1 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 04 AVR. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

[Signature]
Hervé MARTIN

Publiée le : 04 AVR 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à une convention d'occupation
du domaine public - Mise à disposition du local
place Albert 1er**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER dans le domaine « Commerces de proximité, artisanat et tourisme » ;

CONSIDERANT :

- que la Ville souhaite mettre à disposition un local situé place Albert 1^{er}, un bâtiment, propriété de la Ville, à usage de lieu de tournage d'une série de fiction télévisuelle, d'une superficie de 78 m² environ ;
- que la mise à disposition du local apportera des retombées en matière de communication et profitera à l'économie locale de façons directes et indirectes, à travers la création d'emploi, l'hôtellerie, la restauration et les prestataires de services ;
- que ce projet structurant pour le territoire permettra une valorisation de son image, notamment par la présence de la Ville et de son logo aux génériques ;
- que le feuilleton quotidien sous forme d'épisodes de 23 minutes à l'antenne chaque soir sera une véritable vitrine pour la Ville.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention d'occupation du domaine public entre la Ville et France.tv Studio, représentée par Madame Laurence SCHWOB agissant en qualité de Directrice Générale Déléguée, pour une durée de 4 ans.

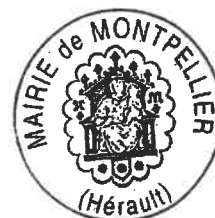
ARTICLE 2 : De ne pas appliquer de tarif de redevance supplémentaire en considérant que le caractère onéreux de l'occupation du domaine public est satisfait par les éléments de valorisation précédemment énoncés.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MAI 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Roger-Yannick CHARTIER



Publiée le : 06 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

06 MAI 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2201203-3 TA - Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n° 2201203-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 mars 2022 par Madame Véronique AZINALA, agente de la Ville de Montpellier contre la note qui lui a été attribuée en 2021 dans le cadre de son évaluation.
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.


DECIDE


ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2201203-3 par Madame Véronique AZINALA.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 24 MARS 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE


Publiée le : 24 MARS 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°2200353-4
 - LAFONTAINE Stéphane"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- Que la requête n°2200353-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Stéphane LAFONTAINE en réparation du préjudice subi suite à un accident sur barrière métallique dont il a été victime ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2200353-4 par Monsieur Stéphane LAFONTAINE ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Philippe AUDOUIN, Avocat ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 04 AVR. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 04 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété VICENTE Rose-
Blanche - Lot n°3 - Parcelles SE n°141-218-83 -
500 rue du Mas Rouge

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par la DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008 approuvant la création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne-République ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 19 février 2015 approuvant la désignation de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de

Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M) comme titulaire de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté Port Marianna-République ;

- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la ZAC Port Marianne-République ;
- VU le constat dressé le 11 mars 2022 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville de Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'estimation des services fiscaux du 01 mars 2022 ;

CONSIDERANT :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 26 janvier 2022, Maître PALUAN a déposé une déclaration d'intention d'aliéner portant sur le lot n°3 à usage d'habitation situé 500 Rue DU MAS ROUGE, propriété de Madame Rose Blanche VICENTE et cadastré SE0141 SE0218 SE0083 au prix de 109 000,00 €,
- qu'il est nécessaire pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien compris dans la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne-République qui prévoit, dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port-Marianne-République d'une superficie de 21 hectares. Ce projet est conforme aux articles L210-1 et L300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain et une politique locale de l'habitat.
- que le prix proposé paraît excessif.


D E C I D E

ARTICLE 1 : d'exercer le droit de préemption sur le lot n°3 à usage d'habitation de la propriété de Madame Rose Blanche VICENTE, située 500 Rue du Mas Rouge, et cadastrée section SE0141 SE0218 SE0083 au prix de 104 000 €.

ARTICLE 2 : dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : que la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de la ZAC Port Marianne-République et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite rétrocédé.

ARTICLE 4 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

 Montpellier, le 04 AVR. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE

Publiée le : 05 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances
Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise en place d'une ligne de
trésorerie 2022 - LA BANQUE POSTALE -
Financement à court terme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de son article 2 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques et ressources humaines et dialogue social ;
- VU les tableaux d'analyse des offres ;
- VU la proposition financière ;

CONSIDERANT :

- Qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place,
- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, La Ville de Montpellier et la Montpellier Méditerranée Métropole ont lancé une consultation commune pour le renouvellement des lignes de trésorerie,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées concernant la Ville de Montpellier et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes, une à hauteur de 20 millions d'euros et la seconde à hauteur de 10 millions d'euros, qui répondent le mieux à la demande exprimée,

DECIDE :

ARTICLE 1 : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec La Banque Postale, dont le siège est situé 115 rue de Sèvres – 75 275 Paris Cedex 06.

ARTICLE 2 : L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 20.000.000 euros (vingt millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES	
Prêteur	LA BANQUE POSTALE
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie utilisable par tirages
Montant maximum	20 000 000 EUR
Durée maximum	1 an à compter de la date de signature du contrat soit 364 jours.
Taux d'Intérêt	Taux fixe de 0,16%
Base de calcul	30 / 360
Modalités de paiement des intérêts	Paieement trimestriel
Commission d'engagement	0.05% du montant soit 10 000 euros payable à la prise d'effet du contrat
Commission de non utilisation dégressive	0.00% si le taux de non utilisation constaté quotidiennement est inférieur ou égal à 50.00% - 0.05% du montant non tiré si le taux de non utilisation constaté quotidiennement est strictement supérieur à 50.00% et inférieur à 65.00% - 0.10% du montant non tiré si le taux de non utilisation constaté quotidiennement est strictement supérieur à 65.00% et inférieur à 100.00%

ARTICLE 5 : Monsieur l'Adjoint au Maire, délégué aux Finances, est autorisé à signer la convention de financement court terme visée à l'article 1 et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 04 AVR. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 04 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances
Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise en place d'une ligne de
trésorerie 2022 - CAISSE D'ÉPARGNE
LANGUEDOC ROUSSILLON - Financement à
court terme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de son article 2 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques et aux ressources humaines et dialogue social ;
- VU les tableaux d'analyse des offres ;
- VU le projet de contrat ;

CONSIDERANT :

- Qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place,
- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont lancé une consultation commune pour le renouvellement des lignes de trésorerie,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées concernant la Ville de Montpellier et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes, une à hauteur de 20 millions d'euros et la seconde à hauteur de 10 millions d'euros, qui répondent le mieux à la demande exprimée,

DECIDE :

ARTICLE 1 : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon, dont le siège social est situé au 254 rue Michel Teule – BP 7330 - 34184 Montpellier cedex 4, n° de SIREN 383 451 267 RCS Montpellier - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 005 72.

ARTICLE 2 : L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10.000.000 euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES	
Prêteur	CAISSE D'EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie utilisable par tirages
Montant maximum	10 000 000 EUR
Durée maximum	1 an à compter de la date de signature du contrat soit 364 jours.
Taux d'Intérêt	Euribor 1 semaine flooré à zéro + marge de 0.31 %
Base de calcul	Exact/360
Modalités de paiement des intérêts	Paiement mensuel ou trimestriel, à déterminer à la signature du contrat.
Commission d'engagement	Néant
Frais de dossier	0.07% du montant soit 7 000 €.

ARTICLE 5 : Monsieur l'Adjoint au Maire, délégué aux Finances, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 04 AVR. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 04 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution d'un accord cadre
passé selon une procédure adaptée pour
l'acquisition d'une imprimante couleur jet
d'encre de production avec contrat de
maintenance associé
V2B0023EM
Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques et ressources humaines et dialogue social ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'acquisition d'une imprimante couleur jet d'encre de production avec contrat de maintenance associé conformément au besoin exprimé par l'imprimerie du Service Achats et Production Graphique de la Ville de Montpellier ;

- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V2B0023EM) a été lancée en date du 24 février 2022, sous forme d'un Accord Cadre, pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 80 000 € HT, pour une période d'exécution de 6 ans à partir de sa notification ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 40% et le prix des prestations pour 60% ;
- Qu'après analyse, la Société RISO FRANCE, 49 rue de la Cité, 69441 LYON CEDEX 03, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

DECIDE

ARTICLE 1 - D'attribuer le marché « Acquisition d'une imprimante couleur jet d'encre de production avec contrat de maintenance associé » n°V2B0023EM à la société RISO FRANCE pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 80 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de 6 ans à partir de sa notification ;

ARTICLE 2 - De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;

ARTICLE 3 - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 04 AVR. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 04 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de prêt à usage - Ville / Monsieur José
LOMBARD - Parcelle EX 480
Autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée EX 480, située au croisement de l'avenue Albert Dubout et de la rue Frédéric Fabrigues à Montpellier, relevant de son domaine privé et constituant un délaissé de voirie ;
- Que Monsieur José LOMBARD, propriétaire de la parcelle contiguë cadastrée EX 451, propose d'assurer l'entretien de la parcelle communale EX 480 ;
- Que la Ville de Montpellier souhaite répondre favorablement à cette demande à titre gratuit en contrepartie de l'entretien par Monsieur LOMBARD de la parcelle municipale ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De conclure avec Monsieur LOMBARD une convention de prêt à usage relative à la parcelle cadastrée EX 480, relevant du domaine privé de la Ville, constituant un délaissé de voirie, située au croisement de l'avenue Albert Dubout et de la rue Frédéric Fabrigues à Montpellier.

ARTICLE 2 : De dire que cette convention de prêt à usage est consentie pour une durée de 6 mois, renouvelable tacitement dans la limite de 6 ans à compter de la date de signature de la convention jointe en annexe, à titre gratuit en contrepartie de l'entretien régulier de la parcelle de terrain par l'emprunteur.

ARTICLE 3: Madame l'Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la sobriété énergétique est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

12 AVR. 2022

Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 12 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

12 AVR. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative aux travaux. Opérations
programmées au titre de l'année 2022. Demande
de permis de construire parcelle cadastrée RK 17
Administration des cimetières**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire déléguée aux « Relations aux usagers » ;
- VU la décision N°MD2022-236 du 18 mars 2022 par laquelle Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé la Ville de Montpellier à déposer et à se voir octroyer toutes les autorisations d'urbanisme nécessaires au réaménagement des bureaux du service administration des cimetières situés sur le site du Centre funéraire de Grammont sur la parcelle cadastrée RK 17, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

CONSIDERANT :

- Que les locaux du service administration des cimetières sis à Grammont rue Richard Wright sont exigus et ne répondent que de façon très imparfaite aux besoins tant en matière d'accueil du public que d'espaces de travail.
- Que le logement de fonction d'un surveillant, implanté sur la parcelle cadastrée RK 17, mitoyen de ces locaux, a été récemment libéré.
- Qu'il est donc envisagé d'affecter cet ancien logement de fonction au service administration des cimetières ce qui permettrait une augmentation de la superficie des bureaux de 132, 10 m².
- Que le projet de réaménagement global comprend une refonte de la partie accueil du public, la création d'un back office adapté et d'un bureau individuel du responsable de l'équipe administrative.

- Qu'il est également prévu, la création d'un bureau de responsable du service, d'un bureau pour la régie, d'un bureau du responsable de l'équipe technique, de sanitaires femmes et hommes adaptés aux personnes à mobilité réduite, d'une salle de repli/restauration agrandie et de deux espaces d'archivage : un pour les archives vivantes et un second dans l'ancien garage pour les archives anciennes.
- Que le changement d'affectation de l'ancien logement de fonction et la modification d'une façade nécessitent le dépôt d'un permis de construire.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : De Dire que les dépenses sont inscrites au budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 AVR. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Radia TIKOUK

Publiée le : 05 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
CHŒUR D'O ' pour le 21 mars 2022.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « CHŒUR D'O » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 21 mars 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 28 MARS 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 28 MARS 2022
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
CONSPECTUS ' pour le 5 mars 2022.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « CONSPECTUS » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 5 mars 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15,20 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 6.4.22
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 07 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
' DANTE ALIGHIERI ' pour le 11 mars 2022.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « DANTE ALIGHIERI » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 11 mars 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15,20 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 4.4.22
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 07 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
' JORDELAN ' pour les 15 et 19 mars 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « JORDELAN » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 15 et 19 mars 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 4.04.22
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 07 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
' CHŒUR D'O ' pour le 21 mars 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « CHŒUR D'O » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 21 mars 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 4.04.22.
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 07 AVR. 2022
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
CONSPECTUS ' pour le 20 mars 2022.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « CONSPECTUS » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 20 mars 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,40€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 4.04.22
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 07 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
' DU VENT DANS LES VOIX ' pour les 12 et 22
mars 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « DU VENT DANS LES VOIX » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 12 et 22 mars 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 45,70 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 6.4.22
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 07 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention d'occupation précaire Ville / M.
CHEBAI
Maison située 1083 avenue du Pic Saint Loup
Autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire d'une maison située 1083 avenue du Pic Saint Loup à Montpellier de type 3 pièces avec jardin, d'une superficie de 53 m² ;
- Que ce bien a été acquis par la Ville le 2 octobre 2009, par voie de préemption, en vue de réaliser une voie de liaison d'intérêt public entre l'Institut Universitaire de Technologie de Montpellier sis rue de l'Occitanie et la rue du Pic Saint Loup ;
- Que ce bien a récemment été libéré par la précédente occupante ;
- Que dans le cadre du mandat de gestion des biens immobiliers de la Ville, la société Acteur Sud, propose la candidature de Monsieur Hadj CHEBAI pour l'occupation de ce logement depuis le 21 janvier 2022 jusqu'à l'accomplissement du motif qui a conduit la Ville à acquérir le bien ;
- Qu'il n'est pas fait état de projet de réalisation de la voie de liaison d'intérêt public à l'heure actuelle ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'une convention d'occupation précaire portant sur la maison avec jardin située 1083 avenue du Pic Saint Loup, avec Monsieur Hadj CHEBAI, moyennant un loyer mensuel de base de 486, 19 € (quatre cent quatre-vingt-six euros dix-neuf centimes), d'une provision de charges et du remboursement de la taxe des ordures ménagères ;

ARTICLE 2 : La recette sera imputée sur le Budget de la Ville, chapitre 930 ;

ARTICLE 3: Madame l'Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la sobriété énergétique est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du service Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 12 AVR. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 12 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

12 AVR. 2022



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'estimer en justice "Requête Tribunal Judiciaire - Société BAKOZT"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- que l'assignation devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier à la demande de la Société Bakozt tendant à la condamnation de la Ville à payer les honoraires de négociation consécutivement à la préemption d'un bien situé 217 avenue de Boirargues à Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier suite à la requête déposée par la société Bakozt ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 04 AVR. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 04 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
' DANTE ALIGHIERI ' pour le 23 avril 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et à la culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « DANTE ALIGHIERI » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 23 avril 2022 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,40 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 4.04.22
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 07 AVR. 2022
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "requête n°2201446-3
TA - Ressources Humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n° 2201446-3 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Bérengère OLIVET contre la décision implicite de rejet du 7 février 2022 rejetant sa demande indemnitaire dans le cadre de la Nouvelle Bonification Indemnitaire (NBI) ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2201446-3 par Madame Bérengère OLIVET.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 AVR. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 05 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n° V1B0077ST
Gestion de l'animal domestique en ville
Résiliation lot n°1 :
Identification, stérilisation, surveillance sanitaire
et soins à la population animale

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°VD2022-083 en date du 02 mars 2022 relative au marché V1B0077ST « gestion de l'animal domestique en ville » attribuant le lot n°1 « Identification, stérilisation, surveillance sanitaire et soins à la population animale », aux cabinets vétérinaires SCP Rosa Cabezuelo, CITY VETO Port-Marianne, Clinique vétérinaire des Tonnelles, SCP Vet Aiguelongue, et VETOCIA Montpellier, conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification du marché, pour un montant maximum de 25 000 € HT avec reconduction d'un an, pour un montant identique, sur la base d'un accord cadre à bons de commande ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Eddine ARIZTEGUI Adjoint délégué au bien-être animal ;

CONSIDÉRANT :

- Que la ville de Montpellier décide de résilier le lot n°1 « Identification, stérilisation, surveillance sanitaire et soins à la population animale », du marché relatif à la gestion de l'animal domestique en Ville, pour motif d'intérêt général, en application de l'article L. 2195-3 du Code de la commande publique ;

- Que la rédaction du règlement de la consultation atteste d'une erreur matérielle susceptible d'affecter la bonne compréhension du besoin par les soumissionnaires ;
- Que la résiliation a été prononcée avant même le début effectif des prestations ;
- Que la résiliation n'a pas été précédée de l'émission de bons de commande à destination des attributaires ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la résiliation du lot n°1 « Identification, stérilisation, surveillance sanitaire et soins à la population animale », du marché V1B0077ST, relatif à la gestion de l'animal domestique en Ville, pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 2 : De ne consentir à aucune forme d'indemnités ou de rémunérations à destination des attributaires du lot n°1.

ARTICLE 3 : De constater que le règlement général et définitif porte à 0 euros hors taxe le montant du lot n°1 résilié.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 08/04/2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

[Signature]
Eddine ARIZTEGUI

Publiée le : 11 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n° V1B0053ST -
Acquisition de vêtements, de chaussures et
d'équipements pour la réserve communale de
sécurité civile et les agents de protection des
écoles de la ville de Montpellier
Lot 1 et Lot 2- Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Sébastien COTE Adjoint à la « Protection de la Population, à la Tranquillité Publique et aux Affaires Militaires » ;
- VU l'arrêté n° VAR2022-0055 de suppléance de Monsieur Sébastien COTE du 26 avril 2022 au 8 mai 2022 inclus ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de confier un accord cadre mono-attributaire portant sur l'acquisition de vêtements, de chaussures et des équipements pour la réserve communale de sécurité civile et les agents de protection des écoles de la ville de Montpellier ;

- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée en date du 09 septembre 2021 conformément aux dispositions des articles R 2123-1 et R.2123-3 3° du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché ordinaire de fournitures courantes et de services pour une durée totale de 24 mois ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum avec un seuil maximum de 88 500,00 euros H.T sur la durée totale du marché, passé à prix unitaires en application des articles L.2125-1 1° et R2162-1 à R2162-6 ainsi que des articles R2162-13 et R2162-14 sur la mise en œuvre des accords-cadres ;
- Que les prestations sont réparties en deux lots suivants :
 - Lot n°1 : « Vêtements et chaussures »
Le seuil maximum est de 60 000 euros H.T.
 - Lot n°2 : « Equipements »
Le seuil maximum est de 28 500 euros H.T.
- Que le marché est conclu pour une période initiale de 2 ans à compter de la notification du marché, pouvant faire l'objet d'une prolongation du délai d'exécution conformément à l'article 13.3 du C.C.A.G F.C.S ;
- Qu'après analyse pour le lot n°1 « Vêtements et chaussures », l'entreprise ESCASSUT SARL - 34000 Montpellier présente l'offre économiquement la plus favorable selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60%
 - Montant des prestations : 40%
- Qu'après analyse pour le lot n°2 « Equipements », l'entreprise ESCASSUT SARL – 34000 Montpellier présente l'offre économiquement la plus favorable selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60%
 - Montant des prestations : 40%

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot n°1 « Vêtements et chaussures » du marché relatif à l'acquisition de vêtements, de chaussures et d'équipements pour la réserve communale de sécurité civile et les agents de protection des écoles de la ville de Montpellier à l'entreprise ESCASSUT SARL – 34000 Montpellier, conclu pour une période de 2 ans à compter de la notification du marché, sans reconduction, sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant maximum de 60 000 € HT.

ARTICLE 2 : D'attribuer le lot n°2 « Equipements » du marché relatif à l'acquisition de vêtements, de chaussures et d'équipements pour la réserve communale de sécurité civile et les agents de protection des écoles de la ville de Montpellier à l'entreprise ESCASSUT SARL – 34000 Montpellier, conclu pour une période de deux ans à compter de la notification du marché, sans reconduction, sur la base d'un accord cadre à bons de commande pour un montant maximum de 28 500 € HT.

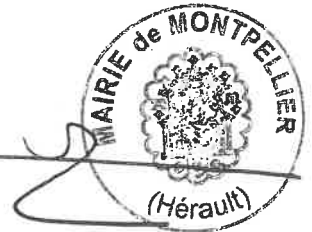
ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville ;

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 avril 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 26.04.2022
Notifiée le :

26.04.2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête Cour
d'Appel de Montpellier - MOUDAT Jean Marcel
Antoine"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant :

- La déclaration d'appel déposée devant la Cour d'Appel de Montpellier par Monsieur Jean Marcel Antoine MOUDAT contre la décision du Juge des Contentieux de la protection et de la proximité de Montpellier en date du 18 mars 2022 rejetant sa demande de requalification de la convention d'occupation précaire en bail d'habitation pour un bien qu'il occupe au 750 route de Mende à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Cour d'Appel de Montpellier suite à la déclaration d'appel n°22/01433 déposée devant la Cour d'Appel de Montpellier par Monsieur Jean Marcel Antoine MOUDAT.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 AVR 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 05 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution d'un accord cadre
n°V2B0021EM passé selon une procédure
adaptée pour l'achat de boissons
Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de boissons conformément aux besoins exprimés par les Services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V2B0021EM) a été lancée en date du 08 février 2022, sous forme d'un Accord Cadre, pour lot n°1 (*boissons non alcoolisées*) pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 66 000 € HT, pour lot n°2 (*boissons alcoolisées*) pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 21 000 € HT, pour une période d'exécution de 18 mois à partir de sa notification ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°1 (*boissons non alcoolisées*) étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 40% et le prix des prestations pour 60% ;
- Qu'après analyse, la Société PROMO BOISSONS, 455 rue de l'industrie – Parc Mure – 34070 MONTPELLIER, a présenté l'offre économiquement la plus intéressante pour le lot n°1 au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot n°2 (*boissons alcoolisées*) étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 40% et le prix des prestations pour 60% ;
- Qu'après analyse, la Société PROMO BOISSONS, 455 rue de l'industrie – Parc Mure – 34070 MONTPELLIER, a présenté l'offre économiquement la plus intéressante pour le lot n°2 au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Achat de boissons » n°V2B0021EM pour lot n°1 (*boissons non alcoolisées*), à la société PROMO BOISSONS, 455 rue de l'industrie – Parc Mure – 34070 MONTPELLIER, pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 66 000 € HT, et pour lot n°2 (*boissons alcoolisées*), à la société PROMO BOISSONS, 455 rue de l'industrie – Parc Mure – 34070 MONTPELLIER, pour un montant de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 21 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de 18 mois à partir de sa notification ;

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 20 AVR. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 20 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

20 AVR. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'attribution d'un accord cadre
n° G1D0013EM passé selon une procédure
adaptée pour l'achat de pièces détachées pour
tous types de véhicules et d'engins
Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de constituer un groupement de commandes pour des Achats de pièces détachées pour tous types de véhicules et d'engins ;
- Que la Ville de Montpellier a été désignée coordinatrice de ce groupement et que chaque membre du groupement, s'assurera de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique (n°G1D0013EM), sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande, pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de

532 000 HT par an. Cet accord cadre est conclu pour une période initiale d'exécution de 1 an à compter de sa notification et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (Pneumatiques rechapés) et du lot n°2 (Pneumatiques neufs) étaient les suivants :

Critères	Pondérations
1-Prix au regard du DQE	50%
2-Valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats concernant la profondeur de gamme : nombre et référence tailles et profils disponibles sur le catalogue du candidat	20%
3-Fréquence et délais de livraison	20%
4-Critère environnemental	10%

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 31/03/2022 a classé les offres et choisi, pour le lot n°1 et le lot n°2, l'entreprise AYME ET FILS, 17-19 rue Jean ZAY – CS 50217 – 69800 SAINT PRIEST, qui a présenté des offres économiquement avantageuses au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°3 (Lubrifiants et fluides) étaient les suivants :

Critères	Pondérations
1-Prix au regard du DQE	70%
2-Fréquence et délais de livraison	20%
3-Impact environnemental du ou des véhicules de livraison affectés à l'exécution du marché	10%

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 31/03/2022 a classé les offres et choisi, pour le lot n°3, l'entreprise MD HYDRAULIQUE, 50 rue Emile Julien, ZAC Garosud, 34070 MONTPELLIER, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°4 (Batteries de démarrage) étaient les suivants :

Critères	Pondérations
1-Valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique	40%
2-Prix au regard du DQE	30%
3-Fréquence et délais de livraison	20%
4-Impact environnemental du ou des véhicules de livraison affectés à l'exécution du marché	10%

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 31/03/2022 a classé les offres et choisi, pour le lot n°4, l'entreprise SAS DUBOIS, Espace le Montels, rue Montels église, 34970 LATTES, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°5 (Batteries de traction) étaient les suivants :

Critères	Pondérations
1-Valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique	40%
2-Prix au regard du DQE	30%
3-Fréquence et délais de livraison	20%
4-Impact environnemental du ou des véhicules de livraison affectés à l'exécution du marché	10%

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 31/03/2022 a classé les offres et choisi, pour le lot n°5, l'entreprise PMB, 375 rue Yves Sigal, 30000 NÎMES, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°6 (Pièces et consommables adaptables) étaient les suivants :

Critères	Pondérations
1-Prix	60%
2-Fréquence et délais de livraison	30%
3-Impact environnemental du ou des véhicules de livraison affectés à l'exécution du marché	10%

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 31/03/2022 a classé les offres et choisi, pour le lot n°6, l'entreprise SAS DUBOIS, Espace le Montels, rue Montels église, 34970 LATTES, qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres des lot n°7 (Pièces RENAULT), n°8 (Pièces PEUGEOT), n°9 (Pièces CITROEN) et n°10 (Pièces RENAULT Poids Lourds) étaient les suivants :

Critères	Pondérations
1-Prix	60%
2-Fréquence et délais de livraison	30%
3-Impact environnemental du ou des véhicules de livraison affectés à l'exécution du marché	10%

- Qu'après analyse, les lots n°7, n°8, n°9 et n°10 sont déclarés sans suite pour cause d'infructuosité ;

DECIDE

ARTICLE 1 - : D'attribuer le marché « Achat de pièces détachées pour tous types de véhicules et d'engins » n°G1D0013EM :

- Pour le lot n°1 à la société AYME et FIL pour un montant annuel de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 40 000 € HT ;

- Pour le lot n°2 à la société AYME et FILS pour un montant annuel de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 40 000 € HT ;
- Pour le lot n°3 à la société MD HYDRAULIQUE pour un montant annuel de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 40 000 € HT ;
- Pour le lot n°4 à la société SAS DUBOIS pour un montant annuel de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 40 000 € HT ;
- Pour le lot n°5 à la société PMB pour un montant annuel de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 20 000 € HT ;
- Pour le lot n°6 à la société SAS DUBOIS pour un montant annuel de commandes sans minimum et avec un montant maximum de 132 000 € HT ;
- Pour les lots n°7, 8, 9 et 10, ils sont déclarés sans suite pour cause d'infructuosité ;

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 1 an, pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Article 2 - De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;

Article 3 - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **25 AVR. 2022**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

Publiée le : 26 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

26 AVR. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'CONSPECTUS' pour le 20 avril 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :


- que l'association « CONSPECTUS » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 20 avril 2022;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15,20 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 MAI 2022
 Madame l'Adjointe au Maire

 Agnès ROBIN

Publiée le : 02 MAI 2022
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
 Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :
 Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Enfance
Service Politique Petite Enfance et Prospective

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché public V1C0021EN
' Réservation de berceaux auprès d'entreprises de
crèches sur le quartier Près d'Arènes '
Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à madame Tasnime AKBARALY Adjointe au Maire déléguée à la Petite enfance et à l'enfant dans la Ville ;

Considérant :

- Que pour faire face à l'augmentation croissante des besoins des familles montpelliéraines, la Ville souhaite diversifier et développer l'offre d'accueil sur son territoire par la réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le quartier Près d'Arènes. Les places réservées seront attribuées, par la commission municipale d'attribution, à des familles ayant effectué leur préinscription sur liste d'attente municipale.
- Qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux dispositions des articles L.2123-1, R. 2123-1 3° du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum en quantité de 13 berceaux. Le marché est prévu pour une durée initiale de 4 mois allant du 1^{er} septembre 2022 au 31 décembre 2022 et pourra être reconduit pour deux périodes successives :
- Période de reconduction 1 : du 01 janvier 2023 au 31 décembre 2023
- Période de reconduction 2 : du 01 janvier 2024 au 31 août 2024

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :

Valeur technique 60%

Prix des prestations 40%

- Qu'après analyse, l'entreprise PEOPLE & BABY dont le siège social est situé au 9, avenue Foch à Paris, présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°VIC0021EN « Réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le quartier Près d'Arènes » à l'entreprise PEOPLE & BABY pour un prix unitaire annuel de 7 000 euros HT par berceau avec un maximum en quantité de 13 berceaux par an.

Le marché est prévu pour une durée initiale de 4 mois allant du 1er septembre 2022 au 31 décembre 2022 et pourra être reconduit pour deux périodes successives du 01 janvier au 31 décembre 2023 et du 01 janvier au 31 août 2024.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 MAI 2022**
Madame l'Adjointe au Maire

Tasnime AKBARAL



Publiée le : **02 MAI 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

02 MAI 2022



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'ASSOCIATION DES CHŒURS DU
LANGUEDOC' pour le 9 avril 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « ASSOCIATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 9 avril 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15,20 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 02 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnes Robin
Agnes ROBIN

Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2201680-3
TA - Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n° 2201680-3 TA déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Outhai LENETTE tendant à l'annulation de la décision du 9 février 2022 fixant un taux d'IPP à 3% consécutivement à un accident de travail du 17 août 2016 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2201680-3 par Madame Outhaï LENETTE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 7 AVR. 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : - 8 AVR. 2022

Notifiée le : - 8 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion
de la Ville de Montpellier au Réseau Francophone
des Villes Amies des Aînés - Année 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Nicole MARIN-KHOURY, déléguée aux quartiers Croix d'Argent, Près d'Arènes et aux Séniors ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux réseaux et associations dont elle est membre ;
- VU la délibération n°V2020-039 du 30 juillet 2020, relative à la signature de la charte du Réseau Francophone Ville Amie des Aînés et à l'engagement auprès du Réseau Mondial des villes et des communautés amies des aînés auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé ;

Considérant :

- Que Montpellier, par son tissu associatif et ses nombreux partenariats, en particulier avec l'Université et le CHU, est un acteur majeur de la prévention santé et de l'innovation sociale pour le bien-vivre et le bien vieillir. Avec son CCAS, Montpellier offre une politique globale d'accompagnement du vieillissement en luttant contre l'isolement et en prévenant la perte d'autonomie quel que soit l'âge ;
- Que Montpellier souhaite poursuivre la démarche participative auprès de l'OMS et du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (RFVAA) ;
- Que le RFVAA accompagne les collectivités à la mise en œuvre de leur projet et valorise leurs initiatives, avec l'objectif de faciliter les échanges d'informations et de bonnes pratiques entre les adhérents et créer ainsi les conditions d'une meilleure adaptation des territoires aux aînés, en particulier en favorisant le vieillissement des habitants ;

DECIDE

Article 1 : De renouveler l'adhésion de la ville pour l'année 2022 au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés et l'inscription au Réseau Mondial des villes et des communautés amies des aînés auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Article 2 : De dire que la dépense sera de 1 500 €, les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

MAIRIE de MONTPELLIER
Montpellier, le 19 AVR. 2022
Madame l'Adjointe au Maire
(Hérault)

Nicole MARIN-KHOURY

Publiée le : 19 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'IRCL' pour le 13 avril 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « IRCL » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 13 avril 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 02 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès Robin
Agnès ROBIN

Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'CANTUSCANTI' pour le 13 mai 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

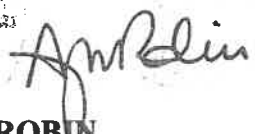
- que l'association « CANTUSCANTI » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 13 mai 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.


DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'LES VENTS DE MERIC' pour les 9 avril et 1er
octobre 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- que l'association « LES VENTS DE MERIC » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 9 avril et 1^{er} octobre 2022;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 02 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnes Robin
Agnes ROBIN

Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
ASSOCIATION DES CHŒURS DU
LANGUEDOC' pour les 22 et 23 octobre 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « ASSOCIATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 22 et 23 octobre 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 45,60 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 02 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès Robin
Agnès ROBIN

Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la réforme et à la cession des véhicules et matériels - Autorisation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers, jusqu'à 4 600 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux finances ;

Considérant :

- que la Commission de Réforme du 13 avril 2022 de la Ville de Montpellier a validé la réforme et la cession de matériels et de véhicules ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels (ordinateurs) du Service Relations Utilisateur (**DSI**), il convient de les réformer (la liste est jointe en annexe). Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'Association Nouas est en capacité de reprendre ces matériels et de les recycler. C'est une association située rue d'Alco à MONTPELLIER. Une fois recyclés, l'association utilisera ces ordinateurs pour ses propres besoins (formation) ou les proposera à d'autres associations.
- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels (téléphones et smartphones) du Service Relations Utilisateurs (Pôle Systèmes d'Informations et Numériques) de la **DSI**, il convient de les céder (la liste est jointe en annexe). Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une

société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'Association Nouas est en capacité de reprendre ces matériels et de les recycler. C'est une association située rue d'Alco à MONTPELLIER.

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du Service Moyens Généraux (DAI), il convient de céder :
 - Un lave-linge :
Facture de 2017 en PJ. Résistance changée en 2021. Problème de bouchon de vidange coincé et bouché, nécessite un démontage complet (devis en PJ), mise à prix 30 €.
 - 3 auto laveuses tractées à timon rétractable Numatic TTB1840 :
Machines et chargeurs en bon état mais accus HS (les valisettes) mise à prix 100 € le lot.
 - 2 auto laveuses autotractées TTV 55/65 Numatic :
Les 2 fonctionnent (avec chargeurs) mise à prix 100 € le lot.

Ce type de matériel n'est plus conforme aux normes de sécurité, et sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**.

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du Service Achats et Production Graphique (DEMT), il convient de réformer 2 transpalettes 2.5tonnes à fourches courtes 800 mm dont les photos sont jointes en annexe. Ce type de matériel n'est plus conforme aux normes de sécurité, et sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**, mise à prix 50 € le lot.

- qu'à la suite de l'état vétusté, il convient de réformer un duplicopieur RISO RZ 1070 °, n° de série 78710152, qui affiche au compteur 1 190 000 copies. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, la société RISO, 49 rue de la Cité, 69441 LYON Cedex 03, est en capacité de reprendre ce matériel et de le recycler.

- qu'à la suite de l'inadaptation des matériels aux nouvelles missions du Service Police Municipale (DSTP), il convient de céder 10 caméras piétons (caméra mobile d'intervention sécurisé), 2 docking de chargement, 8 caméras et 9 harnais, dont la photo est jointe en annexe. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères, mise à prix 80 € chacun, par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**.

- qu'à la suite de l'inadaptation des matériels aux nouvelles missions du Service Police Municipale (DSTP), il convient de céder 119 porte-bâton télescopiques neufs, dont la photo est jointe en annexe. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères, mise à prix 50 € le lot, par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**.

DECIDE

Article n°1 : - D'accepter les Réformes et Cessions des véhicules et matériels précités ;

- D'autoriser le recyclage d'ordinateurs (stock Hôtel de Ville et stock Garosud) Service Relations Utilisateurs de la DSI, par l'intermédiaire de l'Association Nouas, rue d'Alco à Montpellier.
- D'autoriser le recyclage de matériels (téléphones et smartphones) Service Relations Utilisateurs de la DSI (Pôle Systèmes d'Informations et Numériques), par l'intermédiaire de l'Association Nouas, rue d'Alco à Montpellier.
- D'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service Moyens Généraux de la DAI, par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE** ;
- D'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service Achats et Production Graphique de la DEMT, par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**
- D'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service Police Municipale de la DSTP, par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**.

Article n°2 : De dire que les recettes seront imputées sur le budget fonctionnement de la Ville.

Article n°3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les destinataires précités.

Article n°4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2022

Monsieur l'Adjoint au Maire


Michel ASLANIAN

Publiée le : 28 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord cadre n°V2C0002PB -
Prestations d'entretien d'espaces verts par Eco
pâturage - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil municipal relative à l'élection de Monsieur Stéphane JOUAULT en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la « Nature en Ville et à la Biodiversité » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder à des travaux d'entretien d'espaces verts par Eco pâturage ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles L 2123-1 et R.2123-1 1° du code de la commande publique, sous la forme d'un accord cadre à bons de commande, avec un maximum de 120 000 € HT, pour une durée d'un an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - ° prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise ECOZOONE, sise 934 chemin des Valens 07250 ROMPON présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché V2C0002PB à l'entreprise ECOZOONE, pour un montant maximum de 120 000 € HT pour une durée d'un an. Le marché prend effet à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Ville de Montpellier, chapitre 935.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02.05.2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Stéphane JOUAULT



Publiée le : 02 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

02 MAI 2022



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°2201642-3
TA - Ressources humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2201642-3 TA déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Latifa BUTIGIEG contre la décision en date du 9 novembre 2021 qui a décidé de suivre l'avis du comité médical qui s'est prononcé favorablement sur la prolongation du congé de longue durée à compter du 01 juillet 2021 jusqu'au 21 décembre 2021 et considéré que Madame BUTIGIEG est « inapte à la reprise du travail, inapte à son poste et à ses fonctions de son cadre d'emploi des adjoints techniques » ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2201642-3 par Madame Latifa BUTIGIEG.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 10 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion
au GIP Cafés Culture au titre de l'année 2022 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la culture scientifique ;

CONSIDERANT

- Que, par délibération n° V2021-094, la Ville de Montpellier a décidé d'adhérer au GIP Cafés Culture, fonds d'aide qui regroupe le ministère de la Culture, des collectivités locales adhérentes, les organisations professionnelles représentatives des cafés, hôtels et restaurants (CHR) et les syndicats d'artistes. Le GIP Cafés Cultures a pour objet le soutien à l'emploi des artistes et des techniciens du spectacle dans les lieux de proximité, notamment les cafés ;
- Qu'il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser le renouvellement de l'adhésion au GIP Cafés Culture au titre de l'année 2022, pour un montant de 5 000 €.

ARTICLE 2 : de dire que les crédits sont inscrits au budget principal de la Ville.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 20 AVR. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 21 AVR. 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

21 AVR. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V1D0041AI -
Rénovation des piliers et vitraux de la nef
centrale de l'église Saint-Roch - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire d'effectuer des travaux de rénovation des piliers et vitraux de la nef centrale de l'Eglise Saint-ROCH ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée sous la référence « V1D0041AI - Rénovation des piliers et vitraux de la nef centrale de l'Eglise Saint-Roch » conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire alloti en 3 lots pour une durée dont le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 7 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique au regard du mémoire technique : 60% ;
 - prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement : 40% ;

- qu'au vu du rapport d'analyse, il est proposé d'adopter et de choisir les offres des entreprises suivantes :
- Lot 1 : groupement d'entreprises MUZZARELLI / M-ECHAFFAUDAGE avec pour mandataire solidaire du groupement conjoint l'entreprise MUZZARELLI (816, avenue Paul Teisserenc 34 700 LODEVE) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
 - Lot 2 : entreprise THOMAS VITRAUX (8 rue Emmanuel Chabrier 26 000 VALENCE) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
 - Lot 3 entreprise FRANCELEC (ZI Sud 7 rue du Gua 34880 LAVERUNE) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché VID0041AI Rénovation des piliers et vitraux de la nef centrale de l'Eglise Saint-Roch aux entreprises suivantes les lots :

- Groupement d'entreprises MUZZARELLI / M-ECHAFFAUDAGE pour le lot 1 « Installations communes de chantier / échafaudage / maçonnerie / pierre de taille / enduits » pour un montant global et forfaitaire de 161 402,29 € HT (après négociation).

- THOMAS VITRAUX pour le lot 2 « Vitraux – Serrurerie » pour un montant global et forfaitaire de 109 785 € HT (après négociation).

- FRANCELEC pour le lot 3 « Electricité » pour un montant global et forfaitaire de 11 722,70 € HT (après négociation).

Le marché débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 7 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier le **02 MAI 2022**
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : **02 MAI 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

02 MAI 2022



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'JORDELAN' pour les 5 avril et 1er mai 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « JORDELAN » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 5 avril et 1^{er} mai 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 02 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès Robin
Agnès ROBIN

Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
SOLI NITOREM' pour le 23 avril 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « SOLI NITOREM » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 23 avril 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15,20 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 02 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès Robin
Agnès ROBIN

Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'ASSOCIATION DES CHŒURS DU
LANGUEDOC' pour les 22 et 23 octobre 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « ASSOCIATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 22 et 23 octobre 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 45,60 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 02 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès Robin
Agnès ROBIN

Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'ECUME' pour le 19 avril 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « ECUME » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 19 avril 2022;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15,20 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 02 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Cohésion Sociale

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion
de la Ville de Montpellier à l'Association
Nationale des Villes et Territoires Accueillants
(ANVITA)
Année 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel CALVO en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux réseaux et associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel CALVO, délégué aux « Affaires Sociales, à la Cohésion Sociale, à la Lutte contre les Exclusions et au Soutien aux Aidants » ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Michel CALVO en qualité d'Adjoint au Maire ;
- VU la délibération n°V201-417 du 21 novembre 2019, relative à la signature de la charte de l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier est historiquement une ville de tolérance et d'accueil et souhaite renforcer son engagement dans cette démarche de mise en commun d'échanges et de bonnes pratiques entre élus œuvrant au quotidien pour des politiques d'accueil plus juste ;
- que l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants regroupe diverses collectivités autour de valeurs humanistes et de recherche de solutions humaines adaptées.

DECIDE


ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants pour l'exercice 2022, pour un montant de 5 000 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MAI 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire



Michel CALVO

Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"DU VENT DANS LA VOIX" pour le
19 avril 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « DU VENT DANS LA VOIX » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 19 avril 2022;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

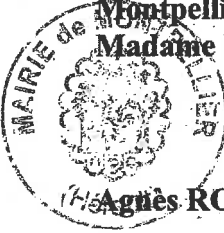
DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire



Agnès Robin
Agnès ROBIN

Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"Les vents de Méric" pour le 9 avril et
1er octobre 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

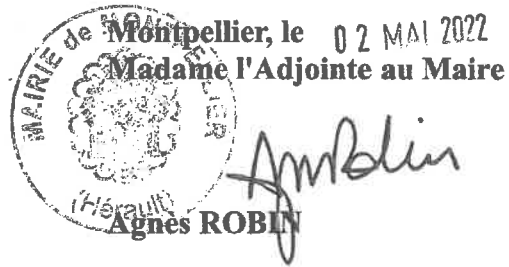
- que l'association « LES VENTS DE MERIC » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 9 avril et 1^{er} octobre 2022;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V2C009DS - Achat
d'espaces publicitaires et d'actions de
communication pour le développement des sports
extrêmes - FISE Montpellier 2022 - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, délégué à la Ville Sportive ;

CONSIDERANT :

- que la Ville de Montpellier, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de grands événements sportifs internationaux (GESI) qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire et s'inscrivent en cohérence avec sa qualité de centre de préparation aux Jeux ;
- la nécessité d'associer l'image de la Ville de Montpellier à la 26e édition du festival international des sports extrêmes de Montpellier (FISE Montpellier) ;
- qu'une procédure a été lancée le 7 avril 2022, conformément à l'article R. 2122-3 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un marché passé sans publicité ni mise en concurrence, marché à prix forfaitaire, pour une durée allant de la date de notification du contrat jusqu'au 12 juin 2022 (date de fin de démontage). Le FISE 2022 aura lieu du 25 au 29 mai 2022 inclus. ;
- que la société Hurricane Action Sports est l'agence de communication spécialisée dans l'organisation d'événements sportifs dans le domaine des sports extrêmes qui dispose de l'exclusivité de l'organisation du Festival International des Sports Extrêmes à Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V2C0009DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes – FISE Montpellier 2022 » à la société Hurricane Action Sports 3 rue Christian ANDRE-BENOIT – 34670 BAILLARGUES, pour un montant forfaitaire de 175 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 12 juin 2022 (date de fin de démontage). Le FISE 2022 aura lieu du 25 au 29 mai 2022 inclus.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 AVR. 2022**
Monsieur l'Adjoint au Maire


Hervé MARTIN



Publiée le : **27 AVR. 2022**

Notifiée le :

27 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'ARS MUSICA' pour les 17-18-19 et
20 mai 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « ARS MUSICA » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 17-18-19 et 20 mai 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 244 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 02 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnes Robin
Agnès ROBIN

Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'CORALEN' pour le 15 mai 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « CORALEN » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 15 mai 2022;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30,50 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 02 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès Robin
Agnès ROBIN

Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la demande de subvention
Appel à Manifestation d'Intérêt
"La région vous protège"
Dans le cadre de l'acquisition de deux postes
Police Municipale mobiles

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal de Montpellier, et notamment celle de demander au nom de la Commune à tout organisme financeur, l'attribution de subventions ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Sébastien COTE en qualité d'adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Sébastien COTE dans le domaine de la Protection de la Population, de la Tranquillité Publique et des Affaires Militaires ;
- VU l'arrêté VAR2022-0055 de suppléance de Monsieur Sébastien COTE du 26 avril 2022 au 8 mai 2022 inclus ;

Considérant :

- Que par décision en date du 26 août 2020 la Ville de Montpellier a autorisé les commandes de véhicules et engins à la société UGAP ;
- Que cette acquisition de deux postes police municipale mobiles est éligible à une subvention notamment dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « la région vous protège », auprès des services de la Région.

DECIDE :

Article 1 : De solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment auprès de la région Occitanie Pyrénées Méditerranée, dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt « la région vous protège ».

Article 2 : D'inscrire les recettes au budget 2022 de la Ville de Montpellier.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28.01.2022

Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 29.01.2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
'JORDELAN' pour le 18 avril 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « JORDELAN » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 18 avril 2022 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 61 € sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021-477 du 16 décembre 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 02 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN

Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

P
2



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V2B0016AI -
Maîtrise d'œuvre-rénovation du Kiosque Bosc
Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Agnès SAURAT, adjointe au Maire déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de passer un marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation du Kiosque Bosc, esplanade Charles de Gaulle ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire, comprenant une tranche ferme et quatre tranches optionnelles ;
- que l'exécution des prestations débute à compter de la notification du contrat pour la tranche ferme. Les délais contractuels d'exécution des tranches optionnelles sont ceux annoncés dans chaque ordre de service d'affermissement des tranches énonçant le démarrage d'une tranche considérée. La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 60 mois ;
- que la part de l'enveloppe prévisionnelle du maître d'ouvrage affectée aux travaux est fixée au maximum à 700 000 € HT décomposée comme suit :
 - montant des travaux compris entre 1 € HT et 300 000 € HT ;
 - montant des travaux compris entre 300 001 € HT et 700 000 € HT ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique : 60%
- Prix des prestations : 40 %

- qu'après analyse le groupement AMGAP / BET Durand / Calder Ingénierie (107 rue du Faubourg Boutonnet-34090 Montpellier) présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V2B0016AI « marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation du Kiosque Bosc » :

- au groupement AMGAP / BET Durand / Calder Ingénierie porté par le mandataire AMGAP (Atelier Marilyn Gobin Architecte du Patrimoine) pour :

- Un forfait de rémunération provisoire s'élevant à 45 000 € H.T. sur la base du taux de rémunération (t) fixé à 15% pour les montants de travaux compris entre 1 € HT et 300 000 € HT.
- Un forfait de rémunération provisoire s'élevant à 89 600 € HT sur la base du taux de rémunération (t) fixé à 12, 80 % pour les montants de travaux compris entre 300 001 € HT et 700 000 € HT.

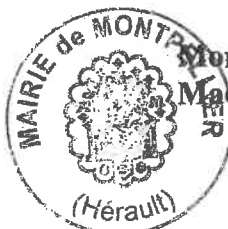
Le marché prend effet à compter de la notification du contrat pour la tranche ferme. Les délais contractuels d'exécution des tranches optionnelles sont ceux annoncés dans chaque ordre de service d'affermissement des tranches énonçant le démarrage d'une tranche considérée.

Sa durée globale est de 60 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 27 AVR. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT

Publiée le : 27 AVR. 2022

Notifiée le :

27 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la modification de la régie de
recettes temporaire "cartes été jeunes"
Pôle Sports

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, délégué aux Finances ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- VU l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;

ARTICLE 9 : Que le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

ARTICLE 10 : Que le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le responsable du SGC Métropole, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 AVR. 2022**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : **29 AVR. 2022**

Notifiée le :

29 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la modification de la régie
d'avances ' coupons sport-culture '
Pôle Sports

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, délégué aux Finances ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- VU l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- VU le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;

- VU la décision n° VD 2020-286 relative à la création de la régie d'avances « Coupons Sport-Culture » ;
- VU l'avis conforme de Monsieur le Responsable du SGC Métropole en date du 22 avril 2022 ;

Considérant :

- Que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances Coupons Sport-Culture, il est nécessaire d'accorder une avance complémentaire et temporaire de 3000 €.

DECIDE

ARTICLE 1 : Qu'il est maintenu une régie d'avances « Coupons Sport-Culture » auprès du Pôle Sports ;

ARTICLE 2 : Que la régie est installée dans les locaux de l'Espace Montpellier Jeunesse, 1 place Francis Ponge 34000 Montpellier,

ARTICLE 3 : Que les dépenses concernées sont les suivantes :

- Remboursement aux associations d'une aide de 50 euros par jeune montpelliérain, dans le cadre du dispositif de soutien à une première adhésion à une association sportive ou culturelle ;

ARTICLE 4 : Que les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Virements
- Chèques (en cas d'impossibilité technique de règlement par virement)

ARTICLE 5 : Qu'un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

ARTICLE 6 : Que le montant de l'avance complémentaire et temporaire à consentir au régisseur est de 3 000 euros. Cette avance sera revue à la baisse lorsque que le pic d'activité sera résorbé.

ARTICLE 7 : Que le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- Au 31 décembre de l'année
- En cas de changement du régisseur
- Au terme de la régie

Les pièces justificatives à transmettre à l'Ordonnateur obligatoirement sont :

- L'original du coupon sport/culture
- L'attestation de l'association relative à la première inscription.

ARTICLE 8 : Que le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 : Que le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le responsable du SGC Métropole, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 AVR. 2022**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : **29 AVR. 2022**

Notifiée le :

29 AVR. 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'estimer en justice "Requêtes n°2201940-1, 2201941-1, 2201942-1 - SCI DU PASCALET, SARL CLH et Monsieur Loubnane HAIDAR

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n° 2201940-1 déposée par la SCI du Pascalet, la SARL CLH et Monsieur Loubnane HAIDAR tendant à l'annulation de l'arrêté délivré par Monsieur le Maire de Montpellier le 22 décembre 2021 à la SNC Restanque sous le numéro 34172 21M0065 pour la réalisation de logements au 320-330 rue Georges AURIC ;

- la requête n°2201941-1 déposée par la SCI du Pascalet, la SARL CLH et Monsieur Loubnane HAIDAR tendant à l'annulation de l'arrêté délivré par Monsieur le Maire de Montpellier le 22 décembre 2021 à la SNC Restanque sous le numéro 34172 21M0066 pour la réalisation de logements au 320-330 rue Georges AURIC ;
- la requête n°2201942-1 déposée par la SCI du Pascalet, la SARL CLH et Monsieur Loubnane HAIDAR tendant à l'annulation de l'arrêté délivré par Monsieur le Maire de Montpellier le 22 décembre 2021 à la SNC Restanque sous le numéro 34172 21M0067 pour la réalisation de logements au 299 rue Georges AURIC ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requête n°2201940-1, n°2201941-1 et n° 2201942-1 par la SCI du Pascalet, la SARL CLH et Monsieur Loubnane HAIDAR.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 10 MAI 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 10 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Droit de préemption urbain - Propriété VIVIER -
30 cours Gambetta - cadastre HW 99 - Lot 20 -
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

- VU la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 ;
- VU le constat dressé le 8 avril 2022 à la suite de la visite des lieux effectuée conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU la demande de communication de documents du 14 mars 2022 conforme à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'estimation des services fiscaux du 18 mars 2022.

CONSIDERANT :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 26 janvier 2022, Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, a déposé une déclaration d'intention d'aliéner, concernant la vente par Madame Joëlle VIVIER, d'un local à usage commercial occupé, constituant le lot 20 de la copropriété située 30 cours Gambetta, cadastrée section HW 99, au prix de 170 000 € (cent soixante-dix mille euros) ;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier se traduit, en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti et de revitalisation du commerce ;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur";
- que par délibération en date du 7 octobre 2013, la Ville a défini un nouveau programme et un nouveau périmètre à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées, dont la réalisation a été confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier en vertu des articles L 300-4 et L 300-5-2 du Code de l'urbanisme dans le cadre d'une concession d'aménagement « Grand Cœur 2013 – 2020 » en date du 3 décembre 2013;
- que le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement relative à cette opération, établi sur une période de 7 ans, prévoit notamment des opérations de restructuration de commerces ou d'activités (acquisition, restructuration, location ou revente) et de création de surfaces nouvelles en rez-de-chaussée d'immeuble (4 600 m²) ;
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus ;
- que dans ces conditions, il apparaît nécessaire pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de développement commercial du centre-ville et des quartiers attenants. Plus particulièrement, l'acquisition de ce bien permettra de développer l'attractivité commerciale du circuit marchand par la recherche d'enseigne ou de commerce de nature à renforcer l'offre commerciale au Sud de l'Ecusson et en connexion avec les secteurs en renouvellement urbain. Ce projet est conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui

précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin d'organiser, le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Madame Joëlle VIVIER, un local à usage commercial, occupé, constituant le lot 20 de la copropriété située 30 cours Gambetta, cadastrée section HW 99, au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit 170 000 € (cent soixante-dix mille euros).

ARTICLE 2 : que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **02 MAI 2022**
Madame l'Adjointe au Maire



Maryse FAYE



Publiée le : **03 MAI 2022**

Notifiée le :

03 MAI 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise en place d'un self à
l'école maternelle Jean Cocteau - demande de
subvention.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n° VD2020-005 celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention –alinéa 25 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE-COSTE, déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale ;
- **CONSIDERANT :**
- Qu'afin d'augmenter la capacité d'accueil du restaurant scolaire tout en accompagnant les enfants vers plus d'autonomie, il est envisagé la mise en place d'un self dans le réfectoire élémentaire, destiné aux élèves de l'école élémentaire Denis Diderot et situé dans l'école maternelle Jean Cocteau ;
- Que les travaux dont le coût est estimé à 500 000€ TTC seront réalisés durant l'été 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 03 MAI 2022
Madame la Première Adjointe


Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

03 MAI 2022



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à des travaux de menuiserie
dans les écoles (2ème tranche) - Amélioration du
confort thermique- Demandes d'autorisations
d'urbanisme - Demandes de subventions**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n° VD2020-005 de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux -alinéa 26 -ainsi que celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention -alinéa 25 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, 1^{ère} Adjointe au Maire, dans les domaines de la Ville éducative, de la Réussite scolaire et de l'Administration générale ;

CONSIDERANT :

- qu'afin d'améliorer le confort thermique dans les établissements scolaires, la ville de Montpellier envisage des travaux de menuiseries dans les écoles (2^{ème} tranche) ;
- que ces travaux consistent au remplacement de menuiseries vétustes par des menuiseries étanches à double vitrage ;

Les écoles concernées par ces travaux pour l'année 2022 sont les suivantes :

- École élémentaire BERT Paul /HUGO Victor : 19, rue du Général Riu, Montpellier 34000
- École élémentaire BLOCH Marc : 135, allée des Hauts de Montpellier, Montpellier 34000
- École maternelle BOULANGER Lily : 25, rue Robespierre, Montpellier 34070
- École élémentaire COMBES Emile : 20, rue Edmond Lautard, Montpellier 34070
- École maternelle DEROIN Jeanne : 88, rue Viollet le Duc, Montpellier 34070
- École maternelle DURUY Victor : 220, rue Edmond Lautard, Montpellier 34070
- École maternelle FRANK Anne : 686, avenue du Pont Trinquat, Montpellier 34070
- École élémentaire GARIBARDI Giuseppe : 2, place de Fontjun, Montpellier 34080
- École maternelle NERUDA Pablo : 53, rue de Salamanque, Montpellier 34080

- École maternelle PAPE CARPANTIER Marie : 12, rue des Ecoles, Montpellier 34080
- École élémentaire PERICLES : 528, boulevard d'Antigone, Montpellier 34000
- École maternelle RENAUD Madeleine : 360, avenue de Barcelone, Montpellier 34080
- École élémentaire VOLTAIRE : 157, rue Henri Sellier, Montpellier 34070

- Que ces projets, dont le coût total est estimé à 1 066 667 € HT, nécessitent le dépôt d'autorisations d'urbanisme auprès des services compétents.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de demandes d'autorisations d'urbanisme relatives aux travaux susmentionnés auprès des services compétents.

ARTICLE 2 : De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 MAI 2022**

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **03 MAI 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

03 MAI 2022



**Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la rénovation des toitures de
l'école élémentaire Paul BERT et de l'école
maternelle Pablo PICASSO - Demande
d'autorisation d'urbanisme - Demande de
subvention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n°VD2020-005 de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux -alinéa 26 -ainsi que celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention -alinéa 25 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, 1^{ère} Adjointe au Maire, dans les domaines de la Ville éducative, de la Réussite scolaire et de l'Administration générale ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de sa politique pour lutter contre le changement climatique, afin de réduire les consommations énergétiques et d'améliorer le confort thermique de son patrimoine, la ville de Montpellier a décidé de rénover les toitures avec renforcement de l'isolation des écoles suivantes :
 - École élémentaire Paul BERT: 19, rue du Général Riu, Montpellier 34000, dont le coût est estimé à 185 500 € HT ;
 - École maternelle PICASSO Pablo : 41, avenue Guilhem de Poitiers, Montpellier 34080, dont le coût est estimé à 117 000 € HT ;
- que ces projets nécessitent le dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme et de subvention auprès des services compétents.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de demandes d'autorisations d'urbanisme auprès des services compétents.

ARTICLE 2 : De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la Ville.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 MAI 2022**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **03 MAI 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

03 MAI 2022



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "requête n°2202075-1
TA - Madame ZBAIRI Kadidja

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2202075-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Kadidja ZBAIRI contre l'arrêté de permis de construire modificatif n°PC 034172 18 V0176 M02 délivré le 16 décembre 2021 au profit de la SNC MARIGNAN RESIDENCES concernant des modifications sur le bâtiment T au 42 rue de Craponne ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202075-1 par Madame Kadidja ZBAIRI.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout acte relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 10 MAI 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 10 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "requête n°2202076-1
TA - Association Vigilance Verte Montpellier
Nord et Monsieur Thierry TEULADE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2202076-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par l'Association Vigilance Verte Montpellier Nord et Monsieur Thierry TEULADE contre le permis d'aménager n°PA3417220M0010 délivré à Madame Laurence SALLE pour la réalisation d'un lotissement de 2 lots au 62 rue des Brusses à Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202076-1 par l'Association Vigilance Verte Montpellier Nord et Monsieur Thierry TEULADE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 10 MAI 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 10 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'estimer en justice "requête n°2202141-1
TA- Monsieur Marouan MRARDA

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n° 2202141-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Marouan MRARDA contre le permis de construire délivré le 2 mars 2022 à la SCCV Nouveau SAINT ROCH pour la réalisation d'un collectif de 10 logements et commerce au n° 5 de la rue LEENHARDT ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202141-1 par Monsieur Marouan MRARDA.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 10 MAI 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny BOMBRE-COSTE

Publiée le : 10 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier
Service Architecture**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'installation de nichoirs à
chiroptères et à chouettes effraies
Gymnase Roger Couderc - Mairie de proximité
Tastavin - Maison Pour Tous Albert Camus -
Demandes d'autorisations d'urbanisme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Agnès SAURAT, déléguée au « Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'abattre la quasi-totalité des platanes du parc Tastavin, suite à des cas déclarés de chancre coloré sur ces arbres ;
 - que les services de l'Etat, notamment la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (D.R.A.A.F.) et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (D.R.E.A.L.) imposent de compenser cette perte d'habitat pour la faune vivant dans ces arbres ;
 - qu'une solution pour compenser cette perte d'habitat est l'installation de nichoirs à chiroptères sur les façades du gymnase Roger Couderc, de la mairie de proximité Tastavin, et d'aménager une partie des combles la Maison Pour Tous Albert Camus pour accueillir des chiroptères et des chouettes effraies ;
 - qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la réalisation des travaux qui s'effectueront sur les bâtiments suivants : le gymnase Roger Couderc et Maison Pour Tous Albert Camus et la mairie de proximité Tastavin à Montpellier.
- Coût total estimé de l'opération : 14 100 € TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 mai 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 9 mai 2022

Notifiée le :

9 mai 2022

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2202050-1
TA - Olivia SALES"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant :

- la requête n°2202050-1 déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Olivia SALES contre l'arrêté n° PA 341221M0004 en date du 28 octobre 2021 par lequel le Maire de la commune de Montpellier a délivré un permis d'aménager à la société Angelotti Aménagement en vue de la création de 5 lots à usage d'habitat individuel au 633 rue de l'Aiguelongue ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202050-1 par Madame Olivia SALES.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MAI 2022
 Madame la Première Adjointe

 Fanny DOMBRE COSTE


Publiée le : 10 MAI 2022
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
 Décisions de la Mairie de
 Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2202174
 TA - Ressources Humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2202174-3 TA déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Souhade ROUAG contre la décision de refus implicite de reconnaissance de l'imputabilité au service de la maladie professionnelle à la suite d'un recours gracieux en date du 26 janvier 2022 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

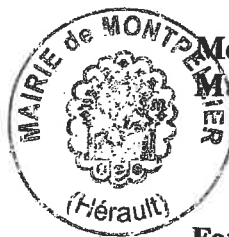
ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202174-3 par Madame Souhade ROUAG.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 10 MAI 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 10 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête 2202047-3 TA- Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant :

- la requête n°2202047-3 TA déposée devant le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Didier GUZMAN contre la décision du 23 février 2022 refusant la reconnaissance d'une maladie professionnelle ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2202047-3 par Monsieur Didier GUZMAN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 10 MAI 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 10 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'autorisation d'occupation du
domaine public par la société France TV Studios**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDERANT :

- que la société France TV Studio a sollicité les services de la Ville de Montpellier afin de développer et produire un feuilleton audiovisuel quotidien intitulé *Un si grand soleil* et tourné principalement sur le territoire de la Ville et de la Métropole de Montpellier ;
- que la Ville a souhaité répondre favorablement à cette sollicitation et a conclu une convention définissant les conventions d'occupation par France TV Studio du domaine public de la commune, pour le tournage des trois premières saisons du feuilleton précité ;
- que la société France TV Studio a informé la Ville de Montpellier de la mise en production d'une quatrième saison du feuilleton et de son souhait subséquent de reconduire ce partenariat par la conclusion d'une nouvelle convention.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec la société France TV Studio, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que cette convention constitue une autorisation de principe à l'occupation ponctuelle par la société France TV Studio de l'ensemble des dépendances du domaine public, bâties et non bâties, appartenant à la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : De dire que cette convention est conclue pour une durée couvrant le temps nécessaire au tournage de la saison 4 du programme, soit jusqu'à la date prévisionnelle du 9 septembre 2022. A l'expiration de ce terme, la présente convention se renouvellera de manière tacite, à échéance annuelle dans la limite de deux reconductions, soit jusqu'au 9 septembre 2024 au plus tard.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer la convention citée dans l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 MAI 2022
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 10 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Politique Alimentaire

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative à la démolition d'un bâtiment 53 avenue du Marché Gare dans le cadre de l'opération de construction d'une cité de l'alimentation - Demandes d'autorisations d'urbanisme

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relative à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux – alinéa 26- ainsi que celle de demander à tout organisme financeur d'attribution de subvention – alinéa 25 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Marie MASSART en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Marie MASSART dans le domaine « la Politique alimentaire et l'Agriculture urbaine » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de la réalisation de la Cité de l'Alimentation, la Ville a prévu en 2022 d'effectuer des travaux de déconstruction d'un bâtiment se trouvant sur le site du futur projet ;
- que pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer auprès des services compétents, un permis de démolir ;
- que le bâtiment à déconstruire est un ancien entrepôt de stockage et d'une zone de bureau et qu'il est constitué de trois corps de bâtiments de type industriel en structure métallique, avec pour celui en limite Ouest des murs de remplissage en briques, les deux autres ayant un bardage métallique ;
- que l'emprise au sol totale de 3600 m² environ ;
- que la future déconstruction comprenant un désamiantage a fait l'objet d'un « Diagnostic Gestion des Déchets Préalable à l'opération de démolition » ;

- que l'objectif est de définir les différents types de déchets générés par l'opération et les conditions de leur élimination, réemploi ou valorisation conformément à la réglementation en vigueur ;
- que cette opération implique le désamiantage et la déconstruction d'un bâtiment de 3 600 m² sis au 53 avenue du Marché Gare
- que ce projet de désamiantage et déconstruction est estimé à 850 000 € HT, nécessite l'obtention d'un permis de démolir concernant le bâtiment existant.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver les travaux de déconstruction concernant le bâtiment susmentionné.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2022, section investissement chapitre 902.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer et déposer auprès des autorités compétentes le permis de démolir nécessaire à la réalisation des dits travaux.


 Montpellier, le 10 MAI 2022
 Madame l'Adjointe au Maire

 Marie MASSART

Publiée le : 10 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire – Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'estimer en justice "requête n°2105811-3 TA- Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant :

- la requête n°2105811-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 3 novembre 2021 par Madame Mélanie LEIRENS contre la décision implicite du 19 septembre 2021 du silence gardé au recours gracieux déposé par Madame LEIRENS, ensemble la décision du 30 juin 2021 relative à une mutation dans l'intérêt du service ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 2105811-3 par Madame LEIRENS Mélanie.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 10 MAI 2022
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 10 MAI 2022

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Chœur Universitaire de Montpellier ' pour le 10
mai 2022.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 10 mai 2022;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15,20€ sera dû par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2021/477 du 16 décembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2022 de la Ville;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 16/05/2022
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès Robin
Agnès ROBIN

Publiée le : 16.05/2012

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire – Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V2D0001AI
"Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de
charge, monte-charges, EPMR et escaliers
mécaniques de l'Hôtel de Ville et des bâtiments de
la Ville" - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de lancer un marché de maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et escaliers mécaniques de l'Hôtel de Ville et des bâtiments de la Ville ;
- qu'un appel d'offres ouvert a été lancé en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes mono attributaire alloti en 2 lots pour une période initiale de 1 an à compter du 31 mai 2022 ou de sa notification si elle est postérieure (renouvelable 3 fois pour une durée maximale de contrat toutes périodes confondues de 4 ans) sans minimum pour l'ensemble des 2 lots et un maximum de 400 000 € annuel pour le lot 1 et 800 000 € annuel pour le lot 2 les montants seront identiques pour chaque période de reconduction ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique au regard du mémoire technique : 60 % ;
 - prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire indiqué à l'acte d'engagement : 40 % ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 12 mai 2022 a :
 - classé les offres et choisi l'entreprise KONE (455 promenade des Anglais 06200 NICE) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 « Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et escaliers mécaniques de l'Hôtel de Ville » ;
 - classé les offres et choisi l'entreprise A2A ALTERNATIVE ASCENSEUR (Jardin des Entreprises 290, route de Saint-Dionisy, 30980 LANGLADE) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 « Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et escaliers mécaniques des bâtiments de la Ville ».

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V2D0001AI de maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et escaliers mécaniques de l'Hôtel de Ville et des bâtiments de la Ville aux entreprises suivantes :

- KONE pour le lot 1 « Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et escaliers mécaniques de l'Hôtel de Ville » sans minimum et un maximum de 400 000 € par an identique pour chaque période de reconduction.
- A2A ALTERNATIVE ASCEUSEUR pour le lot 2 « Maintenance des ascenseurs, ascenseurs de charge, monte-charges, EPMR et escaliers mécaniques des bâtiments de la Ville » sans minimum et un maximum de 800 000 € par an identique pour chaque période de reconduction.

Le marché débute à compter du 31 mai 2022 ou de sa notification si elle est postérieure. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois pour une durée maximale de contrat toutes périodes confondues de 4 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **17 MAI 2022**
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : **17 MAI 2022**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

17 MAI 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES REGLEMENTAIRES DU MAIRE

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	PAGE
VAR2022-0004	Liste des emplacements destinés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif	604
VAR2022-0034	Etat d'urgence sanitaire Covid-19-Réouverture de la halte-garderie la Coupole	610
VAR2022-0035	Etat d'urgence sanitaire covid-19-Réouverture de la halte-garderie les Copains d'Abord	612
VAR2022-0052	Arrêté abrogeant l'arrêté n°VAR2020-0956 fixant les limites de l'exercice de la délégation de Madame Clara GIMENEZ	614
VAR2022-0053	Délégations de signature Cabinet du Maire	616
VAR2022-0054	Suppléance de Madame Mylvia HOUGUET par Monsieur Boris BELLANGER Du 27 avril au 8 mai 2022 inclus	619
VAR2022-0055	Suppléance de Monsieur Sébastien COTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 26 avril au 1er mai 2022 inclus et par Madame Maryse FAYE du 2 au 8 mai 2022 inclus	621
VAR2022-0064	Fermeture des Stades Sabathé, Veyrassi et Béal Honneur du 12 au 14 mars 2022 inclus	623
VAR2022-0066	ZAC du quartier de la Cité créative - Cahier des charges pour la cession du lot 2c à Bouygues/Vestia Immobilier Dispositions particulières- Approbation	625
VAR2022-0067	ZAC du quartier de la Cité créative - Cahier des charges pour la cession du lot 2d à ACM Habitat Dispositions particulières - Approbation	627
VAR2022-0069	Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier	629
VAR2022-0071	Commerce et Artisanat Commission municipale des Halles et Marchés Désignation des membres : modification cet arrêté abroge et remplace l'arrêté N° 2020-0958 du 20 Août 2020	631
VAR2022-0073	Marchés de plein air Dispositions complémentaires	634
VAR2022-0077	ZAC du quartier de la Cité créative - Cahier des charges pour la cession du lot 5c1 à Bacotec - Dispositions particulières - Approbation	636
VAR2022-0078	Délégations de signature Pôle Petite Enfance	638
VAR2022-0079	Suppléance de Monsieur Laurent NISON par Madame Véronique BRUNET du 29 avril au 8 mai 2022 inclus	641
VAR2022-0081	Suppléance de Madame Maryse FAYE par Monsieur Michel ASLANIAN du 25 au 29 avril 2022 inclus	643
VAR2022-0085	Suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 26 avril au 1er mai 2022 inclus	645
VAR2022-0086	Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier	647
VAR2022-0087	Délégations de signature Direction Générale des Services	649
VAR2022-0089	Délégation de signature relative à l'intérim de Monsieur le Directeur Général des Services du 3 au 6 mai 2022 inclus	653
VAR2022-0091	Festival International des Sports Extrêmes (FISE) Ordre Public Du 25 mai au 29 mai 2022	655
VAR2022-0092	Tenue du registre nominatif relatif au Plan canicule Dispositif confié au CCAS de Montpellier	657

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	PAGE
VAR2022-0093	Arrêté portant accord sur la mise en œuvre d'une concertation préalable à la demande du maître d'ouvrage et définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation pour la réalisation du nouveau campus au sein de la zone d'aménagement concerté Cambacères	659
VAR2022-0095	Marché Producteurs et Artisans d'Agropolis déplacement temporaire parking du palais des Sports René Bournol du 16 mai 2022 au 31 octobre 2022	662
VAR2022-0096	Délégations de signature Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP)	664
VAR2022-0097	Promenade Royale du Peyrou : Fermeture exceptionnelle mercredi 18 mai en raison de la célébration des 10 ans du titre de Champion de France de football du M.H.S.C	675
VAR2022-0098	Délégations de signature Département Solidarité et Vivre Ensemble (DSVE)	677
VAR2022-0099	Arrêté de fermeture exceptionnelle du Square Christine Boumeester pour raisons de sécurité	682
VAR2022-0100	Délégation de signature Personnel municipal Direction de l'Urbanisme Appliqué Service Droit des Sols Montpellier Instructeurs de permis et de déclarations	684
VAR2022-0101	Création d'Espace Sans Tabac au sein des Parcs et Jardins Communaux	686
VAR2022-0102	FESTIVAL DES FANFARES Samedi 4 au Dimanche 05 Juin 2022 Ordre Public	689
VAR2022-0103	Square Camille Ernst - Square Charles Flahault - Parc Suzanne Babut Fermeture temporaire exceptionnelle le Samedi 04 juin 2022 à l'occasion de l'évènement "Festival des Fanfares "	691
VAR2022-0104	Suppléance de Monsieur Eddine ARIZTEGUI par Monsieur Stéphane JOUAULT du 31 mai au 7 juin 2022 inclus	693
VAR2022-0105	Service Communal Hygiène et Santé Intérim de Madame Betty ZUMBO par Madame Nathalie GAY du 2 juin au 31 août 2022 inclus	695
VAR2022-0107	Délégations de signature Département Culture et Sports (DCS)	697
VAR2022-0108	Suppléance de Monsieur Michel ASLANIAN par Madame Maryse FAYE du 6 au 12 juin 2022 inclus	706
VAR2022-0109	Délégation d'officier d'état civil concernant Monsieur Jean-Dominique DELAVEAU les 9 et 30 juillet 2022 et le 13 août 2022	709
VAR2022-0110	Promenade Royale du Peyrou - Arrêté de fermeture temporaire exceptionnelle du vendredi 17 juin à 17h00 au dimanche 19 juin 14h00 à l'occasion de l'évènement "la Montpellier Reine	710
VAR2022-0111	Plateau France TV - Esplanade de l'Europe - Ordre Public - Du 21 juin au 22 juin 2022	712
VAR2022-0112	Fermeture exceptionnelle de la Promenade Royale du Peyrou en raison des ' Nuits du Peyrou ' du 27 juin au 09 juillet inclus 2022	714
VAR2022-0113	Fête de la musique 2022 - Fermeture exceptionnelle anticipée de certains parcs et squares	716
VAR2022-0115	Marche des Fiertés Ordre Public Du samedi 25 juin 2022	719
VAR2022-0116	Suppléance de Madame Radia TIKOUK par Monsieur Michel ASLANIAN du 24 juin au 4 juillet 2022 inclus	721

N°AFFAIRE	Titre des Affaires	PAGE
VAR2022-0117	Suppléance de Monsieur Laurent NISON par Madame Véronique BRUNET du 9 au 16 juillet 2022 inclus et par Madame Nicole MARIN-KHOURY du 13 au 28 août 2022 inclus	723
VAR2022-0118	Arrêté de délégation de signature Personnel Municipal Direction des Relations aux Publics Service État-Civil	725
VAR2022-0119	Suppléance de Madame Maryse FAYE par Monsieur Michel ASLANIAN du 15 juillet au 5 août 2022 inclus	727
VAR2022-0120	Suppléance de Monsieur Boris BELLANGER par Madame Véronique BRUNET du 22 au 28 août 2022 inclus	729
VAR2022-0121	Suppléance de Monsieur Sébastien COTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 1er au 6 août 2022 inclus et par Madame Maryse FAYE du 8 au 19 août 2022 inclus	731
VAR2022-0122	Suppléance de Madame Fanny DOMBRE-COSTE par Monsieur Michel ASLANIAN du 11 au 31 juillet 2022 inclus	733
VAR2022-0123	Suppléance de Monsieur Stéphane JOUAULT par Monsieur Mustapha LAOUKIRI du 15 au 31 juillet 2022 inclus	735
VAR2022-0124	Suppléance de Monsieur Manu REYNAUD par Monsieur Mustapha LAOUKIRI du 22 au 31 juillet 2022 inclus	737
VAR2022-0125	Suppléance de Madame Agnès SAURAT par Monsieur Hervé MARTIN du 13 au 31 juillet 2022 inclus	739
VAR2022-0126	Modification temporaire des horaires d'accès au public -Square Charles Flahault pour travaux crèche Pinocchio	741
VAR2022-0127	Suppléance de Monsieur Michel ASLANIAN par Madame Maryse FAYE du 8 au 21 août 2022 inclus	743
VAR2022-0128	Suppléance de Madame Marie MASSART par Monsieur Mustapha LAOUKIRI du 22 au 31 juillet 2022 inclus et par Monsieur Stéphane JOUAULT du 15 au 20 août 2022 inclus	746
VAR2022-0129	Festival Agropol'Eat - Fermeture exceptionnelle de l'accès au parking de Lavalette du vendredi 01/07/22 à 14h au lundi 04/07/22 à 12h00	748
VAR2022-0130	Suppléance de Madame Mylvia HOUGUET par Madame Fanny DOMBRE-COSTE du 1er au 28 août 2022 inclus	750
VAR2022-0131	Suppléance de Madame Agnès ROBIN par Monsieur Boris BELLANGER du 15 au 29 juillet 2022 inclus et par Madame Fanny DOMBRE-COSTE du 1er au 28 août 2022 inclus	753
VAR2022-0132	Arrêté Municipal de restriction des usages et activités du Lez et de ses berges Année 2022	754



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Publicité et Mobilier sur le Domaine Public

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Liste des emplacements destinés à l'affichage
d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux
activités des associations sans but lucratif**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Laurent NISON, 22^{ème} Adjoint au Maire, délégué aux grands travaux, embellissement de la ville et du cadre vie et coordination des travaux ;
- VU l'article L581-13 du code de l'environnement ;
- VU les articles R581-2 à R581-5 du code de l'environnement relatifs à l'affichage d'opinion ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2021-103 en date du 29 mars 2021 approuvant le Règlement Local de Publicité Intercommunal ;

Considérant qu'il appartient au Maire de déterminer par arrêté et de faire aménager sur le domaine public ou en surplomb de celui-ci ou sur le domaine privé communal, un ou plusieurs emplacements destinés à l'affichage d'opinion ainsi qu'à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif.

Considérant qu'il appartient au Maire d'assurer la liberté d'opinion et de répondre aux besoins des associations en fonction du nombre d'habitants et de la superficie de la commune et que l'implantation de ces panneaux doit être portée à la connaissance de la population.

Considérant que la surface minimale d'affichage que la commune de Montpellier doit, en vertu des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.581-13, réserver à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif est la suivante: 12 mètres carrés plus 5 mètres carrés par tranche de 10 000 habitants au-delà de 10 000 habitants.

Considérant qu'à ce titre il est nécessaire d'avoir au moins 152 m² d'affichage d'opinion répartis sur la Commune.

Considérant que pour répondre aux besoins importants de communication ainsi que pour s'assurer de la bonne répartition géographique des mobiliers, il convient d'aller largement au-delà des minimums réglementaires. Ce seront donc 126 panneaux qui seront répartis sur la commune représentant une surface de plus de 450 m².

Arrête

Article 1 : L'affichage d'opinion, d'expression libre et à destination des associations sont autorisés sur les panneaux réservés exclusivement à cet effet et installés aux emplacements suivants :

panneau n°	adresse	voie	observations	Côtes
		Rue de la Vielle Poste	Face Esplanade G. Michel	262 X 150
		avenue R. Dugrand	sous le pont A9	262 X 150
		avenue R. Dugrand	sous le pont A9	262 X 150
		Rue G. Onslow	Angle avenue E. MEHUL	262 X 150
		Avenue R. Dugrand	sous le pont A9	262 X 150
		Avenue R. Dugrand	sous le pont A9	262 X 150
		Rue de Château Bon	Entrée du parc Fontcolombe	262 X 150
		Rue des Grèzes	Arrêt bus La Martelle	262 X 150
		Rue de l'Aiguelongue	Angle rue A-L Jussieu	262 X 150
		Avenue des Apothicaires	Arrêt de bus ANTENNES	262 X 150
1		Place Valmy	Sous Resto U Richter	240 X160
2		Rue de Vendémiaire	passage vers la Place de la Révolution Française	120 X 160
3		Rue de Vendémiaire	passage vers la Place de la Révolution Française	120 X 160
4		Avenue Albert Einstein	Sous le pont de l'avenue P.M. France	240 X160
5		Avenue Albert Einstein	Face au N°42	240 X160
6		Avenue de la Pompignane	Sous le Pont de l'avenue P.M. France	120 X 160
7	826	Rue de Pinville	Face au N°887	240 X160
8	85	Avenue Alphonse Juin	Groupe Scolaire le Lez	240 X160
9		Avenue Saint Andre de Novigens	Mur du Parc Rimbaud	240 X160
10	52	Avenue Saint Maurice de Sauret	Sur RP Face au N°1379	240 X160
11	49	Boulevard Ernest Renan		240 X160
12	20	Boulevard Mounie		240 X160
13	20	Boulevard des Sports		240 X160
14	202	Rue de la Croix du Sud	Ecole Jean Mermoz	240 X160
15		Avenue de la Pompignane	Sous le Pont de l'avenue P.M. France	240 X160
16		Avenue de la Pompignane	Sous le Pont de l'avenue P.M. France	240 X160
17		Avenue de la Pompignane	Sous le Pont de l'avenue P.M. France	240 X160
18		Avenue de la Pompignane	Sous le Pont de l'avenue P.M. France	240 X160
19		Avenue de la Pompignane	Sous le Pont de l'avenue P.M.	240 X160

			France	
20		Avenue de la Pompignane	Sous le Pont de l'avenue P.M. France	240 X160
21	460	Avenue du Pont Trinquat	Sous le Pont avenue A Dubout	240 X160
22	465	Avenue du Pont Trinquat	Sous le Pont avenue A Dubout	240 X160
23		Avenue de Palavas	Sous le Pont avenue A Dubout	240 X160
24		Avenue de Palavas	Sous le Pont avenue A Dubout	240 X160
25		Avenue du Docteur J.Fourcade	Parc de la Rauze	240 X160
26		Rue du mas saint Pierre	Angle Rue Nelson Mandela	262 X 150
27	21	Rue Jean Vachet		240 X160
28		Rue Jean Vachet	Face rue de Grau	240 X160
29	980	Avenue du Marechal Leclerc	Impasse	240 X160
30		Rue des Razeteurs	Maison pour tous	240 X160
31	21	Rue de la Lavande	Imp. des Marmousets	240 X160
32	712	Avenue de Maurin		240 X160
33	712	Avenue de Maurin		240 X160
34	712	Avenue de Maurin		240 X160
35	810	Avenue de Maurin		240 X160
36		Rue Marie-Jeanne Langlois	sous le pont de l'Avenue de la Liberté	240 X160
37		Avenue Villeneuve d'Angoulême	sous le pont de l'Avenue de la Liberté	240 X160
38		Avenue Villeneuve d'Angoulême	sous le pont de l'Avenue de la Liberté	240 X160
39	18	Rue Saint Cléophas	Stade Sabathé	240 X160
40		Avenue Villeneuve d'Angoulême	Angle rue Prof.H.Roseau	240 X160
41	1 479	Avenue de Maurin	Piscine Tounesol	240 X160
42	3	Place Fontjun		240 X160
43		Rue de la Madeleine	Station TRAM Les SABINES	262 X 150
44	268	Rue de Font Couverte	Face au N°268	240 X160
45		Rue de Font Couverte	Face au N°581	240 X160
46	30	Route de Lavérune	Face au N°30	240 X160
47	40	Route de Lavérune		240 X160
48	25	Route de Lavérune		240 X160
49		Avenue de Vanières	Angle Rue du Pas du Loup	240 X160
50		Avenue de la Colline	L.P. Jules Ferry (La Colline)	240 X160
51		Rue de la Métairie de l'Oiseau	Face au N°29	240 X160
52	1 226	Rue de la Croix de Figuerolles		240 X160
53	88	Rue Viollet-le-Duc	Ecole la Martelle	240 X160
54	123	Rue des Bouissettes		240 X160
55		Rue du Pont de Lavérune	sous le pont de l'avenue de la Recambale	240 X160

56		Rue du Pont de Lavérune	sous le pont de l'avenue de la Recambale	240 X160
57		Rue du Pont de Lavérune	sous le pont de l'avenue de la Recambale	240 X160
58		Rue du Pont de Lavérune	sous le pont de l'avenue de la Recambale	240 X160
59		Rue de la Croix	Face au N°65	240 X160
60	2 300	Avenue des Moulins		240 X160
61	2 300	Avenue des Moulins		240 X160
62	969	Avenue du Prof. Louis Ravaz	Face au N°980	240 X160
63	527	Rue Paul Rimbaud	Angle Imp du Reseda	240 X160
64		Avenue Henri Mares	Angle Ave d'Assas	240 X160
65		Voie Domitienne	Angle Ave Ch Flahault	240 X160
66		Rue de la Jalade	Face au N°73	240 X160
67		Ave Emile Bertin Sans angle ave du docteur Pezet		262 X 150
68		Place Brigade Légère du Languedoc		240 X160
68		Place Brigade Légère du Languedoc		240 X160
69		Avenue Justice Castelnau	Angle rue des Tourterelles	240 X160
70	431	Avenue de Louisville		240 X160
71		Avenue de Barcelone	Angle rue de Salerne	240 X160
72	70	Rue de Lausanne		240 X160
73		Avenue Raimbaud d'Orange	Angle rue Bigot	240 X160
74	167	Rue Pierre Cardenal		240 X160
75	400	Rue Pierre Cardenal		240 X160
76	25	Avenue Guilhem de Poitiers		240 X160
77		Rue des Baleares		240 X160
78		Rue Aglaé Adanson	Angle avenue de Fes	262 X 150
79		Rue de la Galéra face au n°511	Angle rue de la Croix de Lavit	262 X 150
80	99	Avenue d'Occitanie	IUT	240 X160
81	99	Avenue d'Occitanie	IUT	240 X160
82		Rue des Brusses	Face au N°453	240 X160
83		Rue des Quatre Vents	Groupe scolaire Dr Calmette	240 X160
84		Place Jean Baumel	Plan 4 Seigneurs	120 X 160
85		Place Jean Baumel	Plan 4 Seigneurs	120 X 160
86	543	Avenue Abbe Paul Parguel	Petit PAL	120 X 160
87	39	Avenue Abbe Paul Parguel		240 X160
88	1 206	Rue du Prof. Joseph Anglada		120 X 160
89	91	Rue Adrien Proby		240 X160
90		Place Eugene Bataillon	Trottoir Restau Univer	240 X160
91	50	Rue Ali Ben Chekhal		240 X160
92	1 000	Avenue du Val de Montferrand	Demeter	240 X160
93	1 133	Rue Pioch de Boutonnet	Angle rue Montasinos	240 X160
94	675	Rue de Montasinos		240 X160

95		Rue Michelet	Sous Pont av H Frenay	240 X160
96	40	Allée Nouveau Monde		240 X160
97		Rue du Bastion de Ventadour	sortie sous centre commercial	240 X160
99	7	Rue des Aiguerelles	Ecole Victor Hugo	240 X160
100	19	Rue General Riu		240 X160
101	47	Rue de la Méditerranée		240 X160
102		Rue de Tarragone	Façade Ecole	240 X160
103		Rue Vien	Petit Pal	120 X 160
104		Rue Lallemand	Angle rue Abbé M. Montels	120 X 160
105	4	Rue de l'Ecole Mage	Petit Pal	120 X 160
106		Rue Auguste Broussonnet	Face au N°300	240 X160
107		Rue Auguste Broussonnet	Face au N°300	240 X160
108		Avenue Buisson Bertrand	Face au N°46	240 X160
109	8	Rue de l'Ecole Normale		240 X160
110	5	Rue Louis Roumieux	Ecole face au N°6	240 X160
111	60	Avenue d'Assas	Ecole	240 X160
112	68	Rue du Faubourg Figuerolles		240 X160
113	57	Rue du Faubourg Figuerolles		240 X160
114		Rue du Prof. Léon Vallois	Sous le Pont SNCF	240 X160
115		Rue du Prof. Léon Vallois	Sous le Pont SNCF	240 X160
116		Rue du Prof. Léon Vallois	Sous le Pont SNCF	240 X160

Article 2 : L'affichage est libre et gratuit sur l'ensemble des panneaux portant la mention « affichage libre ».

Article 3 : L'affichage devra respecter les règles de bonnes mœurs et ne devra pas porter atteinte à l'ordre public.

Article 4 : La liste des panneaux ainsi que leurs localisations seront mis à disposition du public sur le site internet de la Ville de Montpellier à l'adresse suivante <https://www.montpellier.fr/4269-panneaux-d-expression-libre-a-montpellier.htm> ainsi que sur le site Open Data mutualisé de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <https://data.montpellier3m.fr/dataset/affichage-libre-de-montpellier>

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de son affichage et/ou de sa publication

Article 6 : M. le Directeur Général des Services et M. le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 avr. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Laurent NISON

Publié le : 20 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-180396A-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 avr. 2022 - Réception en Préfecture : 20 avr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Etat d'urgence sanitaire Covid-19-Réouverture de la halte-garderie la Coupole

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- VU l'arrêté municipal n°VAR2022-0021 portant fermeture de la halte-garderie la Coupole les 25 et 26 janvier 2022 ;
- VU le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- Que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 sont réunies en raison de l'effectif du personnel à nouveaux suffisant.

ARRETE

Article 1 : La halte-garderie la Coupole est ouverte à compter du jeudi 27 janvier 2022.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté:

**Montpellier, le 7 avr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire**

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 7 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182329-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 7 avr. 2022 - Réception en Préfecture : 7 avr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Etat d'urgence sanitaire covid-19-Réouverture de
la halte-garderie les Copains d'Abord**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret N°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- VU l'arrêté municipal n°VAR2022-0025 portant fermeture de la halte-garderie municipale les Copains d'Abord les 27 et 28 janvier 2022 ;
- VU le décret 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et ses actualisations successives ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe déléguée à la Petite enfance et à la Place de l'enfant dans la Ville ;

CONSIDERANT

- Que les conditions d'encadrement des jeunes enfants requises par le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 susvisé sont réunies en raison de l'effectif du personnel à nouveau suffisant.

ARRETE

Article 1 : La halte-garderie les Copains d'Abord est ouverte à compter du lundi 31 janvier 2022.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, sous ma surveillance et ma responsabilité, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 7 avr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 7 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-182332-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 7 avr. 2022 - Réception en Préfecture : 7 avr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté abrogeant l'arrêté n°VAR2020-0956 fixant
les limites de l'exercice de la délégation de
Madame Clara GIMENEZ**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 ;
- VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 5 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à Madame Clara GIMENEZ dans le domaine de la Vie étudiante auprès de Madame Véronique BRUNET ;
- VU l'arrêté n°VAR2020-0956, en date du 15 septembre 2020, fixant les limites de l'exercice de la délégation de Madame Clara GIMENEZ, Conseillère déléguée à la Vie étudiante ;
- VU la nouvelle déclaration d'intérêts de Madame Clara GIMENEZ adressée à Monsieur le Maire en date du 7 mars 2022 ;

Considérant :

- Que constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;
- Que Madame Clara GIMENEZ a informé Monsieur le Maire que sa situation personnelle vis-à-vis de l'Université Paul Valéry Montpellier 3 a évolué, et qu'elle n'est ainsi aujourd'hui plus susceptible d'être ou de paraître en situation de conflit d'intérêts dans les relations qu'elle pourra avoir dans l'exercice de ses fonctions avec cette structure ;

- Que l'arrêté n°VAR2020-0956 venant limiter l'exercice de la délégation de Madame Clara GIMENEZ dès lors que celle-ci serait susceptible de l'amener à traiter de relations de quelque type que ce soit entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 n'a plus d'objet et doit donc être abrogé ;

ARRÊTE

Article 1 : L'arrêté n°VAR2020-0956, en date du 15 septembre 2022, fixant les limites de l'exercice de la délégation de Madame Clara GIMENEZ, Conseillère déléguée à la Vie étudiante est abrogé.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 mai 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 3 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-183398-AR-1-1

Acte certifié exécutoire – Envoi Préfecture : 3 mai 2022 – Réception en Préfecture : 3 mai 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

Délégations de signature Cabinet du Maire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département du Cabinet du Maire est composé des directions et services suivants :

- Direction de la Communication ;
- Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel ;
- Service des Relations Presse et Médias.

Monsieur Grégory BOZONNET, directeur de Cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services relevant du département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes, ordres de mission des conseillers municipaux...) de l'ensemble des directions et services relevant de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory BOZONNET, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Clémentine PAPA, directrice adjointe de Cabinet.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Grégory BOZONNET et de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

ARTICLE 1-1 : Monsieur Benoît ROOS, directeur de la Communication, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de l'ensemble des services relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ROOS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Grégory BOZONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoît ROOS et de Monsieur Grégory BOZONNET, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benoît ROOS, de Monsieur Grégory BOZONNET et de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

ARTICLE 1-2 : Monsieur Yannick GOUDY, directeur des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de l'ensemble des services relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick GOUDY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Grégory BOZONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yannick GOUDY et de Monsieur Grégory BOZONNET, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yannick GOUDY, de Monsieur Grégory BOZONNET et de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, chef de Cabinet.

ARTICLE 2 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 avr. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 6 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-183404-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 6 avr. 2022 - Réception en Préfecture : 6 avr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Madame Mylvia HOUGUET
par Monsieur Boris BELLANGER
du 27 avril au 8 mai 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe déléguée au Quartier Hôpitaux-Facultés, aux Maisons pour Tous et à la Vie associative, du 27 avril au 8 mai 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 27 avril au 8 mai 2022 inclus :

- au Quartier Hôpitaux-Facultés ;
- aux Maisons pour Tous et à la Vie associative comprenant les domaines suivants :
 - Soutien et vitalité du tissu associatif ;
 - Coordination du réseau des Maisons pour Tous.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Boris BELLANGER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 avr. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 11 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-183406-AR-1-1

Acte certifié exécutoire – Envoi Préfecture : 11 avr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 avr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Sébastien COTE
par Monsieur Michel ASLANIAN
du 26 avril au 1er mai 2022 inclus
et par Madame Maryse FAYE
du 2 au 8 mai 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la Protection de la population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires, du 26 avril au 8 mai 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction :

- à la Protection de la population, à la Tranquillité publique, comprenant les domaines suivants :
 - Police municipale ;
 - Conseil Local de Sécurité de Prévention de la Délinquance (CLSPD) ;
 - Médiation sociale ;
 - Contrôle du stationnement de surface ;
 - Vidéo-protection et vidéo-verbalisation ;
 - Hygiène et sécurité sanitaire (prévention sanitaire et contrôle des conditions d'hygiène et de santé, campagnes liées à un risque de santé publique, vaccinations, liens institutionnels avec l'Association Réseau des Villes Santé (ARS) pour les compétences relevant de la sécurité sanitaire...) ;
 - Plan anti-drogue ;
 - Lutte contre la vente à la sauvette ;
 - Lutte contre le bruit ;
 - Lutte contre l'habitat indigne ;
 - Environnement (suivi des ICPE, pollutions du milieu (eau, air, sol...)) ;
 - Sécurité civile (comprenant le Plan Communal de Sauvegarde).
- aux Affaires militaires, mémoire et commémorations.

Est attribuée à :

- Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, du 26 avril au 1^{er} mai 2022 inclus ;
- Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, officier d'état civil, du 2 au 8 mai 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Maryse FAYE et Monsieur Michel ASLANIAN reçoivent respectivement :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 26 avr. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 26 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-183409-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 26 avr. 2022 - Réception en Préfecture : 26 avr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Fermeture des Stades Sabathé, Veyrassi et Béal
Honneur
du 12 au 14 mars 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2212-2, concernant les pouvoirs de police du Maire ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Hervé MARTIN Adjoint au Maire délégué à la Ville Sportive ;

CONSIDÉRANT :

- les événements exceptionnels d'un épisode méditerranéen sur le territoire communal depuis le samedi 13 mars 2022 sur le territoire communal ;
- qu'il est nécessaire de prendre provisoirement les mesures pour protéger le patrimoine communal.

ARRETE

ARTICLE 1 : Les terrains de rugby Sabathé et Veyrassi ne seront pas utilisables du samedi 12 mars au lundi 14 mars 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est envoyé aux clubs suivants :

- Montpellier Rugby Club ;
- Montpellier XIII ;
- Stade Montpelliérain ;
- Los Valents ;
- Saint Martin

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Commissaire Central de Police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté.

Montpellier, le 9 mai 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Hervé MARTIN

Publié le : 9 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-186148A-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 9 mai 2022 -Réception en Préfecture : 9 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**ZAC du quartier de la Cité créative -
Cahier des charges pour la cession du lot 2c
à Bouygues/Vestia Immobilier
Dispositions particulières-
Approbation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **Vu** le code de l'urbanisme et notamment son article L. 311-6,
- **Vu** la délibération du conseil municipal du 26 janvier 2017 approuvant le dossier de création de la ZAC EAI,
- **Vu** la délibération du conseil municipal du 28 juin 2018 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC EAI,
- **Vu** l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE,
- **Vu** l'arrêté n° VA/2017/4177 approuvant les dispositions générales du cahier des charges de cession ou de locations de terrains de la ZAC EAI,
- **Vu** la délibération du conseil municipal du 21 septembre 2021 approuvant la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC de la Cité créative.

ARRETE

ARTICLE 1

Est approuvé le cahier des charges de cession de terrain particulier portant sur la construction sur le lot 2c, cadastré section n° HY 596a et 554b d'une superficie de 4 013 m², d'un ensemble immobilier d'une surface de plancher maximale constructible de 8 500 m² comprenant environ 115 logements collectifs libres et abordables répartis sur trois bâtiments et du stationnement sous-sol par le groupement Bouygues/Vestia

Immobilier.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 4 avr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire**

Signé.

Maryse FAYE

Publié le : 6 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-186216-CC-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 6 avr. 2022 - Réception en Préfecture : 6 avr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- EAI Lot 2c CCPCT.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**ZAC du quartier de la Cité créative -
Cahier des charges pour la cession du lot 2d
à ACM Habitat
Dispositions particulières
- Approbation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,**
- **Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L. 311-6,**
- **Vu la délibération du conseil municipal du 26 janvier 2017 approuvant le dossier de création de la ZAC EAI,**
- **Vu la délibération du conseil municipal du 28 juin 2018 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC EAI,**
- **Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE,**
- **Vu l'arrêté n° VA/2017/4177 approuvant les dispositions générales du cahier des charges de cession ou de locations de terrains de la ZAC EAI,**
- **Vu la délibération du conseil municipal du 21 septembre 2021 approuvant la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC de la Cité créative.**

ARRETE

ARTICLE 1

Est approuvé le cahier des charges de cession de terrain particulier portant sur la construction sur le lot 2d, cadastré section n° HY 554a d'une superficie de 1 166 m², d'un ensemble immobilier d'une surface de plancher maximale constructible de 3 500 m² comprenant environ 50 logements collectifs sociaux et du stationnement sous-sol par ACM Habitat.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 4 avr. 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Maryse FAYE

Publié le : 6 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-186220-CC-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 6 avr. 2022 - Réception en Préfecture : 6 avr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- EAI Lot 2d CCPCT.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile**

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des collectivités territoriale et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité du Maire le 4 juillet 2020
- VU le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;

CONSIDERANT :

- les circonstances revêtant un caractère exceptionnel de l'événement : Météo France a placé le département en vigilance orange pluie-inondation en date du 11 mars 2022 à 16h00 et vigilance orange vent violent en date du 13 mars 2022 à 6h00. Le cumul des pluies est estimé à 50-70 mm sur la durée de l'épisode (10 à 15 minutes) avec des intensités potentiellement fortes, accompagné d'un vent violent moyen de 40 km/h pouvant atteindre des rafales de l'ordre de 90-100 km/h. Ce front peut provoquer des ruissellements et débordements en points bas. Les fortes rafales de vent comprises entre 90 et 100km/h peuvent engendrer de nombreuses chutes d'arbre/branche.
- l'urgence de la situation ;
- l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour, le dimanche 13 mars 2022 à 14h00.

ARTICLE 2 : L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 27 avr. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 28 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-186446-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 28 avr. 2022 - Réception en Préfecture : 28 avr. 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Commerce et Artisanat
Commission municipale des Halles et Marchés
désignation des membres : modification
cet arrêté abroge et remplace l'arrêté N° 2020-
0958 du 20 Août 2020**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- VU l'arrêté municipal du 30 janvier 2017 N°2017/0310/T/R portant sur la « *Règlementation Générale des Marchés* » ;
- VU la délibération N° V2020-076 du 30 juillet 2020 portant désignation des élus municipaux appelés à siéger à la Commission Municipale des Halles et Marchés ;
- VU l'arrêté N° VAR 2020-0958 du 20 Aout 2020 portant désignation des membres de la Commission municipale des Halles et Marchés ;
- **Considérant** le courrier en date du 16 mars 2022 transmis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault qui modifie les membres qui sont appelés à siéger.

Arrête :

Article 1 : La composition de la Commission Municipale des Halles et des Marchés est désormais fixée comme suit :

Président :

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier

En cas d'empêchement Monsieur le Maire est remplacé par Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, adjoint au Maire, délégué aux Halles et Marchés.

Les élus du Conseil Municipal de Montpellier :

Membres titulaires :

Monsieur Roger Yanick CHARTIER, Adjoint au Maire
Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire
Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire
Madame Nicole MARIN KHOURY, Adjointe au Maire
Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire
Madame Caroline DUFOIX, Conseillère municipale

Membres suppléants :

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire
Madame Hind EMAD, Conseillère Municipale
Madame Clara GIMENEZ, Conseillère Municipale
Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire
Madame Catherine RIBOT, Conseillère Municipale
Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire

Les Représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier :

-Monsieur Matthieu SARRAIL, Représentant titulaire
-Monsieur David DOTELE, représentant suppléant

Le Président du Syndicat des Halles et Marchés ou son représentant :

Monsieur Jean Pierre TOUCHAT, Président du Syndicat des Commerçants des Halles et Marchés de Montpellier et sa région.
Monsieur Didier ROUAUD, membre suppléant

Le collège des Représentants des Commerçants des Halles

- Halles 4 Saisons : Monsieur Stéphane GAYRAUD, titulaire
- Halles 4 Saisons : Monsieur Francis DELAIR, suppléant
- Halles Jacques Cœur : Monsieur David DOTELE, titulaire
- Halles Castellane : Monsieur Stéphane PECQUEUR, titulaire
- Halles Castellane : Monsieur Matthieu SARRAIL, suppléant
- Halles Laissac : Monsieur Hervé LANDA, titulaire
- Halles Laissac : Monsieur Dylan ALBARRAN, suppléant

Le collège des Représentants des Commerçants des Marchés de plein air :

- Marché Plan Cabanes : Monsieur Thierry ALMES, titulaire
- Marché Comédie : Monsieur Didier ROUAUD, titulaire
- Marché TASTAVIN : Monsieur Jean Pierre MEIGNAL, titulaire
- Marché des Arceaux : Monsieur Benjamin JOURDAN, titulaire
- Marché des Arceaux : Monsieur Jérémie BOUBY, suppléant

Article 2 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté N° VAR2020-0958 du 20 Août 2020.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 1 avr. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 4 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-186841-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 4 avr. 2022 -Réception en Préfecture : 4 avr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

Marchés de plein air Dispositions complémentaires

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint délégué dans le domaine des « Commerces de proximité, artisanat, tourisme » ;
- VU l'arrêté municipal n°VAR2021-0109 portant règlement général des marchés ;
- **CONSIDERANT** l'ensemble des mesures gouvernementales et préfectorales visant à éviter la propagation du virus Covid 19 ;
- **CONSIDERANT** les besoins de la population ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°VAR2020-1021.

ARTICLE 2 : Les dispositions sanitaires gouvernementales et préfectorales s'appliquent sur l'ensemble des marchés municipaux.

ARTICLE 3 : Concernant le tirage au sort, le nombre maximum de commerçants autorisés à débiter sur le marché Mosson est de 50 le mardi et de 60 le vendredi.
Pour les autres marchés de plein air, les quotas fixés sur les arrêtés spécifiques à chaque marché s'appliquent.

ARTICLE 4 : Le marché Paysan du dimanche se tiendra sur la place du nombre d'or jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 5 : Durant la tenue du marché, un placier ou toute personne que le Maire aura dûment habilitée à cette fin, sera présent afin de s'assurer du respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières » définies au niveau national.

ARTICLE 6 : En cas de non-respect des règles sanitaires en vigueur, le commerçant pourra se voir imputer des frais de gestion et de contrôle des infractions constatées sur la base d'un rapport des agents municipaux, dont le montant est fixé chaque année par le Conseil Municipal (délibération des tarifs).

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 avr. 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 29 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-187043-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 29 avr. 2022 - Réception en Préfecture : 29 avr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**ZAC du quartier de la Cité créative - Cahier des
charges pour la cession du lot 5c1 à Bacotec -
Dispositions particulières - Approbation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de l'urbanisme et notamment son article L. 311-6 ;
- VU la délibération du conseil municipal du 26 janvier 2017 approuvant le dossier de création de la ZAC EAI ;
- VU la délibération du conseil municipal du 28 juin 2018 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC EAI ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE dans les domaines de l'urbanisme durable, et maîtrise foncière ;
- VU l'arrêté n°VA/2017/4177 approuvant les dispositions générales du cahier des charges de cession ou de locations de terrains de la ZAC EAI ;
- VU la délibération du conseil municipal du 21 septembre 2021 approuvant la nouvelle dénomination de la ZAC EAI en ZAC de la Cité créative.

ARRETE

ARTICLE 1 : Est approuvé le cahier des charges de cession de terrain particulier portant sur la construction sur le lot 5c1, cadastré section n°HY 569a d'une superficie de 831 m², d'un programme immobilier d'une surface de plancher maximale constructible de 1785 m² par Bacotec.

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 2 mai 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Maryse FAYE

Publié le : 3 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-187558-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 mai 2022 -Réception en Préfecture : 3 mai 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- EAI Lot 5c1 CCPCT.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Délégations de signature Pôle Petite Enfance

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du pôle approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Pôle Petite Enfance est composé des services suivants :

- Coordination territoriale
- Politique petite enfance et Prospective
- Ressources

Monsieur Jean-François RIOUFOL, directeur du Pôle Petite Enfance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François RIOUFOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER, Directrice générale déléguée Qualité des Services à la Population.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-François RIOUFOL, directeur du Pôle Petite Enfance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service Coordination territoriale placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François RIOUFOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER, Directrice générale déléguée Qualité des Services à la Population.

ARTICLE 3 : Monsieur Christian MILESI, responsable du service Politique petite enfance et Prospective, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian MILESI, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-François RIOUFOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christian MILESI et de Monsieur Jean-François RIOUFOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 4 : Monsieur David DEPREZ, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David DEPREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-François RIOUFOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David DEPREZ et de Monsieur Jean-François RIOUFOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne.

Montpellier, le 11 avr. 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 11 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-187650-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 avr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 avr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Suppléance de Monsieur Laurent NISON
par Madame Véronique BRUNET
du 29 avril au 8 mai 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Laurent NISON, Adjoint délégué aux Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie et coordination des travaux, du 29 avril au 8 mai 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction du 29 avril au 8 mai 2022 inclus :

- aux Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie et coordination des travaux, comprenant les domaines suivants :
 - Projets structurants et coordination des travaux sur le territoire ;
 - Qualité du cadre de vie ;
 - Propreté de la Ville.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Véronique BRUNET reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 avr. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 11 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-187812-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 avr. 2022 -Réception en Préfecture : 11 avr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Madame Maryse FAYE
par Monsieur Michel ASLANIAN
du 25 au 29 avril 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L.2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière, du 25 au 29 avril 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 25 au 29 avril 2022 inclus :

- à l'Urbanisme durable et la Maîtrise foncière, comprenant les domaines suivants :
 - Urbanisme et aménagement durable, notamment la planification communale, les actes relatifs et le suivi de toutes les procédures relatives aux opérations d'aménagement et notamment aux études préalables correspondantes et aux zones d'aménagement concerté (ZAC) ;
 - Urbanisme opérationnel, notamment l'instruction, délivrance et contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables, procès-verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux et tout document de même type), y compris lorsque l'autorisation au titre du Code de l'urbanisme vaut autorisation au titre d'une autre réglementation (notamment pour les ERP, IGH, ICPE ou monuments/sites protégés, en application du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'environnement, du Code du patrimoine) ;
 - Changement d'usage, notamment l'instruction, la délivrance et le contrôle des demandes de changements d'usage en application des articles L. 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;

- Politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le Code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, totalité des actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du Code de l'urbanisme ;
- Conventions et titres constitutifs de droits réels que la Commune soit preneur ou donneur à bail ;
- Rénovation urbaine (PRU 1) ;
- Logement : droit au logement et service municipal de la caution, Observatoire du logement précaire, hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO et dispositif Clé Montpellier Logement ;
- Réseaux et télécommunications.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12 avr. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 12 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-188111-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 12 avr. 2022 -Réception en Préfecture : 12 avr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Suppléance de
Madame Fanny DOMBRE-COSTE
par Monsieur Michel ASLANIAN
du 26 avril au 1er mai 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale, du 26 avril au 1^{er} mai 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 26 avril au 1^{er} mai 2022 inclus :

- à la Ville éducative et à la Réussite scolaire, comprenant les domaines suivants :
 - Elaboration et mise en place des politiques éducatives et partenariales ;
 - Actions éducatives péri- et extra-scolaires, ALSH ;
 - Relations avec la communauté éducative ;
 - Prospectives et évolution de la carte scolaire, mixité scolaire ;
 - Mise en place du soutien scolaire et vacances apprenantes ;
 - Gestion du patrimoine scolaire ;
- à l'Administration générale, comprenant les domaines suivants :
 - Affaires générales, assemblées, ressources des élus et courrier ;
 - Affaires juridiques, contentieux, assurances.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 26 avr. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 26 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-189610-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 26 avr. 2022 - Réception en Préfecture : 26 avr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des collectivités territoriale et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-4, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité du Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;
- **CONSIDERANT** les circonstances revêtant un caractère exceptionnel de l'événement : Météo France a placé le département en vigilance jaune orages localisés et submersion marine, avec des rafales de vent pouvant atteindre les 80 km/h sur la journée du 23/04/2022, et prenant en compte des sols détrempés pouvant aggraver le déracinement des arbres ;
- **CONSIDERANT** l'urgence de la situation ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

ARRÊTE

Article 1 :

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour, le samedi 23/04/2022 à 14h00.

Article 2 :

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;

Article 3 :

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 mai 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 6 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-189815-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 6 mai 2022 -Réception en Préfecture : 6 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Délégations de signature Direction Générale des Services

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les arrêtés relatifs aux délégations de signature consenties à l'administration ;
- **CONSIDERANT** la période transitoire relative à la mise en place de la nouvelle organisation administrative de la collectivité ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Direction Générale des Services est composée de tous les départements, pôles, missions, directions et services de la Ville de Montpellier.

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux, Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de la Ville sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Maire.

Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de la Ville placés sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements, missions et directions ;
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Maire ;
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la ville ou d'un usager ;
- En matière de ressources humaines, délégation pour l'ensemble des courriers et documents relatifs à la gestion du personnel municipal ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour les bons de commandes quel qu'en soit le montant, en cas d'absence ou d'empêchement successifs des directeurs et directeurs de département ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés

municipaux, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code général des collectivités territoriales ;

- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.

Délégation est attribuée à Monsieur Olivier NYS à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Ville, comprenant notamment :

- les bordereaux de titres et de mandats et les bordereaux d'annulation de titres et de mandats, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- les certificats administratifs relatifs aux opérations non budgétaires retracées dans la comptabilité patrimoniale ;
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel ;
- les admissions en non-valeur ;
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, la délégation est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur des finances.

En cas d'intérim de Monsieur Olivier NYS, l'ensemble des délégations ci-dessus sont accordées au délégataire désigné par arrêté.

ARTICLE 2 : La Mission Grand Cœur est composée des services suivants :

- Accueil Communication Espace public
- Patrimoine

Madame Silvia FERRO, directrice de la Mission Grand Cœur, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Silvia FERRO, les délégations ci-dessus sont accordées à

Madame Sarah HAAS, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Silvia FERRO et de Madame Sarah HAAS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des responsables de service de la direction en ce qui le concerne.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Silvia FERRO, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-1 : Madame Sarah HAAS, directrice adjointe, responsable du service Accueil Communication Espace public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sarah HAAS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Silvia FERRO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sarah HAAS et de Madame Silvia FERRO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-2 : Le responsable du service Patrimoine reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Patrimoine, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Silvia FERRO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Patrimoine et de Madame Silvia FERRO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 3 : Madame Florence TISSEYRE, directrice de la Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 avr. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 29 avr. 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-190511-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 29 avr. 2022 - Réception en Préfecture : 29 avr. 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
relative à l'intérim de Monsieur
le Directeur Général des Services
du 3 au 6 mai 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme de la collectivité tel qu'approuvé par le Comité Technique ;
- VU l'arrêté n° VAR2022-0087 donnant délégation de signature à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services ;
- VU les arrêtés relatifs aux délégations de signature consenties à l'administration ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, sera absent du 3 au 6 mai 2022 inclus, et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services publics durant cette période ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice générale déléguée Performance et Transformation de l'Administration, du 3 au 6 mai 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté déroge à l'article 1 de l'arrêté n° VAR2022-0087, en ce que ce dernier accorde à Monsieur Olivier MERLIAUD, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, les délégations de signature il est attributaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 avr. 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 2 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-190681-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 2 mai 2022 -Réception en Préfecture : 2 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Festival International des Sports Extrêmes
(FISE)
Ordre Public
Du 25 mai au 29 mai 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7
- VU le Code Pénal et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2 et R116-2-3°;
- VU la circulaire ministérielle NOR/TNT/E/88/00157/C du 20 avril 1988 relative à la sécurité des grands rassemblements ;
- VU le Règlement de voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- VU l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- VU l'arrêté municipal n° VAR2021-0050 du 30 avril 2021 relatif à la Tranquillité Publique ;
- VU l'arrêté municipal donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint Délégué à la « Protection de la population et à la tranquillité publique » ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues.
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public.
- **CONSIDERANT** l'importance du public attendu à l'occasion du « **Festival International des Sports Extrêmes** » qui aura lieu du mercredi 25 mai au dimanche 29 mai 2022, partie comprise entre l'Esplanade de l'Europe, les rives du Lez et l'Hôtel de Ville.
- **CONSIDERANT** le caractère « **grands rassemblements** » de la manifestation sportive « **Festival International des Sports Extrêmes** » 2022.
- **CONSIDERANT** l'alcoolisation excessive à l'occasion d'évènements festifs et les conséquences en matière de salubrité publique provoquées par les détrit, bris de verre, bouteilles, ...

- **CONSIDERANT** les nombreux incidents de voie publique constatés par les forces de police à l'occasion de ce genre d'évènement (regroupements importants, ivresses publiques et manifestes, rixes, entraves à la circulation, dégradations de l'espace public).

Arrête :

Article 1 :

Sont interdits du mercredi 25 mai 2022 à partir de 9h00, jusqu'au dimanche 29 mai 2022 à minuit :

- la consommation et le transport de boissons alcoolisées,
- le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre,
- l'installation et l'exploitation de commerces ambulants ou non autorisés,
- la vente de boissons alcoolisées à emporter sauf dans les établissements dûment autorisés,

dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Pont de Chauliac, Carrefour de l'Aéroport International, Rue Poséidon, Avenue du Pont Juvénal, Chemin de Moularès, Avenue du professeur Etienne Antonelli, Place Georges Frêche, Pont Zucarelli, Allée de la Méditerranée, Bassin Jacques Coeur, Avenue Théroigne de Méricourt, Avenue Raymond Dugrand, Place Ernest Granier, Avenue Raymond Dugrand, Rond-Point Christophe Colomb, Avenue de la Pompignane jusqu'au Pont de Chauliac.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

Article 2 :

La vente de toutes boissons sera exceptionnellement autorisée sur l'ensemble du site, pour toutes les buvettes dûment autorisées conformément à l'arrêté municipal n°173/2022/FS du 22 avril 2022 :

- pour les débits temporaires et exceptionnels de boissons de 3eme catégorie du 25 au 29 mai 2022, de 10h00 à 20h30 sur les Berges du Lez (au nombre de 16) et la place Georges Frêche (au nombre de 2).
- pour les débits temporaires durant les nocturnes : sur le Parvis Georges Frêche, le 26, 27 et 28 mai 2022, de 20h30 à 23h30

Article 3 :

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 9 mai 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire**

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 10 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-191144-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 10 mai 2022 - Réception en Préfecture : 10 mai 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan périmètre 2022.1.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Tenue du registre nominatif relatif au Plan
canicule Dispositif confié au CCAS de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 ;
- **VU** le décret n° 2004-926 du 1er septembre 2004 ;
- **VU** le Code de l'action sociale et des familles ;
- **VU** la délibération du 4 juillet 2020 relative aux délégations du Conseil municipal au Maire modifiée ;
- **CONSIDERANT** que la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap prévoit dans son titre 1er la mise en place d'un dispositif de veille et d'alerte ;
- **CONSIDERANT** que la loi institue dans chaque département un Plan d'Alerte et d'Urgence (PAU) au profit des personnes âgées et des personnes en situation de handicap en cas de risques exceptionnels, climatiques ou autres ;
- **CONSIDERANT** que conformément aux dispositions de cette loi et des articles R.121-2 à R.121-12 du Code de l'action sociale et des familles, les communes doivent mettre en place un registre nominatif destiné à inscrire les personnes âgées et les personnes en situation de handicap qui en font la demande ;
- **CONSIDERANT** que la mise en place du registre nominatif incombe au Maire. Ce dernier peut toutefois décider de confier cette tâche au CCAS, CIAS, CLIC ou à une commission extra-municipale ;
- **CONSIDERANT** que le CCAS de la Ville de Montpellier dispose d'une expérience et une expertise reconnues dans la relation aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est proposé de confier au CCAS de la Ville de Montpellier la tenue du registre canicule.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 mai 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 17 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-191442-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 17 mai 2022 -Réception en Préfecture : 17 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté portant accord sur la mise en œuvre d'une
concertation préalable à la demande du maître
d'ouvrage et définition des objectifs poursuivis et
des modalités de la concertation pour la
réalisation du nouveau campus au sein de la zone
d'aménagement concerté Cambacérès**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.120-1 et L.121-15-1 et suivants et R.121-19 et suivants,
- VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2, L.103-3 et suivants, et L.300-2,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°11928 du 29 octobre 2013 approuvant le dossier de création de la ZAC Cambacérès après concertation préalable,
- VU le courrier du 10 mai 2022 par lequel l'association Montpellier Business School intervenant au nom et pour le compte d'une société civile en cours de constitution intervenant elle-même au nom et pour le compte d'une société civile de construction attribution a sollicité l'accord de la commune de Montpellier sur la mise en œuvre d'une concertation préalable
- VU le dossier de concertation prêt à être soumis à la concertation,
- VU toutes les autres pièces du dossier,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Une concertation préalable sera organisée sur le projet d'un nouveau campus au sein de la zone d'aménagement concerté Cambacérès, lot SN3, eu égard à l'intérêt municipal de faire participer le public à la création cette opération.

Article 2 : Les objectifs poursuivis par le projet sont les suivants :

- Regrouper au sein d'un nouveau campus mixte – académique et tertiaire – quatre unités fonctionnelles, à savoir « Montpellier Business School », la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Occitanie, « Purple Campus Montpellier ».
- Constituer ainsi un pôle d'excellence en marketing et management commercial, offrant un rayonnement du savoir-faire montpelliérain à l'échelle nationale et internationale.
- Accroître les synergies entre les mondes de l'entreprise, de la formation et de l'enseignement supérieur, en favorisant l'insertion professionnelle des étudiants, et en faisant des universités et des grandes écoles, des partenaires majeurs et des lieux d'expérimentation et de promotion pour les usages de demain.
- Consolider le développement économique du territoire montpelliérain.
- Encourager la production de bâtiments vertueux en termes environnementaux, avec une conception à haute performance énergétique.
- Profiter du potentiel de la ZAC Cambacérès en matière de développement maîtrisé et harmonieux de l'urbanisation au sein d'un secteur d'ores et déjà desservi par divers modes de transport en commun.

Article 3 : Les modalités de la concertation sont les suivantes :

- Un avis d'information annoncera, 15 jours au plus tard avant l'ouverture de la concertation, les dates d'ouverture et de clôture de la concertation ainsi que les modalités de la concertation :
 - Sur le site internet de la Ville de Montpellier (montpellier.fr),
 - Par affichage en Mairie de Montpellier,
 - Par parution dans deux journaux d'annonces légales diffusés dans le département de l'Hérault.

Cet avis sera rappelé dans les huit premiers jours de la concertation, dans deux journaux d'annonces légales diffusés dans le département de l'Hérault.

- La concertation durera un mois et débutera 15 jours après l'accomplissement de la dernière mesure de publicité de l'avis d'ouverture.
- Pendant cette période, le dossier de concertation préalable pourra être consulté :
 - Sur le site internet de la Ville de Montpellier (participer.montpellier.fr),
 - Sur support papier accompagné du registre de concertation, à l'accueil de l'Hôtel de Ville de Montpellier, 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier, aux horaires habituels d'ouverture (8h30-17h30), sauf jours de fermeture exceptionnelle.
- Pendant toute la durée de la concertation, les observations et propositions du public relatives au projet pourront être transmises ou consignées :

- Par écrit, sur le registre de concertation joint au dossier et accessible au public à l'accueil de l'Hôtel de Ville de Montpellier,
- Par voie électronique, sur le site internet relatif aux concertations publiques de la Ville de Montpellier : participer.montpellier.fr

Les observations et propositions réceptionnées après la date de clôture de la concertation ne pourront pas être prises en considération.

Article 4 : A l'issue de la concertation, Monsieur le Maire tirera le bilan de la concertation et le transmettra au maître d'ouvrage dans un délai de 21 jours à compter de la clôture de la concertation.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet des mesures de publicité et d'information suivantes :

- Un affichage en Mairie de Montpellier pendant un mois,
- Une publication au recueil des actes administratifs de la Ville de Montpellier,
- Une publication sur le site internet de la Ville de Montpellier (montpellier.fr).

Article 6 : Tout recours contentieux contre le présent arrêté doit être formé auprès du Tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

Montpellier, le 16 mai 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Maryse FAYE

Publié le : 16 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-192269-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 16 mai 2022 - Réception en Préfecture : 16 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Marché Producteurs et Artisans d'Agropolis
déplacement temporaire
parking du palais des Sports René Bougnol
du 16 mai 2022 au 31 octobre 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger Yannick CHARTIER dans le domaine des commerces de proximité, de l'artisanat et du tourisme
- **VU** l'arrêté municipal N° VAR 2021-0109 du 2 septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- **Considérant** les travaux de la ligne 5 du tramway sur le quartier route de Mende – Agropolis – Voie Domitienne ;
- **Considérant** que pour assurer la sécurité des biens et des personnes il convient de déplacer les commerçants du marché de producteurs et d'artisans d'Agropolis, le mardi, sur la période du 16 mai 2022 au 31 octobre 2022, inclus ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Le marché hebdomadaire qui se tient sur le parvis d'Agropolis les mardis de 16h à 20h est déplacé du fait des travaux de la ligne 5 du tramway sur le parking du palais des sports René BOUGNOL, 1000 avenue du Val de Montferrand, pour la période du 16 mai 2022 au 31 octobre 2022.

Article 2 : horaires

Ces dispositions sont applicables tous les mardis

- de 16h à 19 heures : horaires de vente
- de 15h à 20 heures : déballage et emballage.

Article 3 : conditions

L'Association « Marché Producteurs et Artisans » domiciliée 131, chemin des traversiers 34150 Gignac, ainsi que son représentant Madame Emilie GOLFIER est responsable de la sélection des commerçants, de leur placement, de la vérification des pièces administratives de ceux-ci et de la bonne tenue du marché dans sa globalité. Elle signalera tout dysfonctionnement observé à la Ville. Toute modification dans les statuts de l'Association devra être signalée à la Ville.

Le site doit être laissé propre de tout déchet. La Ville met à disposition des compteurs électriques qui ne pourront être manipulés que par des personnes dûment habilitées.

Article 4 : Tenue du marché

En cas d'évènement susceptible d'empêcher la tenue du marché, la Ville prévient l'association dans des délais raisonnables. Aucune indemnité de quelque nature que ce soit ne pourra être versée à titre de dédommagement

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 mai 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 16 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-191864-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 16 mai 2022 -Réception en Préfecture : 16 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département Proximité et
Modernisation de l'Action
Publique (DPMAP)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-19, L. 2213-8, R. 2122-10, R. 2213-17, R. 2213-31, R. 2213-34 et R. 2213-40 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP) est composé des directions et du pôle suivants :

- Direction du Secrétariat Général (DSG)
- Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique (DSTP)
- Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN), lui-même composé de la Direction des Systèmes d'Information (DSI)
- Direction des Relations aux Publics (DRP)

ARTICLE 2 : La Direction du Secrétariat Général est composée des services suivants :

- Assemblées et Vie des Institutions
- Courrier

Le directeur du Secrétariat Général reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- Délégation de signature de toutes les réponses aux demandes de communication de documents administratifs et pour toute correspondance avec la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction;

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur du Secrétariat Général, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur du Secrétariat Général et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à :

- Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN, Directrice Générale Déléguée Performance et Transformation de l'Administration, concernant le service Assemblées et Vie des Institutions ;
- Madame Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée Qualité des Services à la Population, concernant le service Courrier.

ARTICLE 2-1 : Madame Audrey AZEMA, responsable du service Assemblées et Vie des Institutions, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions des registres municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Audrey AZEMA, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur du Secrétariat Général.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Audrey AZEMA et du directeur du Secrétariat Général, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Audrey AZEMA, du directeur du Secrétariat Général et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 2-2 : Madame Céline GAGLIANO, responsable du service Courrier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline GAGLIANO, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur du Secrétariat Général.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Céline GAGLIANO et du directeur du Secrétariat Général, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Céline GAGLIANO, du directeur du Secrétariat Général et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3 : La Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique est composée des services suivants :

- Police municipale
- Centre Superviseur Urbain
- Surveillance de la Voie Publique et Environnement Urbain

- Ressources communes.
- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance / Office Local de la Tranquillité Publique
- Sécurité Civile
- Service Communal Hygiène et Santé (SCHS)

Monsieur Jean-Pierre VIALAY, directeur de la Sécurité et de la Tranquillité Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT.
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, Monsieur Marc VANNIER, Monsieur François COUDERC, Madame Catherine MARTY, Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR, Monsieur Thomas DUBIEZ et Madame Betty ZUMBO, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, de Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, de Monsieur Marc VANNIER, de Monsieur François COUDERC, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR, de Monsieur Thomas DUBIEZ et de Madame Betty ZUMBO, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, de Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, de Monsieur Marc VANNIER, de Monsieur François COUDERC, de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR, de Monsieur Thomas DUBIEZ, de Madame Betty ZUMBO, chacun pour ce qui le concerne, et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, la délégation est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, responsable du service Police Municipale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jérémie GUIRAUDOU et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jérémie GUIRAUDOU, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Marc VANNIER, responsable du service Centre Superviseur Urbain, reçoit sous

ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc VANNIER et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc VANNIER, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3-3 : Monsieur François COUDERC, responsable du service Surveillance de la Voie publique et Environnement Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur François COUDERC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur François COUDERC et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur François COUDERC, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3-4 : Madame Catherine MARTY, responsable du service Ressources communes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine MARTY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine MARTY et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine MARTY, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3-5 : Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR, responsable du service Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance / Office Local de la Tranquillité Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Antonio PAIXAO DO SENHOR, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3-6 : Monsieur Thomas DUBIEZ, responsable du service Sécurité Civile, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas DUBIEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas DUBIEZ et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas DUBIEZ, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3-7 : Madame Betty ZUMBO, responsable du Service Communal Hygiène et Santé, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Betty ZUMBO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Pierre VIALAY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Betty ZUMBO et de Monsieur Jean-Pierre VIALAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Betty ZUMBO, de Monsieur Jean-Pierre VIALAY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 4 : Le Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN) est composé de la direction suivante :

- Direction des Systèmes d'Information (DSI)

Madame Line GALY, responsable du Pôle Systèmes d'Information et Numérique (PSIN), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 4-1 : La Direction des Systèmes d'Information (DSI) est composée des services suivants :

- Relations Utilisateurs
- Réseaux et Télécom
- Etudes et conception informatique
- Production

Monsieur Frédéric FAYOLLE, directeur des Systèmes d'Information, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christine CASTAN, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Christine CASTAN, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Christine CASTAN et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Christine CASTAN, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence de Monsieur Frédéric FAYOLLE, la délégation est accordée à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Line GALY, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, la délégation est accordée à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 4-2 : Madame Christine CASTAN, directrice adjointe et responsable du service Relations Utilisateurs, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine CASTAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christine CASTAN et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christine CASTAN, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christine CASTAN, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Eric ALABERT, responsable du service Réseaux et Télécom, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric ALABERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christine CASTAN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric ALABERT et de Madame Christine CASTAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric ALABERT, de Madame Christine CASTAN et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric ALABERT, de Madame Christine CASTAN, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Eric ALABERT, de Madame Christine CASTAN, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 4-4 : Madame Sylvie GIL, responsable du service Etudes et Conception Informatiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie GIL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christine CASTAN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sylvie GIL et de Madame Christine CASTAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sylvie GIL, de Madame Christine CASTAN et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sylvie GIL, de Madame Christine CASTAN, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sylvie GIL, de Madame Christine CASTAN, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 4-5 : Monsieur Olivier JALBAU, responsable du service Production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier JALBAU, les délégations ci-dessus sont accordées

à Madame Christine CASTAN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Olivier JALBAU et de Madame Christine CASTAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Frédéric FAYOLLE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Olivier JALBAU, de Madame Christine CASTAN et de Monsieur Frédéric FAYOLLE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Line GALY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Olivier JALBAU, de Madame Christine CASTAN, de Monsieur Frédéric FAYOLLE et de Madame Line GALY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Olivier JALBAU, de Madame Christine CASTAN, de Monsieur Frédéric FAYOLLE, de Madame Line GALY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Catherine ALBERTI-JULLIEN.

ARTICLE 5 : La Direction des Relations aux Publics (DRP) est composée des services suivants :

- Administration des cimetières
- Population, accueil, standard
- Etat civil
- Vie quotidienne
- Prest'O

Madame Olga KROMPASZKY, directrice des Relations aux Publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux, délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet, délégation pour la légalisation des signatures ;
- Délégation de fonction d'officier d'état civil pour les autorisations de fermeture de cercueil, la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'état civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier ;
- Délégation de fonction pour assurer la réalisation des auditions préalables aux cérémonies de mariage conformément à l'article 63 du Code civil ;
- En application de l'article R. 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, délégation pour toutes les fonctions exercées par le Maire en tant qu'officier d'état civil, sauf pour celles prévues par l'article 75 du Code civil ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Olga KROMPASZKY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Denis COLLAVIZZA, Madame Claudie GUYARD, Monsieur Rémi THIEBAUD, Madame Floriane VERY et Madame Aurélie VLACHOS, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Olga KROMPASZKY, de Monsieur Denis COLLAVIZZA, de Madame Claudie GUYARD, de Monsieur Rémi THIEBAUD, de Madame Floriane VERY et de Madame Aurélie VLACHOS, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus (à

l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Olga KROMPASZKY, de Monsieur Denis COLLAVIZZA, de Madame Claudie GUYARD, de Monsieur Rémi THIEBAUD, de Madame Floriane VERY, de Madame Aurélie VLACHOS, chacun pour ce qui le concerne, et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence de Madame Olga KROMPASZKY, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Olga KROMPASZKY et de Monsieur Olivier NYS, la délégation est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 5-1 : Monsieur Denis COLLAVIZZA, responsable du service Administration des cimetières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L. 2122-30 du Code général des collectivités territoriales ;
- Délégation de fonction d'officier d'état civil pour les autorisations de fermeture de cercueil, la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'état civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier ;
- Délégation de signature pour les autorisations d'inhumation, d'exhumation, de crémation ;
- En application de l'article R. 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, délégation pour toutes les fonctions exercées par le Maire en tant qu'officier d'état civil sauf pour celles prévues par l'article 75 du Code civil.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis COLLAVIZZA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Claire ACCARIE, responsable du pôle déclaration des décès et gestion des cimetières.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis COLLAVIZZA et de Madame Claire ACCARIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis COLLAVIZZA, de Madame Claire ACCARIE et de Madame Olga KROMPASZKY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Denis COLLAVIZZA, de Madame Claire ACCARIE, de Madame Olga KROMPASZKY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 5-2 : Madame Claudie GUYARD, responsable du service Population Accueil Standard, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L. 2122-30 du Code général des collectivités territoriales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claudie GUYARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Claudie GUYARD et de Madame Olga

KROMPASZKY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS :

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Claudie GUYARD, de Madame Olga KROMPASZKY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 5-3 : Monsieur Rémi THIEBAUD, responsable du service Vie quotidienne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L. 2122-30 du Code général des collectivités territoriales ;
- En application de l'article R. 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, délégation pour toutes les fonctions exercées par le Maire en tant qu'officier d'état civil sauf pour celles prévues par l'article 75 du Code civil ;
- Délégation de fonction pour délivrer toutes copies ou extraits d'actes d'état civil enregistrés à Montpellier.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rémi THIEBAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Rémi THIEBAUD et de Madame Olga KROMPASZKY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Rémi THIEBAUD, de Madame Olga KROMPASZKY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 5-4 : Madame Floriane VERY, responsable du service Etat civil, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L. 2122-30 du Code général des collectivités territoriales ;
- Délégation de fonction d'officier d'état civil pour les autorisations de fermeture de cercueil, pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'état civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier ;
- En application de l'article R. 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, délégation pour toutes les fonctions exercées par le Maire en tant qu'officier d'état civil, sauf pour celles prévues par l'article 75 du Code civil ;
- Délégation de fonction pour assurer la réalisation des auditions préalables aux cérémonies de mariage conformément à l'article 63 du Code civil ;
- Délégation de fonction pour assurer la réalisation des auditions avant reconnaissance conformément à l'article 316-1 du Code civil.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Floriane VERY, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Floriane VERY et de Madame Olga KROMPASZKY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Floriane VERY, de Madame Olga

KROMPASZKY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 5-5 : Madame Aurélie VLACHOS, responsable du service Prest'O, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aurélie VLACHOS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Olga KROMPASZKY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Aurélie VLACHOS et de Madame Olga KROMPASZKY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Aurélie VLACHOS, de Madame Olga KROMPASZKY et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 6 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 mai 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 23 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-191928-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 23 mai 2022 -Réception en Préfecture : 23 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Promenade Royale du Peyrou :
Fermeture exceptionnelle mercredi 18 mai
en raison de la célébration des 10 ans
du titre de Champion de France de football du
M.H.S.C**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pendant toute la durée de la célébration, y compris lors du montage, et du démontage des structures ;
- les festivités attendues dans le cadre des dix ans du titre de Champion de France de football du Montpellier Hérault sport club ;
- qu'il convient de procéder à une fermeture exceptionnelle au public de la Promenade Royale du Peyrou.

ARRETE

ARTICLE 1 : La Promenade Royale du Peyrou sera fermée au public le **mercredi 18 mai 2022, de 7h à 9h00 et de 20h à 21h30.**

ARTICLE 2 : Le reste de la journée, le site sera ouvert au public par le portail principal et le portail sise rue St Hilaire. Les deux accès des allées basses seront en revanche fermés.

ARTICLE 3 : L'ouverture de la Promenade Royale du Peyrou reprendra aux horaires habituels dès le lendemain ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 mai 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 17 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-192108-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 17 mai 2022 -Réception en Préfecture : 17 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département Solidarité et Vivre Ensemble
(DSVE)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Solidarité et Vivre Ensemble (DSVE) est composé de la direction et du service suivants :

- Service Cohésion Sociale (SCS) ;
- Direction Proximité et Citoyenneté (DPC).

ARTICLE 2 : Madame Karine BARBIER, responsable du service Cohésion sociale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine BARBIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Géraldine MALATIER, directrice du Pôle Solidarités.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Karine BARBIER et de Madame Géraldine MALATIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Karine BARBIER, de Madame Géraldine MALATIER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée Qualité des Services à la Population.

ARTICLE 3 : La Direction Proximité et Citoyenneté est composée des services suivants :

- Démocratie de proximité
- Vie associative
- Maisons pour Tous

Monsieur Pierre FERRAN, directeur de la Proximité et de la Citoyenneté, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre FERRAN, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées au responsable du service Démocratie de proximité, à Madame Virginie RABIET et au responsable du service Maisons pour Tous, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre FERRAN, du responsable du service Démocratie de proximité, de Madame Virginie RABIET et du responsable du service Maisons pour Tous, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à :

- Madame Pia KONITZ, directrice du Pôle Relations aux Usagers, aux Habitants et Engagement Citoyen, concernant le service Démocratie de proximité ;
- Madame Géraldine MALATIER concernant les services Vie associative et Maisons pour Tous.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre FERRAN, du responsable du service Démocratie de proximité, de Madame Virginie RABIET, du responsable du service Maisons pour Tous, chacun pour ce qui le concerne, et de Madame Géraldine MALATIER ou de Madame Pia KONITZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre FERRAN, du responsable du service Démocratie de proximité, de Madame Virginie RABIET, du responsable du service Maisons pour Tous, chacun pour ce qui le concerne, de Madame Géraldine MALATIER ou de Madame Pia KONITZ, et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence de Monsieur Pierre FERRAN, la délégation est accordée à :

- Madame Pia KONITZ concernant le service Démocratie de proximité ;
- Madame Géraldine MALATIER concernant les services Vie associative et Maisons pour Tous.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre FERRAN et de Madame Géraldine MALATIER ou de Madame Pia KONITZ, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre FERRAN et de Monsieur Olivier NYS, la délégation est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3-1 : Le responsable du service Démocratie de proximité reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service,
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Démocratie de proximité, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre FERRAN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Démocratie de proximité et de Monsieur Pierre FERRAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Pia KONITZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Démocratie de proximité, de Monsieur Pierre FERRAN et de Madame Pia KONITZ, les délégations ci-dessus sont accordées à de Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Démocratie de proximité, de Monsieur Pierre FERRAN, de Madame Pia KONITZ et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3-2 : Madame Virginie RABIET, responsable du service Vie associative, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Virginie RABIET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre FERRAN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Virginie RABIET et de Monsieur Pierre FERRAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Géraldine MALATIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Virginie RABIET, de Monsieur Pierre FERRAN et de Madame Géraldine MALATIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Virginie RABIET, de Monsieur Pierre FERRAN, de Madame Géraldine MALATIER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3-3 : Le responsable du service Maisons pour Tous reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- Délégation de signature pour les conventions de mise à disposition relatives aux locaux des Maisons pour Tous ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Maisons pour Tous, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Brice LAURIOT, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Maisons pour Tous et de Monsieur Brice LAURIOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Pierre FERRAN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Maisons pour Tous, de Monsieur Brice LAURIOT et de Monsieur Pierre FERRAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Géraldine MALATIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Maisons pour Tous, de Monsieur Brice LAURIOT, de Monsieur Pierre FERRAN et de Madame Géraldine MALATIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Maisons pour Tous, de Monsieur Brice LAURIOT, de Monsieur Pierre FERRAN, de Madame Géraldine MALATIER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3-3-1 : Pour les Maisons pour Tous, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer les conventions de mise à disposition de locaux :

- pour la Maison pour tous Georges Brassens, Monsieur Vianney AUBERT ;
- pour la Maison pour tous Léo Lagrange, le responsable ;
- pour la Maison pour tous Marie Curie, Madame Maryline COSTE FRAYARD ;
- pour la Maison pour tous Louis Feuillade, Monsieur Willem FALBAIRE ;
- pour la Maison pour tous Paul-Emile Victor, Monsieur Lahouari MAACHOU ;
- pour la Maison pour tous Fanfonne Guillerme, Madame Barbara DEPUYDT ;
- pour la Maison pour tous François Villon, Monsieur David AYNIE
- pour la Maison pour tous Marcel Pagnol, Madame Ingrid CAZOTTES ;
- pour la Maison pour tous André Chamson, Madame Fabienne BOUZIDI GREL ;
- pour la Maison pour tous Antoine de Saint Exupéry, Monsieur Omar ZAKANI ;
- pour la Maison pour tous George Sand, Monsieur Sébastien MIAU ;
- pour la Maison pour tous Frédéric Chopin, Monsieur Thomas ROUDET ;
- pour la Maison pour tous Voltaire, Madame Sandrine MULLER ;
- pour la Maison pour tous Joseph Ricôme et théâtre Gérard Philipe, Monsieur Gaël BARCELLA ;
- pour la Maison pour tous Albertine Sarrazin, Monsieur Vincent FERRARIS ;
- pour la Maison pour tous Michel Colucci, Madame Emmanuelle AMANS ;
- pour la Maison pour tous Albert Camus, Madame Alexandra MYR ;
- pour la Maison pour tous Mélina Mercouri, Madame Sophie GAUDIN ;
- pour la Maison pour tous Rosa-Lee Parks, Monsieur Frédéric BARRANDON ;
- pour la Maison pour tous Albert Dubout, Monsieur André CAUT ;
- pour la Maison pour tous Jean-Pierre Caillens, Monsieur Arsène BOUAKIRA ;
- pour la Maison pour tous L'Escoutaïre, Monsieur Grégory NOGRE ;
- pour la Maison pour tous Boris Vian, Madame Nancy GERAUD ;

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions au responsable du service Maisons pour Tous, à défaut à Monsieur Brice LAURIOT, à Monsieur Pierre FERRAN, à Madame Géraldine MALATIER, à Monsieur Olivier NYS puis à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 juin 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 22 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-192554-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 22 juin 2022 -Réception en Préfecture : 22 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté de fermeture exceptionnelle
du Square Christine Boumeester
pour raisons de sécurité**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, dans le domaine de la Nature en ville et de la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** l'accident survenu le 13 mai 2022 sur un des modules de jeux du square ;
- **CONSIDÉRANT** que les modules de jeux sont dispersés dans le parc et qu'il n'est pas possible d'isoler le trampoline concerné pour interdire son accès ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient d'assurer la sécurité des usagers sur le square ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'effectuer des vérifications préalables et de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité des usagers avant d'autoriser sa réouverture ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient donc de procéder à une fermeture exceptionnelle temporaire de ce square jusqu'à nouvel ordre ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Square Christine Boumeester, situé à proximité de la Cité des Arts, est exceptionnellement fermé au public, pour des raisons de sécurité, jusqu'à nouvel ordre ;

ARTICLE 2 : Le portail situé rue crova restera ouvert, aux horaires habituels, pour maintenir l'accès au conservatoire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Montpellier, le 24 mai 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 24 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-192972-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 mai 2022 -Réception en Préfecture : 24 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Personnel municipal
Direction de l'Urbanisme Appliqué
Service Droit des Sols Montpellier
Instructeurs de permis et de déclarations**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU l'article L.423-1 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints en date du 4 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Mesdames Sylvie ANTRESANGLE, Pauline BLANC, Emilie BLANCHET, Christine CAUMETTE, Marie-Laure GUERRA, Stéphanie HARO, Sophie REVERBEL, Myriam SALA, Sylvie SALTEL-TRESCARTES, Antonia VICTOOR et Messieurs Sylvain HERRERO, Jean-Marie MORTIER, Victorien PETIT, Sébastien TEISSONNIERE, fonctionnaires territoriaux et instructeurs de permis et de déclarations, service Droit des Sols, reçoivent délégation de signature pour les documents relatifs à l'instruction des demandes d'autorisation ou de déclaration (courriers de demande de pièces complémentaires relatives aux autorisations d'occupation des sols, courriers de notification ou de modification des délais d'instruction relatifs aux autorisations d'occupation des sols, tous les autres documents dans le cadre de l'instruction des autorisations d'occupation des sols à l'exception des décisions).

ARTICLE 2 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté est abrogée.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30 mai 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 30 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-192765-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 30 mai 2022 -Réception en Préfecture : 30 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Cohésion Sociale

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Création d'Espace Sans Tabac au sein des Parcs et Jardins Communaux

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Charles SULTAN, Adjoint délégué à la Santé ;
- VU le code de l'environnement ;
- VU le code de la santé publique ;
- VU la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 modifiée relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme ;
- VU l'article R 610-5 du code pénal ;
- VU l'article R 15-33-29-3 du code de procédure pénale ;
- VU l'article R 511-1 du code de la sécurité intérieure ;
- VU le décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif ;
- VU le décret n° 2015-768 du 29 juin 2015 relatif à l'interdiction de fumer dans les aires collectives de jeux ;
- VU la délibération n°2021-382 du 30 novembre 2021, relative au déploiement d'Espaces sans tabac consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

VU la convention de partenariat entre la ville de MONTPELLIER et le comité de l'Hérault de LA LIGUE CONTRE LE CANCER portant création d'espaces labellisés « Espace Sans Tabac » en date du 30 novembre 2021 ;

CONSIDERANT que l'interdiction de fumer dans les lieux publics contribue à la dénormalisation du tabagisme dans la société,

CONSIDERANT qu'élargir cette interdiction aux espaces verts favorise l'arrêt du tabagisme et prévient l'entrée en tabagie des jeunes, cible majeure des industriels du tabac,

CONSIDERANT l'abandon récurrent voire systématique des mégots au sein des espaces publics,

CONSIDERANT que la présence des substances chimiques et des matières plastiques contenues dans ces mégots constitue des enjeux en matière de pollution environnementale,

CONSIDERANT que l'abandon des mégots de cigarettes constitue une infraction au code de pénal, et peuvent donner lieu à une infraction de 4^{ème} classe pouvant aller jusqu'à 135 euros,

CONSIDERANT le risque occasionné par ces mégots abandonnés en matière d'incendie, et des coûts engendrés en matière de collecte et de nettoyage,

CONSIDERANT la nécessité de maintenir la vocation des parcs comme un espace naturel pour l'ensemble de la population.

ARRETE

ARTICLE 1 : Les lieux ci-dessous sont considérés comme des espaces sans tabac,

- Square Flahault : Rue Ferdinand Fabre, 34000 Montpellier
- Square Intendance du Languedoc : 8 Rue d'Aigrefeuille, 34000 Montpellier
- Parc Magnol : 155 Rue de las Sorbes, 34000 Montpellier
- Parc Edith Piaf : 25 Av. Saint-Lazare, 34000 Montpellier
- Square des Arceaux : Boulevard des Arceaux, 34000 Montpellier
- Parc des Pastourelles : Rue Jules Isaac, 34000 Montpellier
- Parc du Belvédère : Rue de Bugarel, 34000 Montpellier
- Parc Montcalm : 11 Rue des Chasseurs, 34070 Montpellier
- Parc Dioscoride : Esplanade de Celleneuve Allée de Paris, 34080 Montpellier
- Bois de Montmaur : Rue Val de Montferrand, 34090 Montpellier
-

ARTICLE 2 : Dans ces lieux, l'interdiction de fumer s'applique de jour comme de nuit à toutes les pratiques relevant directement ou indirectement du tabac ou de ses dérivés, quels que soient les ustensiles éventuellement utilisés à cet effet. Est ainsi notamment pros crit l'usage des cigarettes électroniques, cigares, pipes mais aussi tous types de nargu ilés ; cette liste n'étant pas exhaustive.

ARTICLE 3 : Une signalisation adéquate est mise en place sur chacun de ces lieux par les soins de la commune.

ARTICLE 4 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 juin 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Charles SULTAN

Publié le : 20 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-193391-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 juin 2022 -Réception en Préfecture : 20 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

FESTIVAL DES FANFARES
Samedi 4 au Dimanche 05 Juin 2022
Ordre Public

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Sébastien COTE en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté municipal portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien COTE dans le domaine « Protection de la population et tranquillité publique » ;
- VU le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7 ;
- VU le Code Pénal et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2 et R116-2-3°;
- VU la circulaire ministérielle NOR/INT/E/88/00157/C du 20 avril 1988 relative à la sécurité des grands rassemblements ;
- VU le Règlement de voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- VU l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- VU l'arrêté municipal n° VAR2021-0050 du 30 Avril 2021 relatif à la Tranquillité Publique ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public ;

- **CONSIDERANT** l'importance du public attendu à l'occasion du « **Festival des Fanfares** » qui aura lieu du samedi 04 juin au dimanche 05 juin 2022, dans le quartier Boutonnet et le quartier des Beaux-Arts ;
- **CONSIDERANT** que cette manifestation se tenant dans un périmètre restreint, nécessite des mesures particulières de restrictions de vente et consommation d'alcool afin que la tranquillité et la sécurité publique y soient assurées ;
- **CONSIDERANT** l'alcoolisation excessive à l'occasion d'événements festifs et les conséquences en matière d'hygiène et de salubrité publique provoquées par les détritiques, bris de verre, bouteilles, ...
- **CONSIDERANT** qu'il importe en outre de rappeler la réglementation de l'exercice du commerce ambulant afin d'assurer la liberté de circulation dans le périmètre délimité et la sécurité du public ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont interdits du samedi 04 juin 2022 à partir de 17h00, jusqu'au dimanche 05 juin 2022, 02h00 :

- la vente et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre,
- le transport de toutes boissons alcoolisées,
- l'installation et l'exploitation de commerces ambulants ou non autorisés,
- la vente de boissons alcoolisées à emporter sauf dans les établissements dûment autorisés,

dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Boulevard Louis Blanc, Boulevard Pasteur, place Albert 1^{er}, avenue Buisson Bertrand, Place Marcel Godechot, Avenue du Professeur Grasset, Rue Henri Dunant, Route de Mende, Rue du Pré aux Clercs, Rue Saint Vincent de Paul, Rue de Nazareth, Rue du Jeu de Mail des Abbés, Avenue Saint Lazare, Avenue de Nîmes – Rue du Faubourg de Nîmes.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 : M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 1 juin 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 1 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-193359A-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 1 juin 2022 - Réception en Préfecture : 1 juin 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Festival fanfares_2022_Périmètre.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Square Camille Ernst - Square Charles Flahault -
Parc Suzanne Babut
Fermeture temporaire exceptionnelle le
Samedi 04 juin 2022 à l'occasion de l'évènement
"Festival des Fanfares "**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Stéphane JOUAULT en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT dans les domaines de la Nature en ville et de la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;

CONSIDÉRANT :

- le public attendu lors de cette manifestation ;
- qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pendant toute la durée de la manifestation ;
- qu'il convient de procéder à une fermeture exceptionnelle au public de ces deux sites pendant la durée du festival.

ARRETE

ARTICLE 1 : Seront exceptionnellement fermés samedi 4 juin à compter de 12 h 00 en raison de la manifestation :

- Le square Camille Ernst situé avenue de Castelnau
- le square Charles Flahault situé rue Ferdinand Fabre
- le Parc Suzanne Babut situé rue Lakanal

Le public est invité à respecter les horaires ci-dessus et à quitter spontanément les lieux avant la fermeture.

ARTICLE 2 : Les horaires habituels d'ouverture et de fermeture reprendront à compter du dimanche 05 juin 2022 à 8 h 00 ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Montpellier, le 31 mai 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 31 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-193433-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 31 mai 2022 -Réception en Préfecture : 31 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Eddine ARIZTEGUI
par Monsieur Stéphane JOUAULT
du 31 mai au 7 juin 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint délégué au Bien-être animal, du 31 mai au 7 juin 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 31 mai au 7 juin 2022 inclus :

- au Bien-être animal, comprenant les domaines suivants :
 - Politique de l'animal en Ville : bien-être animal, politique de régulation et de contrôle sanitaire ;
 - Parc zoologique ;
 - Hôpital de la faune sauvage locale.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Stéphane JOUAULT reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30 mai 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 30 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-193715-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 30 mai 2022 -Réception en Préfecture : 30 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

Service Communal Hygiène et Santé
Intérim de Madame Betty ZUMBO
par Madame Nathalie GAY
du 2 juin au 31 août 2022 inclus

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;
- VU l'arrêté de délégations de signature du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Betty ZUMBO, responsable du Service Communal Hygiène et Santé, du 2 juin au 31 août 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Madame Betty ZUMBO, Madame Nathalie GAY reçoit par intérim, du 2 juin au 31 août 2022 inclus, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Service Communal Hygiène et Santé :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante du service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 31 mai 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 31 mai 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-193726-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 31 mai 2022 -Réception en Préfecture : 31 mai 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département Culture et Sports
(DCS)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Culture et Sport (DCS) est composé des directions et du pôle suivant :

- Direction Culture et Patrimoine ;
- Pôle Sports et Jeunesse, lui-même composé de la Direction Sports et Jeunesse ;
- Direction du Parc de Lunaret.

ARTICLE 2 : La direction Culture et Patrimoine est composée des services suivants :

- Coordination du spectacle vivant
- Archives municipales
- Administration
- Rayonnement et développement culturel
- Coordination des Lieux d'Arts et d'Histoire
- Cinéma, Audiovisuel, Industries culturelles et créatives

Madame Anaïs DANON, co-directrice du Pôle Culture et Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA, co-directrice du Pôle Culture et Patrimoine.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Catherine VIDAL, à Madame Christine FEUILLAS, à Madame Carine BAUQUIER, au responsable du service Rayonnement et Développement culturel, à Monsieur Julien PRADE et à Madame Sophie MENANTEAU, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA, de Madame Catherine VIDAL, de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Carine BAUQUIER, du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, de Monsieur Julien PRADE et de Madame Sophie MENANTEAU, chacun pour ce qui concerne son service respectif, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA, de Madame Catherine VIDAL, de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Carine BAUQUIER, du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, de Monsieur Julien PRADE, de Madame Sophie MENANTEAU, chacun pour ce qui concerne son service respectif, et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER, Directrice Générale Déléguée Qualité des Services à la Population.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence de Madame Anaïs DANON, la délégation est accordée à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, la délégation est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 2-1 : Madame Catherine VIDAL, responsable du service Coordination du spectacle vivant, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VIDAL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine VIDAL et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine VIDAL, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Catherine VIDAL, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 2-2 : Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives municipales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christine FEUILLAS et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 2-3 : Madame Carine BAUQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAUQUIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Carine BAUQUIER et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Carine BAUQUIER, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Carine BAUQUIER, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 2-4 : Le responsable du service Rayonnement et Développement culturel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Rayonnement et Développement culturel et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 2-5 : Monsieur Julien PRADE, responsable du service Coordination Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Julien PRADE et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Julien PRADE, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Julien PRADE, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 2-6 : Madame Sophie MENANTEAU, responsable du service Cinéma, Audiovisuel et Industries culturelles et créatives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie MENANTEAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Anaïs DANON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sophie MENANTEAU et de Madame Anaïs DANON, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Juliana STOPPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sophie MENANTEAU, de Madame Anaïs DANON et de Madame Juliana STOPPA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Sophie MENANTEAU, de Madame Anaïs DANON, de Madame Juliana STOPPA et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3 : La direction Sports et Jeunesse (DSJ) est composée des services suivants :

- Sports
- Jeunesse

Le directeur des Sports et de la Jeunesse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur des Sports et de la Jeunesse, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Geneviève CHABBERT et à Madame Naima KHENFOUF, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur des Sports et de la Jeunesse, de Madame Geneviève CHABBERT et de Madame Naima KHENFOUF, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à :

- Monsieur Jean-Michel LECLERQ, directeur du Pôle Sports, concernant le service Sports ;
- Madame Géraldine MALATIER, directrice du Pôle Solidarités, concernant le service Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur des Sports et de la Jeunesse, de Madame Geneviève CHABBERT et de Madame Naima KHENFOUF, chacun pour ce qui le concerne, et de Monsieur Jean-Michel LECLERQ ou de Madame Géraldine MALATIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur des Sports et de la Jeunesse, de Madame Geneviève CHABBERT et de Madame Naima KHENFOUF, chacun pour ce qui le concerne, de Monsieur Jean-Michel LECLERQ ou de Madame Géraldine MALATIER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur des Sports et de la Jeunesse, la délégation est accordée à :

- Monsieur Jean-Michel LECLERQ, directeur du Pôle Sports, concernant le service Sports ;
- Madame Géraldine MALATIER, directrice du Pôle Solidarités, concernant le service Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur des Sports et de la Jeunesse, et de Monsieur Jean-Michel LECLERQ ou de Madame Géraldine MALATIER, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur des Sports et de la Jeunesse, de Monsieur Jean-Michel LECLERQ ou de Madame Géraldine MALATIER, et de Monsieur Olivier NYS, la délégation est accordée à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3-1 : Madame Geneviève CHABBERT, responsable du service Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Geneviève CHABBERT, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur des Sports et de la Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Geneviève CHABBERT et du directeur des Sports et de la Jeunesse, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Michel LECLERQ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Geneviève CHABBERT, du directeur des Sports et de la Jeunesse et de Monsieur Jean-Michel LECLERQ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Geneviève CHABBERT, du directeur des Sports et de la Jeunesse, de Monsieur Jean-Michel LECLERQ et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 3-2 : Madame Naima KHENFOUF, responsable du service Jeunesse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Naima KHENFOUF, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur des Sports et de la Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Naima KHENFOUF et du directeur des Sports et de la Jeunesse, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Michel LECLERQ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Naima KHENFOUF, du directeur des Sports et de la Jeunesse et de Monsieur Jean-Michel LECLERQ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Naima KHENFOUF, du directeur des Sports et de la Jeunesse, de Monsieur Jean-Michel LECLERQ et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Stéphanie PORTIER.

ARTICLE 4 : La direction du Parc de Lunaret est composée des services suivants :

- Administration ;
- Service pédagogique ;
- Accueil et Surveillance ;
- Service technique ;
- Service animalier.

Le directeur du Parc de Lunaret reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur du Parc de Lunaret, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David GOMIS, directeur zoologique, et à Madame Lisa LACROIX, directrice technique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur du Parc de Lunaret et de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER, directeur du Pôle Biodiversité, Paysages, Agroécologie et Alimentation.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur du Parc de Lunaret, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du directeur du Parc de Lunaret, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué Aménagement et Développement Équilibrés du Territoire.

ARTICLE 4-1 : Madame Véronique PAPAY, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique PAPAY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David GOMIS ou à Madame Lisa LACROIX.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Véronique PAPAY et de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur du Parc de Lunaret.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Véronique PAPAY, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, et du directeur du Parc de Lunaret, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Véronique PAPAY, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, du directeur du Parc de Lunaret et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Véronique PAPAY, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, du directeur du Parc de Lunaret, de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-2 : Madame Julie Anna VERDOUX, responsable du service Pédagogique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie Anna VERDOUX, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David GOMIS ou à Madame Lisa LACROIX.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie Anna VERDOUX et de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur du Parc de Lunaret.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie Anna VERDOUX, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, et du directeur du Parc de Lunaret, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie Anna VERDOUX, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, du directeur du Parc de Lunaret et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Julie Anna VERDOUX, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, du directeur du Parc de Lunaret, de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Thomas LOPEZ, responsable du service Accueil et Surveillance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas LOPEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David GOMIS ou à Madame Lisa LACROIX.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas LOPEZ et de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur du Parc de Lunaret.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas LOPEZ, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, et du directeur du Parc de Lunaret, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas LOPEZ, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, du directeur du Parc de Lunaret et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Thomas LOPEZ, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, du directeur du Parc de Lunaret, de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-4 : Madame Marie-Amandine CUARTERO, responsable du service Technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Amandine CUARTERO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David GOMIS ou à Madame Lisa LACROIX.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Amandine CUARTERO et de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur du Parc de Lunaret.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Amandine CUARTERO, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, et du directeur du Parc de Lunaret, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Amandine CUARTERO, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, du directeur du Parc de Lunaret et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Marie-Amandine CUARTERO, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, du directeur du Parc de Lunaret, de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-5 : Monsieur Baptiste CHENET, responsable du service Animalier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Baptiste CHENET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David GOMIS ou à Madame Lisa LACROIX.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Baptiste CHENET et de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur du Parc de Lunaret.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Baptiste CHENET, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, et du directeur du Parc de Lunaret, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Baptiste CHENET, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, du directeur du Parc de Lunaret et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Baptiste CHENET, de Monsieur David GOMIS ou de Madame Lisa LACROIX, du directeur du Parc de Lunaret, de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 juin 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 22 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-194221-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 22 juin 2022 - Réception en Préfecture : 22 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Michel ASLANIAN
par Madame Maryse FAYE
du 6 au 12 juin 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances, à l'Évaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social, du 6 au 12 juin 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 6 au 12 juin 2022 inclus :

- aux Finances, comprenant les domaines suivants :
 - les Finances communales, le Budget et l'Expertise financière, comprenant notamment : la Commission communale des impôts directs, l'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, la création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable, l'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, les garanties d'emprunts et gestion de la dette, les achats et production graphique, les cessions et réformes des matériels, la souscription et la renégociation des emprunts et des lignes de trésorerie ;
- à l'Évaluation des politiques publiques et au projet d'administration ;

- aux Ressources humaines, comprenant les domaines suivants :
 - Administration des ressources humaines municipales ;
 - Gestion des parcours professionnels et des compétences ;
 - Santé et prévention des risques des agents municipaux, DUERP ;
 - Pilotage et modernisation des ressources humaines ;
 - Dialogue social.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Maryse FAYE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Délégation est attribuée à Madame Maryse FAYE, du 6 au 12 juin 2022 inclus, à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Ville de Montpellier comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet ;
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- Les admissions en non-valeur ;
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Maryse FAYE, les délégations prévues à l'article 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Maryse FAYE et de Monsieur Olivier NYS, le Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Maryse FAYE, de Monsieur Olivier NYS et du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, Monsieur Vincent DOMEIZEL reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Maryse FAYE, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, Madame Christelle ROSE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Maryse FAYE, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Christelle ROSE, Madame Emilie DREUX reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Maryse FAYE, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de

Madame Christelle ROSE et de Madame Emilie DREUX, Madame Natacha LEUPERT reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 2 juin 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 2 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-194311-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 2 juin 2022 - Réception en Préfecture : 2 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation d'officier d'état civil concernant
Monsieur Jean-Dominique DELAVEAU les 9 et
30 juillet 2022 et le 13 août 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L.2122-18, L.2122-32, D.2122-4 ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

CONSIDERANT :

- qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations des mariages du samedi 09 juillet 2022, du samedi 30 juillet 2022 et du 13 août 2022 de 10 heures à 17 heures 20.

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Dominique DELAVEAU, Conseiller municipal, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer les mariages du samedi 09 juillet 2022, du samedi 30 juillet 2022 et du 13 août 2022 de 10 heures à 17 heures 20 à l'Hôtel de Ville.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 20 juin 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 20 juin 2022

Notifié le :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Promenade Royale du Peyrou - Arrêté de
fermeture temporaire exceptionnelle du vendredi
17 juin à 17h00 au dimanche 19 juin 14h00 à
l'occasion de l'évènement "la Montpellier Reine "**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** le public attendu à l'occasion de cette manifestation ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient d'assurer la sécurité des riverains pendant toute la durée de la manifestation "la Montpellier Reine " ;
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de garantir les interventions des services de secours ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de procéder à une fermeture temporaire de la Promenade Royale du Peyrou pour le bon déroulement de la manifestation ;

ARRETE

Article 1er:

La promenade Royale du Peyrou sera exceptionnellement fermée vendredi 17 juin à compter de 17h00, en raison de l'installation de la manifestation.

Le public est invité à respecter les horaires ci-dessus et à quitter spontanément les lieux avant la fermeture ;

Article 2 :

Les horaires habituels d'ouverture et de fermeture reprendront à compter du dimanche 19 juin à 14h00 ;

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Montpellier, le 17 juin 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 17 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-195285-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 17 juin 2022 - Réception en Préfecture : 17 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Plateau France TV - Esplanade de l'Europe -
Ordre Public - Du 21 juin au 22 juin 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code Pénal et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2 et R116-2-3°;
- VU la circulaire ministérielle NOR/INT/E/88/00157/C du 20 avril 1988 relative à la sécurité des grands rassemblements ;
- VU le Règlement de voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- VU l'arrêté municipal n°711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- VU l'arrêté municipal n°VAR2021-0050 du 30 avril 2021 relatif à la Tranquillité Publique ;
- VU l'arrêté municipal donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint Délégué à la « Protection de la population et à la tranquillité publique » ;

CONSIDERANT :

- qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues ;
- qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public ;
- l'importance du public attendu à Montpellier pour les animations musicales nocturnes entrant dans le cadre de la manifestation nationale de la Fête de la musique du 21 juin 2022 ;
- l'alcoolisation excessive à l'occasion d'événements festifs et les conséquences en matière de salubrité publique provoquées par les détritiques, bris de verre, bouteilles ;

– les nombreux incidents de voie publique constatés par les forces de police à l’occasion de ce genre d’évènement (regroupements importants, ivresses publiques et manifestes, rixes, entraves à la circulation, dégradations de l’espace public).

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont interdits du mardi 21 juin 2022 à partir de 16h00, jusqu'au mercredi 22 juin 2022 à 01h00 :

- la vente et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre ;
- le transport de toutes boissons alcoolisées ;
- l’installation et l’exploitation de commerces ambulants ou non autorisés ;
- la vente de boissons alcoolisées à emporter sauf dans les établissements dûment autorisés ;

dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Avenue du Pirée – Place Jean Bène – Avenue du Pirée – Avenue Jacques Cartier – Rue Poséidon – Carrefour de l’Aéroport International

Un plan présentant le périmètre d’application de l’acte administratif est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 juin 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 16 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l’Intérieur 034-213401722-20220101-195438-AR-1-1
Acte certifié exécutoire – Envoi Préfecture : 16 juin 2022 -Réception en Préfecture : 16 juin 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan_Arrete_Musique2022.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d’un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Fermeture exceptionnelle de la Promenade Royale
du Peyrou
en raison des ' Nuits du Peyrou '**
du 27 juin au 09 juillet inclus 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;

CONSIDÉRANT les festivités attendues dans le cadre des concerts « les nuits du Peyrou » ainsi que le public ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pendant toute la durée de l'évènement, (montage, répétitions et démontage des structures) ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de procéder à une fermeture temporaire au public de la Promenade Royale du Peyrou en dehors de l'ouverture pour les concerts ;

ARRETE

Article 1er : Le site sera entièrement fermé au public, en dehors de l'ouverture pour les concerts du lundi 27 juin au samedi 9 juillet 2022 inclus.

Article 2 : L'ouverture de la Promenade Royale du Peyrou reprendra aux horaires habituels dès le lendemain 10 juillet ;

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 juin 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 24 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196976-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 juin 2022 - Réception en Préfecture : 24 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Fête de la musique 2022 - Fermeture
exceptionnelle
anticipée de certains parcs et squares**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** l'importance du public attendu à Montpellier pour les animations musicales nocturnes tant sur l'Esplanade de l'Europe (20 000 personnes) et la Place de la Comédie (environ 10 000 personnes) entrant dans le cadre de la manifestation nationale de la Fête de la Musique du 21 juin 2021 ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient d'assurer la tranquillité des riverains et la sécurité dans différents parcs et squares de la Ville ainsi que la préservation des sites ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de modifier exceptionnellement les horaires de fermeture de certains parcs et squares soumis à fermetures nocturnes ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les parcs et squares dont la liste suit, seront soumis à une fermeture anticipée à 20h00 mardi 21 juin 2022 prochain à l'occasion de la Fête de la musique.

Square des Beaux-Arts	Rue du Marché aux Bestiaux	Centre
Square Camille Ernst	Avenue de Castelnau	Centre
Parc Rimbaud	Rue St André de Novigens	Centre
Square du Père Bonnet	Rue du Père Bonnet	Centre
Square Intendance du Languedoc	227 rue d'Aigrefeuille	Centre
Square Planchon	Rue de la République, rue Pagézy, rue Maguelone	Centre
Plan Cavaillé Coll	Rue de la verrerie basse	Centre

Square de la Tour des pins	12 Boulevard Henri IV	Centre
Sq. Renaudot	12 Boulevard Pasteur	Centre
Parc Magnol	Rue de las Sorbes	Centre
Square Marathon	Rue de Thèbes	Centre
Square Bir Hakeim	Boulevard Benjamin Milhaud	Centre
Parc Clemenceau	Avenue Clemenceau	Centre
Square Charles Flahault	rue Ferdinand Fabre	Centre
Parc de la Guirlande	Rue Tour Gayraud	Centre
Parc Suzanne Babut	36 rue Lakanal	Centre
Jardin de la Pépinière	418 rue de Centrayrargues	Près d'Arènes
Mail Alain Baschung	Avenue du Maréchal Leclerc	Près d'Arènes
Square Ferdinand de Lesseps	Rue Ferdinand de Lesseps	Près d'Arènes
Corridor Saint Martin	Rue Maréchal Leclerc, route de Palavas	Près d'Arènes
Parc des Aiguerelles	603 avenue du Pont Trinquat	Près d'Arènes
Parc de la Croix d'Argent	Avenue Villeneuve d'Angoulême	Croix d'Argent
Square des Hibiscus	Rue des Hibiscus	Croix d'Argent
Jardin d'Arsonval	Rue Georges Brassens	Croix d'Argent
Parc des Sylvains	Avenue Villeneuve d'Angoulême	Croix d'Argent
Esplanade Pierre Paraf	Avenue Maurice Planès	Croix d'Argent
Parc Bagatelle	Rue de Cheng-Du	Croix d'Argent
Parc Montcalm	Rue des Chasseurs	Croix d'Argent
Square François Dezeuze	Rue François Dezeuze	Cévennes
Parc Font-Colombe	Rue du Château Bon	Cévennes
Parc du Mas Prunet	Place des Lascaux	Cévennes
Parc Bel Juel	Avenue des Moulins	Cévennes
Parc Bartholomé de las Casas	Avenue Saint Clement	Cévennes
Parc du Petit Bois de la Colline	Rue de la Croix de Figuerolles	Cévennes
Parc Azéma	Rue des Communautés	Mosson
Square Billie Holiday	Rue Billie Holiday	Hôpitaux Facultés
Parc Aiguelongue	Rue Major Flandre	Hôpitaux Facultés
Domaine de Méric	634 rue de Ferran	Hôpitaux Facultés
Parc Rachel	Impasse Villehardouin	Hôpitaux Facultés
Parc des Pastourelles	Rue Jules Isaac	Port Marianne
Parc de Costebelle	Rue Denis papin	Port Marianne

ARTICLE 2 : La promenade Royale du Peyrou fermera exceptionnellement à 19h00. Le port, le transport et la consommation d'alcool sont interdits dans les jardins du Peyrou. ;

ARTICLE 3 : L'ouverture de ces parcs s'effectuera aux horaires habituels mercredi 22 juin 2022 ;

ARTICLE 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi par toute personne habilitée à les constater ;

ARTICLE 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;

ARTICLE 6 : Le Maire et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Montpellier, le 20 juin 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 20 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196057-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 juin 2022 -Réception en Préfecture : 20 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Marche des Fiertés
Ordre Public
Du samedi 25 juin 2022

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7
- VU le Code Pénal et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2 et R116-2-3°;
- VU la circulaire ministérielle NOR/INT/E/88/00157/C du 20 avril 1988 relative à la sécurité des grands rassemblements ;
- VU le Règlement de voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- VU l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- VU l'arrêté municipal n° VAR2021-0050 du 30 avril 2021 relatif à la Tranquillité Publique ;
- VU l'arrêté municipal donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint Délégué à la « Protection de la population et à la tranquillité publique » ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues.

- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public.
- **CONSIDERANT** l'importance du public attendu à Montpellier à l'occasion de la « Marche des Fiertés » au Peyrou le samedi 25 juin 2022,
- **CONSIDERANT** l'alcoolisation excessive à l'occasion d'événements festifs et les conséquences en matière de salubrité publique provoquées par les détritits, bris de verre, bouteilles, ...
- **CONSIDERANT** les nombreux incidents de voie publique constatés par les forces de police à l'occasion de ce genre d'évènement (regroupements importants, ivresses publiques et manifestes, rixes, entraves à la circulation, dégradations de l'espace public).

ARRETE

Article 1 :

Sont interdits du samedi 25 juin 2022 à partir de 12h00, jusqu'au dimanche 26 juin 2022 à 01h00 :

- la vente et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre,
- l'accès au site du Peyrou avec toutes boissons alcoolisées,
- l'installation et l'exploitation de commerces ambulants ou non autorisés,
- la vente de boissons alcoolisées à emporter sauf dans les établissements dûment autorisés,

dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Rue Pitot – Place d'Aviler – Rue la Blottière – Rue François Franque – Place Giral – Rue Clapies – Rue Marechal de Castries – Rue Hilaire Ricard

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

Article 2 :

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 juin 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 23 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196274-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 23 juin 2022 - Réception en Préfecture : 23 juin 2022

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan_Arr_MarcheFiertés_2022.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Madame Radia TIKOUK
par Monsieur Michel ASLANIAN
du 24 juin au 4 juillet 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Quartier Cévennes et à la Relation aux usagers, du 24 juin au 4 juillet 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction du 24 juin au 4 juillet 2022 inclus :

- au Quartier Cévennes ;
- à la Relation aux usagers, comprenant les domaines suivants :
 - Vie quotidienne ;
 - Etat civil ;
 - Recensement ;
 - Commémorations ;
 - Prest'O ;
 - Elections ;
 - Accueil, standard et certification Qualivilles ;
 - Administration des cimetières.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 juin 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 22 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196583-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 22 juin 2022 -Réception en Préfecture : 22 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Laurent NISON
par Madame Véronique BRUNET
du 9 au 16 juillet 2022 inclus
et par Madame Nicole MARIN-KHOURY
du 13 au 28 août 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Laurent NISON, Adjoint délégué aux Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie et coordination des travaux, du 9 au 16 juillet 2022 inclus et du 13 au 28 août 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction :

- aux Grands travaux, embellissement de la ville et du cadre de vie et coordination des travaux, comprenant les domaines suivants :
 - Projets structurants et coordination des travaux sur le territoire ;
 - Qualité du cadre de vie ;
 - Propreté de la Ville ;

Est accordée à :

- Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, officier d'état civil, du 9 au 16 juillet 2022 inclus ;
- Madame Nicole MARIN-KHOURY, Adjointe au Maire, officier d'état civil, du 13 au 28 août 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Véronique BRUNET et Madame Nicole MARIN-KHOURY reçoivent respectivement :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans leurs domaines de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 juin 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 22 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196585-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 22 juin 2022 -Réception en Préfecture : 22 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service État-Civil

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Mesdames Lisa AMAROUCHE, Sandrine AUDOUI, Véronique AZINALA, Sophie BALIARDO, Keltoum BELKHITER, Sabine BOYE, Coralie CAVAGNA, Cécilia CUORE, Cindy DENEVE, Magali LOPEZ, Christine MARQUES, Evane MERTZ, Christelle SEVERAC, Florence TROMBINI, Aurore VERDU et Messieurs Fabien BOURRE, Léo LAISNEY, Thomas MILLET, Slobodan OCOKOLJIC reçoivent délégation de fonctions pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe, de changement de nom, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous les actes ou jugements sur les registres d'état-civil, de même que pour dresser tout acte relatif aux déclarations ci-dessus et peuvent valablement délivrer toute copie et extrait d'actes d'état civil enregistrés à Montpellier.

ARTICLE 2 : Mesdames Roselyne CATHALA, Sophie DENIS, Olga KROMPASZKY, Virginia LOPES, Evelyne REMY, Floriane VERY et Messieurs Farid BEKRAR, Philippe FLORI reçoivent délégation de fonctions pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe, de changement de nom, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous les actes ou jugements sur les registres d'état-civil, de même que pour dresser tout acte relatif aux déclarations ci-dessus et peuvent valablement délivrer toute copie et extrait d'actes d'état civil enregistrés à Montpellier.

ARTICLE 2-1 : Les agents mentionnés à l'article 2 du présent arrêté reçoivent également délégation, en application de l'article R. 2122-10 du Code général des collectivités territoriales, pour toutes les fonctions exercées par Monsieur le Maire en tant qu'officier d'état civil, à l'exception de celles prévues par l'article 75 du Code civil.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté de délégations de fonctions pour le service Etat civil abroge et remplace toutes délégations antérieures pour les agents cités ou pour tout agent ayant exercé une délégation de fonctions au sein du service.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 23 juin 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 23 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196627-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 23 juin 2022 -Réception en Préfecture : 23 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Madame Maryse FAYE
par Monsieur Michel ASLANIAN
du 15 juillet au 5 août 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L.2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière, du 15 juillet au 5 août 2022 inclus;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 15 juillet au 5 août 2022 inclus :

- à l'Urbanisme durable et la Maîtrise foncière, comprenant les domaines suivants :
 - Urbanisme et aménagement durable, notamment la planification communale, les actes relatifs et le suivi de toutes les procédures relatives aux opérations d'aménagement et notamment aux études préalables correspondantes et aux zones d'aménagement concerté (ZAC) ;
 - Urbanisme opérationnel, notamment l'instruction, délivrance et contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables, procès-verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux et tout document de même type), y compris lorsque l'autorisation au titre du Code de l'urbanisme vaut autorisation au titre d'une autre réglementation (notamment pour les ERP, IGH, ICPE ou monuments/sites protégés, en application du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'environnement, du Code du patrimoine) ;
 - Changement d'usage, notamment l'instruction, la délivrance et le contrôle des demandes de changements d'usage en application des articles L. 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;

- Politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le Code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, totalité des actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du Code de l'urbanisme ;
- Conventions et titres constitutifs de droits réels que la Commune soit preneur ou donneur à bail ;
- Rénovation urbaine (PRU 1) ;
- Logement : droit au logement et service municipal de la caution, Observatoire du logement précaire, hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO et dispositif Clé Montpellier Logement ;
- Réseaux et télécommunications.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 juin 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 24 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196854-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 juin 2022 - Réception en Préfecture : 24 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Boris BELLANGER
par Madame Véronique BRUNET
du 22 au 28 août 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L.2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint délégué au Quartier Centre et au Patrimoine Historique, du 22 au 28 août 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 22 au 28 août 2022 inclus :

- au Quartier Centre ;
- au Patrimoine historique, comprenant les domaines suivants :
 - Patrimoine historique et contemporain ;
 - Cultures régionales et patrimoine immatériel ;
 - Archives municipales.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Véronique BRUNET reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 juin 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 24 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196867-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 juin 2022 - Réception en Préfecture : 24 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Sébastien COTE
par Monsieur Michel ASLANIAN
du 1er au 6 août 2022 inclus
et par Madame Maryse FAYE
du 8 au 19 août 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la Protection de la population, à la Tranquillité publique et aux Affaires militaires, du 1^{er} au 6 août 2022 inclus et du 8 au 19 août 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction :

- à la Protection de la population, à la Tranquillité publique, comprenant les domaines suivants :
 - Police municipale ;
 - Conseil Local de Sécurité de Prévention de la Délinquance (CLSPD) ;
 - Médiation sociale ;
 - Contrôle du stationnement de surface ;
 - Vidéo-protection et vidéo-verbalisation ;
 - Hygiène et sécurité sanitaire (prévention sanitaire et contrôle des conditions d'hygiène et de santé, campagnes liées à un risque de santé publique, vaccinations, liens institutionnels avec l'Association Réseau des Villes Santé (ARS) pour les compétences relevant de la sécurité sanitaire...) ;
 - Plan anti-drogue ;
 - Lutte contre la vente à la sauvette ;
 - Lutte contre le bruit ;
 - Lutte contre l'habitat indigne ;
 - Environnement (suivi des ICPE, pollutions du milieu (eau, air, sol...)) ;
 - Sécurité civile (comportant le Plan Communal de Sauvegarde).
- aux Affaires militaires, mémoire et commémorations.

Est attribuée à :

- Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, du 1^{er} au 6 août 2022 inclus ;
- Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, officier d'état civil, du 8 au 19 août 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN et Madame Maryse FAYE reçoivent respectivement :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans leurs domaines de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 juin 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 24 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196869-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 juin 2022 - Réception en Préfecture : 24 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de
Madame Fanny DOMBRE-COSTE
par Monsieur Michel ASLANIAN
du 11 au 31 juillet 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale, du 11 au 31 juillet 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 11 au 31 juillet 2022 inclus :

- à la Ville éducative et à la Réussite scolaire, comprenant les domaines suivants :
 - Elaboration et mise en place des politiques éducatives et partenariales ;
 - Actions éducatives péri- et extra-scolaires, ALSH ;
 - Relations avec la communauté éducative ;
 - Perspectives et évolution de la carte scolaire, mixité scolaire ;
 - Mise en place du soutien scolaire et vacances apprenantes ;
 - Gestion du patrimoine scolaire ;
- à l'Administration générale, comprenant les domaines suivants :
 - Affaires générales, assemblées, ressources des élus et courrier ;
 - Affaires juridiques, contentieux, assurances.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Michel ASLANIAN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 juin 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 24 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196900-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 juin 2022 - Réception en Préfecture : 24 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Stéphane JOUAULT
par Monsieur Mustapha LAOUKIRI
du 15 au 31 juillet 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L.2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjointes le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité, du 15 au 31 juillet 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 15 au 31 juillet 2022 inclus :

- à la Nature en ville et à la Biodiversité, comprenant les domaines suivants :
 - Développement durable ;
 - Entretien des espaces verts ;
 - Création de nouveaux espaces verts ;
 - Opération 50 000 arbres ;
 - Coulées vertes du Verdanson et de l'Aqueduc Saint-Clément ;
 - Végétalisation des quartiers ;
 - Préservation de la biodiversité urbaine.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Mustapha LAOUKIRI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 juin 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 24 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196894-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 juin 2022 - Réception en Préfecture : 24 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Manu REYNAUD
par Monsieur Mustapha LAOUKIRI
du 22 au 31 juillet 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L.2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint délégué à Ville apaisée et respirable, du 22 au 31 juillet 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 22 au 31 juillet 2022 inclus :

- à la Ville apaisée et respirable, comprenant les domaines suivants :
 - Elaboration d'un nouveau plan de circulation ;
 - Conduite d'une nouvelle politique de stationnement sur voirie ;
 - Mise en œuvre du SDMA à la Ville ;
 - Projet de « Ville 30 km/h ».

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Mustapha LAOUKIRI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 juin 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 24 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196921-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 juin 2022 -Réception en Préfecture : 24 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Madame Agnès SAURAT
par Monsieur Hervé MARTIN
du 13 au 31 juillet 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L.2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique, du 13 au 31 juillet 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 13 au 31 juillet 2022 inclus :

- au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique, comprenant les domaines suivants :
 - Gestion active du patrimoine ;
 - Economie des ressources et du patrimoine : construction, conduite et conception des opérations et construction publique, gestion active et durable du patrimoine bâti municipal, soutien logistique à l'activité des services, gestion durable des ressources et énergies, cessions et réformes des matériels ;
 - Commissions de sécurité et d'accessibilité en cas d'empêchement du conseiller délégué.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Hervé MARTIN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 juin 2022

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 24 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-196896-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 juin 2022 - Réception en Préfecture : 24 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Modification temporaire des horaires
d'accès au public -Square Charles Flahault
pour travaux crèche Pinocchio**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité des riverains pendant toute la durée des travaux ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de modifier exceptionnellement les horaires d'accès au public du lundi au vendredi de 8h00 à 11h00 pour permettre l'occupation temporaire de la crèche Pinocchio pendant le déroulement des travaux sur le bâtiment ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le square Charles Flahault sera exceptionnellement fermé au public **du lundi au vendredi de 8h00 à 11h00** pendant la durée des travaux.
Les horaires d'accès au public ne sont pas modifiés en dehors de ces périodes.

ARTICLE 2 :

L'ouverture et la fermeture du site reprendront aux horaires habituels dès la fin des travaux.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 24 juin 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire**

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 24 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197015-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 juin 2022 - Réception en Préfecture : 24 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Michel ASLANIAN
par Madame Maryse FAYE
du 8 au 21 août 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances, à l'Évaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social, du 8 au 21 août 2022 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 8 au 21 août 2022 inclus :

- aux Finances, comprenant les domaines suivants :
 - les Finances communales, le Budget et l'Expertise financière, comprenant notamment : la Commission communale des impôts directs, l'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, la création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable, l'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, les garanties d'emprunts et gestion de la dette, les achats et production graphique, les cessions et réformes des matériels, la souscription et la renégociation des emprunts et des lignes de trésorerie ;
- à l'Evaluation des politiques publiques et au projet d'administration ;

- aux Ressources humaines, comprenant les domaines suivants :
 - Administration des ressources humaines municipales ;
 - Gestion des parcours professionnels et des compétences ;
 - Santé et prévention des risques des agents municipaux, DUERP ;
 - Pilotage et modernisation des ressources humaines ;
 - Dialogue social.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Maryse FAYE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Délégation est attribuée à Madame Maryse FAYE, du 8 au 21 août 2022 inclus, à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Ville de Montpellier comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet ;
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- Les admissions en non-valeur ;
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Maryse FAYE, les délégations prévues à l'article 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Maryse FAYE et de Monsieur Olivier NYS, le Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Maryse FAYE, de Monsieur Olivier NYS et du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, Monsieur Vincent DOMEIZEL reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Maryse FAYE, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, Madame Christelle ROSE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Maryse FAYE, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Christelle ROSE, Madame Emilie DREUX reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Maryse FAYE, de Monsieur Olivier NYS, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de

Madame Christelle ROSE et de Madame Emilie DREUX, Madame Natacha LEUPERT reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 3.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 juin 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 24 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197082-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 juin 2022 -Réception en Préfecture : 24 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Madame Marie MASSART
par Monsieur Mustapha LAOUKIRI
du 22 au 31 juillet 2022 inclus
et par Monsieur Stéphane JOUAULT
du 15 au 20 août 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Marie MASSART, Adjointe déléguée à la Politique alimentaire et à l'Agriculture urbaine, du 22 au 31 juillet 2022 inclus et du 15 au 20 août 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction :

- à la Politique alimentaire et à l'Agriculture urbaine, comprenant les domaines suivants :
 - Politique alimentaire ;
 - Restauration scolaire de proximité ;
 - Agriculture urbaine : jardins partagés, jardins familiaux ;
 - Bio-alimentation.

Est attribuée à :

- Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, officier d'état civil, du 22 au 31 juillet 2022 inclus ;
- Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, officier d'état civil, du 15 au 20 août 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Mustapha LAOUKIRI et Monsieur Stéphane JOUAULT reçoivent respectivement :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans leurs domaines de délégation ;

- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 juin 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 24 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197084-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 juin 2022 - Réception en Préfecture : 24 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Festival Agropol'Eat - Fermeture exceptionnelle
de l'accès au parking de Lavalette du vendredi
01/07/22 à 14h au lundi 04/07/22 à 12h00**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Madame Marie MASSART, Adjointe déléguée à la Politique alimentaire et à l'Agriculture urbaine ;
- **CONSIDÉRANT** le public attendu pour la manifestation Agropol'Eat qui se déroulera sur le site de Lavalette ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pendant toute la durée de la manifestation ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de modifier l'accès du public au parking pendant le montage et le démontage des installations et pour le bon déroulement de la manifestation ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le parking de Lavalette, situé en face de l'orphelinat, sera fermé au public du vendredi 01/07 à 14h au lundi 04/07 à 12h00 ;

ARTICLE 2 : Le parking sera réservé aux participants et aux organisateurs de la manifestation, il sera interdit d'y stationner pendant cette période ;

ARTICLE 3 : L'accès au parking sera autorisé dès le lundi 04/07 après 12h00 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 juin 2022
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Marie MASSART

Publié le : 29 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197392-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 29 juin 2022 - Réception en Préfecture : 29 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Madame Mylvia HOUGUET
par Madame Fanny DOMBRE-COSTE
du 1^{er} au 28 août 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe déléguée au Quartier Hôpitaux-Facultés, aux Maisons pour Tous et à la Vie associative, du 1^{er} au 28 août 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 1^{er} au 28 août 2022 inclus :

- au Quartier Hôpitaux-Facultés ;
- aux Maisons pour Tous et à la Vie associative comprenant les domaines suivants :
 - Soutien et vitalité du tissu associatif ;
 - Coordination du réseau des Maisons pour Tous.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Fanny DOMBRE-COSTE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30 juin 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 30 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197625-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 30 juin 2022 -Réception en Préfecture : 30 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Madame Agnès ROBIN
par Monsieur Boris BELLANGER
du 15 au 29 juillet 2022 inclus
et par Madame Fanny DOMBRE-COSTE
du 1er au 28 août 2022 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Agnès ROBIN, Adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique, du 15 juillet au 28 août 2022 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction :

- à la Culture et à la Culture scientifique, comprenant les domaines suivants :
 - Politique culturelle ;
 - Diffusion et mise en valeur des savoirs ;
 - Culture scientifique ;
 - Arts et création artistique ;
 - Livres et littérature.

Est attribuée à :

- Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire, officier d'état civil, du 15 au 29 juillet 2022 inclus ;
- Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Adjointe au Maire, officier d'état civil, du 1^{er} au 28 août 2022 inclus.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Monsieur Boris BELLANGER et Madame Fanny DOMBRE-COSTE reçoivent respectivement :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans leurs domaines de délégation ;

- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30 juin 2022
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 30 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197629-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 30 juin 2022 - Réception en Préfecture : 30 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Communal Hygiène Santé

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté Municipal de restriction des usages et
activités du Lez et de ses berges
Année 2022**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU le Code Pénal ;
- VU le Code de Procédure Pénale ;
- VU le Code de la Santé Publique ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le Règlement Sanitaire Départemental ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégation confié à Monsieur Sébastien COTE, en charge de la protection des populations et de la tranquillité publique ;
- **CONSIDERANT** la suspicion de pollution détectée au sein du cours d'eau « Le Lez » due à la présence de cyanobactéries ;
- **CONSIDERANT** que les cyanobactéries, même en faible quantité peuvent se révéler toxiques ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de prendre des mesures de prévention et de protection en matière de santé, de sécurité, d'hygiène et de salubrité publiques.

ARRETE

Article 1^{er} : En raison de la présence de concentrations élevées de cyanobactéries dans l'eau du Lez et considérant que les conditions météorologiques et hydrologiques actuelles favorisent le développement d'amas d'algues en surface du cours d'eau, la baignade, la consommation de poisson pêché, l'abreuvement des animaux, la pratique des activités nautiques sont interdits sur le cours d'eau « le Lez » sur l'ensemble du territoire de la commune.

Article 2 : Ces restrictions courent à compter du 1er juillet 2022 et jusqu'à abrogation du présent arrêté.

Article 3 : Les infractions constatées au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30 juin 2022
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 30 juin 2022

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20220101-197883-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 30 juin 2022 - Réception en Préfecture : 30 juin 2022

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

